|  |
| --- |
| Alain MASSOT  sociologue et professeur agrégé,  retraité du Département des fondements et pratiques en éducation,  Université Laval  (1993)  Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite à travers les actions judiciaires contre le projet d’aménagement hydro-électrique de la Grande rivière de la Baleine  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole,

courriel: [rtoussaint@aei.ca](mailto:rtoussaint@aei.ca), à partir de :

[Page web](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html) dans Les Classiques des sciences sociales.

à partir du texte de :

Alain MASSOT

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite à travers les actions judiciaires contre le projet d’aménagement hydro-électrique de la Grande rivière de la Baleine**

Étude exploratoire présentée à la vice-présidence Communications et Relations publiques, Hydro-Québec. Québec : Groupe de recherche en communication Québec, avril 1993, 207 pp.

L’auteur nous a accordé le 5 janvier 2017 son autorisation de diffuser en accès libre à tous ce rapport de recherche dans Les Classiques des sciences sociales.

Boite_aux_lettres_clair Courriel : [Alain.Massot@fse.ulaval.ca](mailto:Alain.Massot@fse.ulaval.ca)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 20 octobre 2019 à Chicoutimi, Québec.

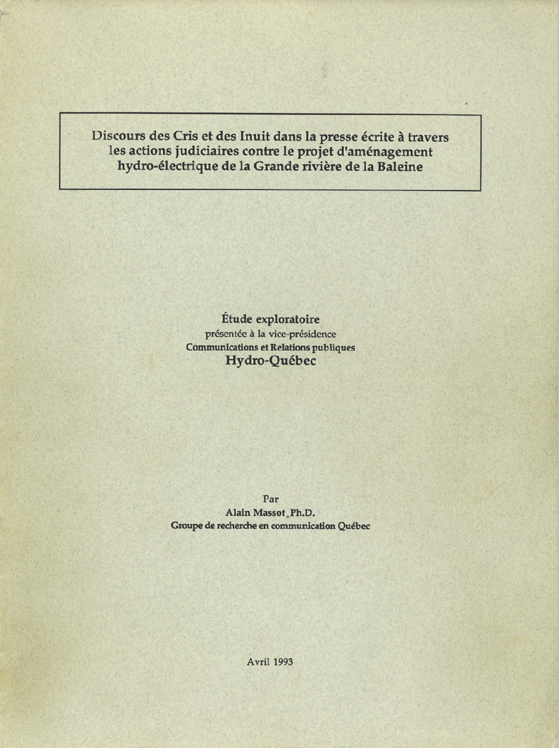
fait_sur_mac

Alain MASSOT

sociologue et professeur agrégé,   
retraité du Département des fondements et pratiques en éducation,

Université Laval

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite  
à travers les actions judiciaires contre le projet d’aménagement  
hydro-électrique de la Grande rivière de la Baleine**



Étude exploratoire présentée à la vice-présidence Communications et Relations publiques, Hydro-Québec. Québec : Groupe de recherche en communication Québec, avril 1993, 207 pp.

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[i]

Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite à travers  
les actions judiciaires contre le projet d’aménagement  
hydro-électrique de la Grande rivière de la Baleine

Étude exploratoire

présentée à la vice-présidence  
Communications et Relations publiques

Hydro-Québec

Par

Alain Massot

Ph.D. sociologie

Groupe de recherche en communication Québec



Avril 1993

[ii]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Remerciements

[Retour à la table des matières](#tdm)

Nous remercions la société d'État de nous avoir fourni les conditions nécessaires à la réalisation de cette étude exploratoire du discours des Cris et des Inuit à travers leurs actions judiciaires contre le projet Grande-Baleine.

Madame Lucie Madden, attachée à la Vice-présidence Communications et Relations publiques d'Hydro-Québec, a contribué à préciser l'orientation de cette recherche, qui ouvre de multiples dimensions qui mériteraient d'être approfondies systématiquement étant donné l'importance des enjeux de société qu'ils comportent.

Le rapport de revue de presse, réalisé par monsieur Louis Brunet, a servi de base pour la sélection du corpus.

Monsieur Daniel Germain (M.A.) a travaillé sur plusieurs actions judiciaires.

Nos remerciements vont encore à madame Sylvie Gagnon (M.A.), qui a collaboré étroitement à la définition des catégories d'analyse et a traité le corpus de l'évaluation environnementale.

[iii]

L'ensemble du manuscrit a également été revu et corrigé par madame Sylvie Gagnon.

Le travail de traitement de texte a été assuré avec soin, efficacité et avec une attention toujours soutenue par madame Anne Levac.

[iv]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Table des matières

[Remerciements](#Discours_Cris_remerciements) [ii]

Table des matières [iv]

[Liste des tableaux](#Discours_Cris_liste_tableaux) [xv]

[Liste des figures, carte et schéma](#Discours_Cris_liste_figures) [xvii]

[Introduction](#Discours_Cris_intro) [1]

Chapitre 1. [Méthodologie](#Discours_Cris_chap_01) [9]

1.1. [Description du corpus du discours des Cris et des Inuit à travers leurs actions judiciaires dans la presse écrite](#Discours_Cris_chap_01_1) [9]

1.1.1. Les quotidiens et les journalistes [9]

1.1.2. Source du discours des Cris et des Inuit dans les articles de presse [10]

[v]

1.2 [Perspective d'analyse](#Discours_Cris_chap_01_2) [13]

1.2.1. Discours direct, discours indirect [13]

1.2.2. Discours objectif, discours subjectif [15]

1.2.3. Affirmation de soi, contrainte, accusation, conciliation, résignation [16]

Chapitre 2. [L'évaluation environnementale du projet Grande-Baleine](#Discours_Cris_chap_02) [19]

2.1. [Le processus politique de l'évaluation environnementale du projet](#Discours_Cris_chap_02_1) [19]

2.1.1. La relance du projet Grande-Baleine, phase II, 1989 [19]

2.1.2. Une évaluation environnementale scindée, mai 1989 – août 1991 [20]

2.1.3. L’entente fédérale-provinciale pour une évaluation scindée, novembre 1990-juin 1991 [22]

2.1.4. L'évaluation environnementale des infra-structures d'accès, juillet 1990 - septembre 1991 [24]

2.1.5. L'évaluation environnementale des barrages et réservoirs, novembre 1990 - juillet 1991 [26]

2.1.6. Une nouvelle entente fédérale-provinciale pour une évaluation globale, juillet 1991 - mars 1992 [27]

[vi]

2.2. [Discours des Cris et des Inuit au cours de l'évaluation environnementale du projet](#Discours_Cris_chap_02_2) [30]

2.2.1. Le discours des Cris dans la presse de langue française [30]

2.2.1.1. L'évaluation environnementale scindée [30]

2.2.1.2. Le projet hydro-électrique Grande-Baleine [32]

2.2.1.3. Le discrédit des interlocuteurs [33]

2.2.1.4. Les actions juridiques en perspective [36]

2.2.1.5. L'intermède de la conciliation [37]

2.2.2. Le discours des Inuit dans la presse de langue française [38]

2.2.2.1. L'expression de la volonté [38]

2.2.2.2. La résignation [40]

Chapitre 3. [La reconnaissance des titres des Indiens](#Discours_Cris_chap_03) [41]

3.1. [Une action déclaratoire et en injonction des Cris à la Cour supérieure du Québec](#Discours_Cris_chap_03_1) [41]

3.1.1. Annuler Grande-Baleine [41]

3.1.2. Halte au génocide [43]

3.1.3. Les Cris réclament un milliard de dollars en dommages et intérêts [44]

[vii]

3.2. [Le discours cri lors de la demande d'injonction permanente devant la Cour supérieure du Québec dans la presse de langue française](#Discours_Cris_chap_03_2) [45]

3.2.1. James O’Reilly : « Ce contrat ne vaut plus rien » [45]

3.2.2. Matthew Coon Corne veut stopper Grande-Baleine [46]

3.2.3. Les leaders des Cris brandissent la menace d'un Oka nordique [47]

3.3. [Le discours cri lors de la demande d'injonction permanente devant la Cour supérieure du Québec dans la presse de langue anglaise](#Discours_Cris_chap_03_3) [49]

Chapitre 4. [L'injonction des Cris et als contre la division des autorisations à la Cour supérieure du Québec](#Discours_Cris_chap_04) [51]

4.1. [Les antécédents de l'évaluation environnementale du projet Grande-Baleine](#Discours_Cris_chap_04_1) [51]

4.2. [La logique du discours des Cris concernant l'injonction contre la division de l'évaluation environnementale dans la presse de langue française](#Discours_Cris_chap_04_2) [53]

[viii]

Chapitre 5. [Appel d'Hydro-Québec et appel des Cris des décisions de l'Office national de l'Énergie](#Discours_Cris_chap_05) [56]

5.1. [Le contexte de la cause](#Discours_Cris_chap_05_1) [56]

5.1.1. L'argumentation juridique des Cris lors des audiences [59]

5.1.2. La conséquence de la décision de l’ONE : la bataille continue [62]

5.2. [Le discours des Cris lors des audiences de l'Office national de l'Énergie](#Discours_Cris_chap_05_2) [67]

5.2.1. Le discours des Cris dans la presse de langue française [67]

5.2.1.1. Les Cris démontrent l'absurdité économique et environnementale des contrats d'exportation [67]

5.2.1.2. La décision de l'ONE - Me Robert Mainville [68]

5.2.2. Le discours cri lors des audiences de l'Office national de l'Énergie dans la presse de langue anglaise [69]

5.2.2.1. Me Mainville tente de convaincre l'ONE de ne pas accorder les licences d'exportation [69]

5.2.2.2. Bill Namagoose se réjouit de l'annulation probable des contrats d’exportation [70]

[ix]

Chapitre 6. [La demande du Grand Conseil des Cris du programme de partage de risques et de bénéfices d'Hydro-Québec et des contrats secrets à la Commission d'accès à l'information](#Discours_Cris_chap_06) [71]

6.1. [Le contexte de la cause](#Discours_Cris_chap_06_1) [71]

6.1.1. Une injonction est émise par la Cour supérieure du Québec [73]

6.1.2. L'injonction interlocutoire contre Radio-Canada et ses journalistes [74]

6.1.3. La stratégie du secret [75]

6.1.4. Le blocus des audiences de la Commission d'accès à l’information continu [77]

6.2. [Le discours cri dans l'affaire de la demande des contrats secrets et du programme de partage des risques à la Commission d'accès à l'information rapporté dans la presse de langue française](#Discours_Cris_chap_06_2) [80]

6.2.1. Les contrats secrets sont une mauvaise affaire sur le plan économique [80]

6.2.2. Le discours des procureurs des Cris [81]

6.2.3. Le discours de Robert McCullough et de Matthew Coon Corne [82]

6.3. [Le discours cri dans l'affaire de la demande des contrats secrets et du programme du partage des risques à la Commission d'accès à l'information rapporté dans la presse de langue anglaise](#Discours_Cris_chap_06_3) [84]

6.3.1. Les contrats secrets sont un désastre économique et environnemental pour le Québec [84]

[x]

Chapitre 7. [L'exercice des devoirs et fonctions de l'administrateur fédéral de la CBJNQ : l'action des Cris à la Cour fédérale](#Discours_Cris_chap_07) [86]

7.1. [Le contexte de la cause](#Discours_Cris_chap_07_1) [87]

7.1.1. La bataille juridique est menée sur les champs de compétence [88]

7.1.2. Les devoirs du fédéral envers les autochtones [90]

7.1.3. Les Cris admettent devant la Cour leur intention de bloquer le projet [92]

7.1.4. La décision du juge Rouleau [93]

7.1.5. Les Cris sont prêts à négocier une fusion des audiences moyennant certaines conditions [94]

7.2. [Le discours cri devant la Cour fédérale : requête en faveur de l'intervention de l'administrateur fédéral de la Convention](#Discours_Cris_chap_07_2) [97]

7.2.1. Le discours des Cris dans la presse de langue française [97]

7.2.1.1. Le discours de James O'Reilly [97]

7.2.1.2. Matthew Coon Corne : la conciliation conditionnelle [99]

7.2.2. Le discours des Cris dans la presse de langue anglaise [101]

7.2.2.1. James O’Reilly [101]

A) La bataille des champs de compétence [101]

B) La société d'État et le gouvernement du Québec veulent balayer les Indiens du territoire nordique [102]

[xi]

7.2.2.2. Me Franklin Gertler et la question constitutionnelle [103]

7.2.2.3. Les propos du vainqueur : Matthew Coon Corne [104]

7.2.2.4. Le discours de Bill Namagoose [104]

7.2.2.5. Le discours de Matthew Coon Corne et Matthew Mukash [105]

Chapitre 8. [L'exercice des devoirs et fonctions de l'administrateur fédéral de la CBJNQ : l'action de la Bande des Cris d'Eastmain à la Cour fédérale](#Discours_Cris_chap_08) [106]

8.1. [Les Cris veulent soumettre Eastmain 1 au processus d'évaluation](#Discours_Cris_chap_08_1) [106]

8.2. [De la conciliation et/ou de la stratégie](#Discours_Cris_chap_08_2) [107]

8.3. [La décision du juge Rouleau](#Discours_Cris_chap_08_3) [107]

Chapitre 9. [Les actions des Cris et als contre le contrat d'achat d'électricité de la Vermont Joint Owners (VJO)](#Discours_Cris_chap_09) [109]

9.1. [Le contexte de la cause](#Discours_Cris_chap_09_1) [109]

9.2. [Le discours des Cris dans la presse de langue française et de langue anglaise](#Discours_Cris_chap_09_2) [112]

[xii]

Chapitre 10. [Les actions des Cris et als contre le contrat d'achat d'électricité de la New York Power Autority (NYPA)](#Discours_Cris_chap_10) [113]

10.1 [La chronologie](#Discours_Cris_chap_10_1) [113]

10.2 [Le discours cri dans la presse de langue française](#Discours_Cris_chap_10_2) [116]

10.3 [Le discours cri dans la presse de langue anglaise](#Discours_Cris_chap_10_3) [118]

Chapitre 11. [La requête des Cris, des Inuit devant le Tribunal international de l'Eau](#Discours_Cris_chap_11) [120]

11.1 [Le discours des Cris dans la presse de langue française](#Discours_Cris_chap_11_1) [120]

11.2 [Le discours des Cris dans la presse de langue anglaise](#Discours_Cris_chap_11_2) [122]

Chapitre 12. [Le discours des Cris et des Inuit relatif à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ)](#Discours_Cris_chap_12) [124]

12.1. [Le discours cri au sujet de la CBJNQ dans la presse de langue française](#Discours_Cris_chap_12_1) [126]

12.1.1 De la conciliation à la revendication territoriale : l'entrevue de Matthew Coon Corne au journal Le Devoir [126]

12.1.1.1 Effondrement de l'économie traditionnelle des Cris [127]

12.1.1.2 Le développement de mégaprojets comme développement à court terme [128]

[xiii]

12.1.2. La négation et le rejet : Matthew Mukash [130]

12.1.3. De la contrainte à la négation : Diom Saganash [131]

12.2. [Le discours cri au sujet de la CBJNQ dans la presse de langue anglaise](#Discours_Cris_chap_12_2) [133]

12.3. [Le discours inuit au sujet de la CBJNQ dans la presse de langue française](#Discours_Cris_chap_12_3) [135]

12.3.1. La peur du choc culturel [135]

12.3.2. Du choc culturel à la résignation [136]

[Conclusion](#Discours_Cris_conclusion) [138]

[Références](#Discours_Cris_biblio) [146]

[Annexes](#Discours_Cris_annexes) :

A. [Tableaux](#Discours_Cris_annexes_A)  [148]

B. [Figures, carte et schéma](#Discours_Cris_annexes_B) [157]

C. [Chronologie : Évaluation environnementale du projet Grande-Baleine](#Discours_Cris_annexes_C) [162]

D. [Tableau synoptique des actions judiciaires entreprises par les Cris et als impliquant Hydro-Québec](#Discours_Cris_annexes_D) [168]

[xiv]

E. [Chronologie des actions judiciaires entreprises par les Cris et als et impliquant Hydro-Québec](#Discours_Cris_annexes_E) :

1) En Cour provinciale du Québec [173]

2) En Cour fédérale canadienne [177]

3) En Nouvelle-Angleterre [180]

F. [Calendriers des articles traitant](#Discours_Cris_annexes_F) :

1) L'évaluation environnementale [184]

2) L'injonction des Cris pour la reconnaissance de leurs titres devant la Cour supérieure du Québec [192]

3) L'injonction des Cris et als contre la division des autorisations devant la Cour supérieure du Québec [193]

4) L'appel d'Hydro-Québec et l'appel des Cris contre les décisions de l'ONE [195]

5) La demande des Cris du programme de partage de risques et de bénéfices et des contrats à la Commission d'accès à l'information [197]

6) L'action des Cris devant la Cour fédérale concernant la compétence de l'administrateur fédéral de la CBJNQ [200]

7) L'action de la Bande des Cris d'Eastmain devant la Cour fédérale concernant la compétence de l'administrateur fédéral de la CBJNQ [201]

8) Les actions des Cris et als contre le contrat d’achat de la VJO [202]

9) Les actions des Cris et cils contre le contrat d'achat de la NYPA [203]

10) L'action des Cris devant le Tribunal international de l'Eau [205]

11) Le discours des Cris et des Inuits relatif à la CBJNQ [206]

[xiv]

[xv]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Liste des tableaux

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| [Tableau I](#Discours_Cris_tableau_I) | Source du discours des Cris et des Inuit dans les articles de presse à travers leurs actions judiciaires contre le projet hydro-électrique Grande-Baleine, de mars à décembre 1990 | 149 |
| [Tableau II](#Discours_Cris_tableau_II) | Source du discours des Cris et des Inuit dans les articles de presse à travers leurs actions judiciaires contre le projet hydro-électrique Grande-Baleine en 1991 | 150 |
| [Tableau III](#Discours_Cris_tableau_III) | Source du discours des Cris et des Inuit dans les articles de presse à travers les actions judiciaires contre le projet hydro-électrique Grande-Baleine, de janvier à mars 1992 | 151 |
| [Tableau IV](#Discours_Cris_tableau_IV) | Source du discours des Cris et des Inuit à  travers leurs actions judiciaires contre le projet hydro-électrique Grande-Baleine, selon les quotidiens, mars 1990 - mars 1992 | 152 |
| [Tableau V](#Discours_Cris_tableau_V) | Source du discours des Cris et des Inuit à travers leurs actions judiciaires contre le projet hydro-électrique Grande-Baleine, selon le mois et l'année, mars 1990 - mars 1992 | 153 |
| [xvi] |  |  |
| [Tableau VI](#Discours_Cris_tableau_VI) | Fréquence du discours des Cris et des Inuit dans les articles de la presse et nombre des éditoriaux sur Grande-Baleine, mars 1990 - mars 1992 | 154 |
| [Tableau VII](#Discours_Cris_tableau_VII) | Développement du Québec nordique ; indemnisations financières accordées aux autochtones dans différentes conventions — Sommes versées par les organismes subventionnaires | 155 |
| [Tableau VIII](#Discours_Cris_tableau_VIII) | Développement du Québec nordique ; indemnisations financières accordées aux autochtones dans les différentes conventions — Sommes versées aux différents groupes autochtones | 156 |

[xvii]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Liste des figures, carte et schéma

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| [Figure I](#Discours_Cris_figure_I) | Fréquence du discours des Cris et des Inuit dans les articles de la presse et nombre d'éditoriaux sur Grande-Baleine | 158 |
| [Figure II](#Discours_Cris_figure_II) | Superficie des réservoirs dans le nord du Québec | 159 |
| [Carte I](#Discours_Cris_carte_I) | Répartition des terres selon la Convention de la Baie-James et du Nord québécois | 160 |
| [Schéma I](#Discours_Cris_schema_I) | Examen environnemental — Projet Grande-Baleine | 161 |

[1]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le mandat de la société d'État porte sur l'analyse des perceptions des Cris et des Inuit à travers les actions judiciaires contre le projet hydro-électrique Grande-Baleine.

La période étudiée s'étend du mois de mars 1990 au mois de mars 1992. Au début de cette période ont lieu :

- les auditions de l’Office national de l'Énergie (ONE) concernant les autorisations d’exportation d'électricité de la société d'État (février 1990) ;

- le mandat du ministre québécois de l’Environnement aux deux organismes créés par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (le Comité d'évaluation (COMEV) et la Commission Kativik) de procéder à une évaluation environnementale scindée de la phase II de la Baie James ;

- l'action déclaratoire et en injonction des Cris contre Hydro- Québec, le Gouvernement du Québec, le Gouvernement du Canada et als en Cour supérieure le 3 avril 1990 ;

- la « déclaration de guerre » contre les projets Grande-Baleine (G-B) et Nottaway, Broadback, Rupert (NBR) par le Chef Billy Diamond à l'Université Carleton, le 8 avril 1990.

[2]

Cette période se termine par l’annulation du contrat d'achat d'électricité de la New York Power Authority (NYPA) le 27 mars 1992.

Les actions judiciaires considérées dans la présente étude sont les suivantes :

A) En Cour provinciale du Québec [[1]](#footnote-1)\*

|  |  |
| --- | --- |
| **Parties** | **Conclusions recherchées** |
| Les Cris —c.— Hydro-Québec, Gouvernement du Québec, Gouvernement du Canada et als  Cour Supérieure 500-05-004330-906  Date 3 avril 1990  Nature Action déclaratoire et en injonction | Les Cris demandent de reconnaître que les titres indiens et aboriginaux  n'ont pas été éteints malgré la Convention de la Baie James, etc. |

[3]

A) En cour provinciale du Québec (suite)

|  |  |
| --- | --- |
| **Parties**  Cris et Amis de la terre, Greenpeace —c— Gouvernement du Québec  **Cour** Supérieure 500-05-013324-908  **Date** 25 octobre 1990 Nature  **Nature** Action en injonction | **Conclusions recherchées**  Il s'agit d'une action en injonction demandant de déclarer illégale, nulle et inconstitutionnelle et en violation de la Convention de la Baie James la décision du gouvernement du Québec de diviser les autorisations du projet Grande-Baleine. |
| **Parties**  Administration régionale crie —c.— Hydro-Québec  Cour Commission d’accès à l’information 90-04-07  Date 10 mai 1990  Nature Demande d’accès Contrats à partage de risques (13) | **Conclusions recherchées**  Obtenir copie des documents suivants :  - copie du programme de partage des risques et de bénéfices en vigueur chez Hydro-Québec;  - copie des 13 contrats signés depuis 1986 en vertu de ce programme. |

[4]

**Nature**

**Demande d’accès**

**Contrats à partage de risques (13)**

**— 3 —**

**A)** En Cour provinciale du Québec **(suite)**

|  |  |
| --- | --- |
| Parties  Administration régionale crie —c.— Hydro-Québec  Cour Commission d'accès à l’information 90-06-62  Date 18 décembre 1990  Nature Demande d'accès  Études techniques et économiques G-B et NBR | Conclusions recherchées  Demande d'accès du Grand Conseil des Cris à l’ensemble des études techniques et économiques de Grande-Baleine et NBR. |

[5]

B) En Cour fédérale canadienne

|  |  |
| --- | --- |
| **Parties**  Hydro-Québec  **Cour** Fédérale d'appel 90-A-2739  **Date** 26 octobre 1990  **Nature** Appel devant la Cour d'appel fédérale des décisions de l'ONE | **Conclusions recherchées**  Les motifs au soutien de l'appel sont :  - l'inconstitutionnalité de la décision de l'ONE relativement aux conditions 10 et 11;  - l'excès de juridiction de la part de l'Office relativement à l'interprétation de sa compétence et de la portée des règles et de la législation qu'elle a considérée et appliquée. |
| **Parties**  Cris —c — Hydro-Québec  **Cour** Fédérale d'appel A-l 102-90  **Date** 26 octobre 1990  **Nature** Appel devant la Cour d'appel fédérale de la décision de l'ONE | **Conclusions recherchées**  Annulation des licences délivrées par l’One car Hydro-Québec n’a pas justifié la rentabilité du projet d’exportation |

[6]

B) En Cour fédérale canadienne (suite)

|  |  |
| --- | --- |
| Parties  Administration régionale crie —c— Raymond Robinson  Cour Fédérale T-451-91  Date 20 février 1991  Nature Action en mandamus | Conclusions recherchées  La procédure vise à ordonner à Raymond Robinson d'exercer ses devoirs et fonctions comme administrateur fédéral nommé en vertu des chapitres 22 et 23 de la CBJNQ. |
| Parties  The Eastmain Band et als —c—  Raymond Robinson et als  Cour Fédérale T-1512-91  Date 6 juin 1991  Nature Action en mandamus | Conclusions recherchées  La procédure vise à ordonner à Raymond Robinson d'exercer ses devoirs et fonctions comme administrateur fédéral de la CBJNQ et d’ordonner aux ministres fédéraux d'appliquer le PFEEE. |

[7]

C) En Nouvelle-Angleterre

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| C.1) Dans l'État du Vermont |  | |
| Parties  Cris et autres —c— les VJO  Cour Cour d’appel du Vermont  Date 30 avril 1991  Nature Appel de la décision du Vermont Public Service Board | Conclusions recherchées  Annulation des autorisations délivrées aux VJO. |

|  |  |
| --- | --- |
| C2) Dans l'État de New-York |  |
| Parties  Sierra Club —c— NYPA  Cour Cour de Ire instance de l’État de New York  Date 3 décembre 1990  Nature Contestations des décisions de NYPA | Conclusions recherchées  Déclarer que NYPA doit se soumettre au processus environnemental de l'État de New York. |

[8]

D) En Europe

|  |  |
| --- | --- |
| **Parties** | **Conclusions recherchées** |
| Cris et als —c— Hydro-Québec  Cour Tribunal international de l’Eau (La Haye)  Date 20 février 1992  Nature Contestation du projet GB et NBR | Déclarer que la phase II de la Baie James doit être condamnée au même titre que la phase I comme une atteinte aux ressources hydro-électriques nord-américaines, etc. |

Le processus politique extrêmement complexe de l'évaluation environnementale se déroule en conjonction avec ces multiples actions judiciaires. Ces actions visent la Convention même de la Baie James et du Nord québécois, la première entente hors-cour, selon le Grand chef du Conseil des Cris du Québec. Ces deux dimensions fondamentales relatives au projet, l'évaluation environnementale et la Convention, sont l'objet respectivement du premier et du dernier chapitre de ce rapport.

L’ensemble de cette étude porte sur chacune des actions judiciaires dont le contexte particulier est présenté sommairement en premier lieu. Dans un deuxième temps, le discours des Cris et des Inuit est analysé plus spécifiquement.

[9]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Chapitre 1

MÉTHODOLOGIE

1.1. Description du corpus du discours des Cris  
et des Inuit à travers leurs actions judiciaires  
dans la presse écrite

1.1.1. Les quotidiens et les journalistes

[Retour à la table des matières](#tdm)

Deux quotidiens de langue française et deux quotidiens de langue anglaise ont été retenus, soit :

- *Le Devoir*

- *La Presse*

- La *Gazette*

- Le *Globe and Mail*.

Seuls les articles des journalistes attitrés au dossier Grande-Baleine ont été sélectionnés.

[10]

1.1.2. Source du discours des Cris et des Inuit  
dans les articles de presse

La sélection des articles s'est faite, dans un premier temps, à partir de la *Revue de presse sur le complexe hydro-électrique Grande-Baleine* (janvier 1990 - mai 1992, octobre 1992, 517 pages) réalisée par Louis Brunet. Les articles rapportant des éléments du discours des Cris et des Inuit ou de leurs représentants dans le contexte des actions judiciaires ont été retenus.

Dans un deuxième temps, nous avons passé en revue l’ensemble des cahiers du corpus de presse d'Hydro-Québec pour vérifier la précision de la première sélection.

Cette vérification nous a amené à ajouter cinq articles au corpus préalablement constitué.

Les tableaux I, II et III représentent la compilation des articles recensés pour les dix mois de l'année 1990, pour l'année 1991 et pour le premier trimestre de l'année 1992 pour chacun des quatre quotidiens. Cinquante-trois (53) se situent en 1990, cent trente-neuf (139) en 1991 et quarante-trois (43) de janvier à mars 1992, ce qui fait un total de 235 articles (cf. Tableau IV).

Au cours de cette période. *Le Devoir, La Presse* et la *Gazette* publient à peu près le même nombre d’articles rapportant des éléments du discours des Cris et des Inuit. Le *Globe and Mail* en publie beaucoup moins (cf. Tableau IV).

[11]

Le tableau V montre la distribution totale des articles selon les mois et les années. Ainsi apparaissent de grandes variations quant au nombre d'articles rapportant le discours des Cris et des Inuit.

La période d'avril à septembre 1991 est particulièrement intense puisque l'on rapporte des éléments du discours autochtone dans quatre-vingt-quinze (95) articles. C'est la période qui couvre la saga des contrats secrets, des diverses injonctions et des répercussions de l’affaire en Norvège, en Australie, à Ottawa et, notamment, à Washington et à Burlington aux États-Unis. C'est également la période de boycottage des audiences publiques par les Cris à Poste-de-la-Baleine. Au cours de cette période, le jugement de la Cour fédérale d'appel concernant la décision de l'ONE est rendu. Une requête des Cris pour permettre d'en appeler en Cour suprême est déposée. Le jugement de la Cour fédérale d’appel statue que la CBJNQ est une loi et confirme la compétence du gouvernement fédéral. Le jugement rendu par le juge Rouleau ordonne la mise en œuvre des chapitres 22 et 23 de la CBJNQ. Cette période voit également le report d’un an de la ratification du contrat avec la NYPA et le report du commencement des travaux d'infrastructure du projet. Cette période intense et mouvementée fera basculer l'ensemble du projet dans un contexte d’incertitude.

Un autre temps fort se situe aux mois de septembre et octobre 1990. C'est au cours de cette période, à la suite de la crise d'Oka/Kanasetake, qui a mis les conflits canadiens avec les autochtones sur la carte du monde, que survient la décision de l'ONE mettant en cause les exportations d'électricité d'Hydro-Québec. Cette décision est simultanément contestée en appel par [12] Hydro-Québec et par les Cris pour des motifs différents : Hydro-Québec invoquant un excès de juridiction de la part de l'ONE concernant le processus d'évaluation environnementale, les Cris invoquant l'absence de justification de la rentabilité économique des projets d'exportation. Cette action des Cris les amène à demander des études techniques et économiques du projet Grande-Baleine à la Commission d'accès à l'information.

L'amorce du processus de contestation du développement de la phase II de la Baie James apparaît au mois d'avril 1990, au moment où le ministre québécois de l'Environnement enclenche un processus scindé d'évaluation environnementale [[2]](#footnote-2)\*. À ce moment, le 4 avril 1990, les Cris déposent une action déclaratoire et en injonction en Cour supérieure demandant, entre autres, la reconnaissance des titres indiens et aboriginaux malgré la signature de la CBJNQ en 1976.

Deux ans plus tard, aux mois de janvier, février et mars 1992, survient le protocole d’entente entre toutes les parties pour un processus global d'évaluation environnementale, qui donne lieu aux audiences publiques à Poste-de-la-Baleine, à Val d'Or, puis à Montréal. L'annulation du contrat d'achat avec la NYPA clôt la première bataille de la Grande rivière de la Baleine.

[13]

1.2. Perspective d'analyse

1.2.1. Discours direct, discours indirect

[Retour à la table des matières](#tdm)

La définition de l’objet d'analyse « *Les perceptions des Cris et des Inuit à travers leurs actions judiciaires contre le projet hydroélectrique Grande-Baleine*» impose le repérage et l’analyse de leur discours.

Linguistiquement, deux façons de présenter le discours relatif à la perception des autochtones sont représentées :

- le discours direct, caractérisé par la présence des guillemets, reproduit intégralement les paroles prononcées par les intervenants :

« On se réserve nos droits de contestation juridique s’ils procèdent dans nos champs de compétence », conclut le ministre (LD, 05-04-90) ;

- le discours indirect [[3]](#footnote-3)\*, qui « place l'énoncé sous la responsabilité d'un énonciateur unique » (Gardes-Tamine, J., 1990, p. 54), suppose une modification de la forme des paroles prononcées, mais demeure, en principe, fidèle à la signification (caractères gras) :

[14]

Le chef autochtone estime qu'il est irresponsable de la part de Québec de vouloir évaluer en trois ou quatre mois « le plus gros projet de construction en Amérique du Nord », un projet qui couvre par sa superficie le cinquième du pays (LD, 09-04-90).

Le discours indirect est celui de la subordination ; il est introduit par un verbe de type *dire, estimer,* etc., qui peut tour à tour exprimer la mise à distance du journaliste (*prétendre,* aller jusqu'à dire, par exemple), son accord (faire ressortir *que)* ou son absence de position *(dire, déclarer, indiquer,* etc. [Mouillaud, M. et Têtu, J.-F., 1989, p. 47]). À cet égard, les quotidiens ne laissent percer aucune attitude manifeste des journalistes envers les différents intervenants dans les différents dossiers de presse. Ce n'est que sporadiquement que la mise à distance intervient dans le discours indirect :

...ou les Cris **prétendent** que la société d'État s'est engagée à respecter les procédures provinciales et fédérales (LD, 22-08-91).

Exceptionnellement, un journaliste peut poser un jugement. Sur le plan discursif, le jugement n'est attribué à personne :

Une façon en somme de sortir, sans trop perdre la face, de l'imbroglio juridique où le projet Grande-Baleine est **embourbé**, depuis que Québec a eu la **malencontreuse** idée de dissocier les infrastructures du complexe hydroélectrique stricto sensu (LD, 11-07-91).

L'attitude des journalistes dans ce dossier est, somme toute, assez prudente. Ils citent d'ailleurs abondamment leurs sources, particulièrement lorsque le vocabulaire est fortement connoté :

[15]

Les Cris de la Baie James ont répliqué en fin de semaine au projet de Québec de faire évaluer les impacts de la deuxième Baie James par deux comités paritaires en déclarant une « **guerre à finir**» avec le harnachement des complexes Grande-Baleine (LD, 09-04-90).

1.2.2. Discours objectif, discours subjectif

Le caractère scientifique d'un discours s'effectue en maintenant une distance vis-à-vis du sens commun et en limitant **l'analyse à ce qui est** (les jugements de fait) plutôt qu'**à ce qui devrait être** (les jugements de valeur). Cependant, au-delà d'une simple dichotomie basée sur l'opposition de l'objectivité et de la subjectivité, du discours scientifique au discours non scientifique, il faut plutôt reconnaître l'existence d'une tendance entre les deux pôles, chaque énoncé pouvant varier sur une échelle d'objectivité, compte tenu de la définition spatio-temporelle de l'énonciateur et des divers éléments subjectifs du discours que sont notamment les adjectifs, les noms et les verbes subjectifs, qui induisent, explicitement ou non, des jugements de valeur.

Aussi, certains adjectifs, connotés négativement (par exemple : éhonté, triste...) ou comportant une donnée évaluative (par exemple : important, difficile) ou encore une dimension axiologique (bien/mal) peuvent être révélateurs de subjectivité.

Les verbes subjectifs, quant à eux, peuvent traduire un sentiment (se plaindre) ainsi qu’une orientation axiologique (bien/mal, obligation/nécessité, contrainte/volonté, etc.).

[16]

Il ressort de ces quelques arguments, qu'au-delà d'une simple dichotomie basée sur l'opposition de l'objectivité et de la subjectivité, du discours scientifique au discours non scientifique, il faut plutôt reconnaître l'existence d'une tendance entre les deux pôles, chaque énoncé pouvant varier sur une échelle d'objectivité. Le discours analysé dans les quotidiens à l'intérieur des actions judiciaires est largement empreint de subjectivité.

Le vocabulaire subjectif employé, noms, adjectifs, verbes, a été analysé, selon les différents intervenants : les Cris, les Inuit, leurs représentants, les chefs, les procureurs des autochtones et autres porte-parole.

1.2.3. Affirmation de soi, contrainte,  
accusation, conciliation, résignation...

Le discours autochtone présenté dans les médias est tout entier placé sous le signe de l'expression de la volonté, qu'il s'agisse de discours direct ou de discours indirect.

L'expression de la volonté peut prendre différentes formes : l'ordre, le désir, le souhait, la défense, l'empêchement, l'opposition. Cette catégorisation met en évidence la possibilité d'exprimer la volonté d'une manière positive (ordre, désir, souhait) ou **négative** (défense, empêchement, opposition, contrainte) et le discours en découlant, bien que souvent plus complexe, est modelé en quelque sorte sur l'expression de la volonté :

[17]

- La volonté **positive**:

« Nous voulons que la question de juridiction soit réglée en principe » (LD, 23-09-91).

- La volonté **négative**:

« Fondamentalement, les Cris refusent le principe des évaluations distinctes imposé par Québec » (LD, 30-11-90).

- La **contrainte** (subie par les Cris) :

« Il est bien évident que les Cris n'auraient pas contesté la décision de l'Office devant la Cour fédérale si Hydro-Québec ne l'avait d’abord fait [...] » (LP, 30-10-90).

La contrainte (subie par Hydro-Québec et autres intervenants) :

Les Cris veulent « forcer Hydro-Québec à dévoiler ses études de rentabilités » (LP, 30-10-90).

L'affirmation de soi positive ou négative peut également prendre forme par le biais d'un processus de mise en valeur des autochtones comme interlocuteurs des gouvernements et de Hydro-Québec. Cette « construction » d'un **interlocuteur autochtone crédible** est marquée linguistiquement par la **négation**, le refus, le **discrédit**, cette fois, des interlocuteurs gouvernementaux ou de Hydro-Québec :

- La construction d’un interlocuteur crédible :

« Nous, les leaders, avons **l'énorme responsabilité** de préparer nos jeunes à un système économique salarié, et je crois que nous sommes en trains de réussir » (LD, 23-09-91).

[18]

- **Le discrédit de l'interlocuteur**:

Le chef Billy Diamond affirme que le Québec est en train de ridiculiser les Canadiens sur la scène internationale en se donnant simultanément dans ce projet le rôle de « promoteur, d'évaluateur, de juge

et de jury » (LD, 09-04-90).

Occasionnellement, le discours des Cris et des Inuit est marqué par la conciliation :

- **La conciliation**:

« Les Cris vont **participer** à l’évaluation environnementale du projet hydro-électrique de Grande-Baleine **seulement s'ils ont l'assurance** que cela sera fait sérieusement... » (LP, 14-02-91).

« Je pense que toute société doit avoir une économie mixte, et pas un seul projet central pour survivre et se stimuler » (LD, 23-09-91).

- L'expression de **la résignation** se retrouve, quant à elle, seulement dans le discours inuit :

Les Inuit sont « beaucoup plus **consternés** de voir cette route sud-nord servir d'abord à une invasion progressive de leur territoire » (LD, 10-09-91).

La représentation du discours des Cris et de leurs représentants dans les quotidiens est par ailleurs beaucoup plus importante que celle des Inuit.

[19]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Chapitre 2

L’évaluation environnementale  
du projet Grande Baleine

2.1. Le processus politique  
de l’évaluation environnementale du projet

2.1.1. La relance du projet Grande-Baleine,  
phase II, 1989

[Retour à la table des matières](#tdm)

Au cours de l'année 1989, Hydro-Québec décide de relancer le projet d'aménagement hydro-électrique Grande-Baleine qui avait déjà donné lieu à un avant-projet au milieu des années soixante-dix. C'est le 5 mai de la même année que le gouvernement décide de diviser les autorisations du projet, portant sur les accès et les infrastructures d'une part et sur le complexe, les barrages, les digues, d’autre part. Le rapport de projet sur les infrastructures pour les droits et permis est déposé en octobre 1989. Le rapport sur le complexe pour les droits et permis est déposé en octobre 1990.

La relance du projet Grande-Baleine mobilise les Cris qui intentent le 3 avril 1990 une action déclaratoire et en injonction contre Hydro-Québec, les gouvernements du Québec et du Canada et als.

[20]

Parmi les principaux motifs invoqués, ils demandent de reconnaître que :

- les titres indiens et aborigènes ne sont pas été éteints avec la Convention de la Baie James ;

- les titres indiens et aborigènes ont été protégés constitutionnellement et qu'ils ont préséance sur tous les droits ;

- le projet Grande-Baleine est sujet au consentement des Cris en vertu des droits aborigènes et de leur traité de la Convention de la Baie James ;

- Hydro-Québec est déclaré en violation de la Convention de la Baie James pour plusieurs motifs ;

- le gouvernement du Canada est également déclaré en violation des sections 22 et 23 de la Convention de la Baie James ;

- Hydro-Québec est obligé d'obtenir les permis et licences sous la législation fédérale en suivant le PFEEE ;

- etc. [[4]](#footnote-4)\*

2.1.2. Une évaluation environnementale scindée,  
mai 1989 - août 1991

Le 14 février 1990, la ministre de l'Énergie et des Ressources et le délégué aux Affaires autochtones du Québec avise les chefs cris de l'intention du gouvernement du Québec de scinder l'évaluation environnementale.

[21]

Le 4 avril 1990, le ministre québécois de l'Environnement donne le mandat à deux organismes paritaires créés par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, le Comité d'examen des projets environnementaux (COMEX) et la Commission de la qualité de l'environnement Kativik, le mandat de procéder à l’évaluation environnementale de la phase II de la Baie James :

C'est le Comité d'examen créé par la convention avec les Cris qui examinera les impacts de la Phase II au sud du 55e parallèle. Il est formé de 5 membres dont trois, y compris le président, sont nommés par Québec. Il « décide » en principe de l'émission du certificat d'autorisation que le sous-ministre de l'Environnement, monsieur André Trudeau, doit signer en tant qu'administrateur de la Baie James. Il s'agit en réalité d'un pouvoir de recommandation puisque M. Paradis peut renverser cette décision et que le cabinet provincial, promoteur avoué du projet, peut en faire autant de la décision du ministre de l’Environnement qui touche la partie crie du projet.

La Commission de l'environnement Kativik procède, quant à elle, à l’évaluation environnementale de la partie du complexe Grande-Baleine située au nord du 55e parallèle, soit en territoire inuit. Elle est aussi décisionnelle, sauf si le ministre de l'Environnement décide de renverser la décision de son sous-ministre (LD, 05-04-90).

Lors de cette décision, le ministre québécois de l'Environnement déclare que « le régime fédéral d'évaluation ne s'applique pas à la baie James depuis qu'Ottawa a entériné par législation les conventions de la Baie James » (LD, 05-04-90).

La réplique officielle de la communauté crie ne se fait pas attendre. Le 8 avril 1990 à l'Université Carleton, le chef Billy [22] Diamond de la bande crie de Waskaganish déclare « une guerre à finir avec le harnachement des complexes Grande-Baleine et Nottaway-Broadback-Rupert (NBR) » (LD, 09-04-90).

Quelques mois plus tard, les Cris et les Inuit font savoir au ministre québécois de l'Environnement qu'ils veulent des audiences globales qui incluent la construction des voies d'accès et des infrastructures. Cette demande est l'objet d'une mise en demeure transmise au ministre de l'Environnement le 22 septembre 1990 et, finalement, les Cris, avec plusieurs groupes environnementaux, présentent une requête le 25 octobre 1990 en Cour supérieure du Québec visant à obtenir une injonction contre la décision du gouvernement du Québec de scinder le processus d'évaluation des impacts environnementaux.

2.1.3. L'entente fédérale-provinciale  
pour une évaluation scindée, novembre 1990 - juin 1991

Le gouvernement fédéral accepte la stratégie de Québec de procéder à une évaluation globale et séparée du projet en étudiant en priorité les infrastructures d'accès routier.

La position du gouvernement fédéral est explicitée dans une lettre de l’administrateur fédéral de la Convention de la Baie James, monsieur Raymond Robinson, qui affirme que :

1) Ottawa ne mettra pas en marche la procédure « fédérale » restreinte d’évaluation environnementale **prévue dans la Convention** parce que le projet Grande-Baleine n'est en aucune façon un projet parrainé par Ottawa ;

[23]

2) Ottawa doit s’incliner et reconnaître au Québec la possibilité de scinder en deux les études d'évaluation ;

3) Ottawa a amorcé séparément l'étude des infrastructures d’accès « en vertu du processus fédéral d’examen des évaluations environnementales (PFEEE) » (LD, 21-11-90).

Cette décision provoque la colère des Cris et de leurs alliés environnementalistes qui y voient une trahison pure et simple du gouvernement fédéral. D'ailleurs, les Cris annoncent le même jour par leurs porte-parole, dont Me James O'Reilly :

qu'ils pourraient bien devoir aller devant les tribunaux pour forcer Ottawa et M. Robinson à mettre en branle les comités fédéraux prévus dans la Convention de la Baie James comme si Grande-Baleine était un projet fédéral (LD, 21-11-90),

une action judiciaire qui est effectivement déposée devant la Cour fédérale le 20 février 1991.

Du côté du gouvernement du Québec, l'évaluation globale et séparée suit son cours. Le 28 novembre 1990, le ministre québécois de l'Environnement et le ministre des Affaires intergouvernementales signent l'entente fédérale-provinciale créant une commission conjointe pour examiner les impacts environnementaux du complexe Grande-Baleine. Cette entente ne touche pas l'étude des infrastructures du projet et est entérinée par les gouvernements fédéral et provincial le 13 février 1991. Le ministre de la Justice du Québec impose de façon définitive deux évaluations environnementales distinctes dans le dossier Grande-Baleine le 11 juin 1991.

[24]

2.1.4. L'évaluation environnementale  
des infrastructures d'accès,   
juillet 1990 - septembre 1991

Le gouvernement du Québec demande à Hydro-Québec des documents préliminaires en deux parties sur les infrastructures et sur les barrages en juillet 1990. Les documents d'Hydro-Québec portant sur les infrastructures sont remis au Comité d'évaluation (le COMEV) et à la Commission de la qualité de l'environnement Kativik au cours de l'été 1990 afin de connaître leurs directives d'évaluation.

Le Comité Kativik remet ses directives la semaine du 19 novembre 1990 ; le Comité COMEV remet les siennes le 15 novembre, malgré l'opposition des représentants cris et l'abstention des représentants du gouvernement fédéral.

C'est à la suite de cette consultation qu'Hydro-Québec reçoit du ministre québécois de l'Environnement les directives concernant les impacts des infrastructures routières, aéroportuaires et d'hébergement du futur complexe Grande-Baleine.

Le gouvernement du Québec organise alors des audiences publiques sur les infrastructures d’accès les 25, 26 et 27 juin à Poste-de-la-Baleine et les 2 et 3 juillet à Montréal. Mais le Grand Conseil des Cris décide de boycotter ces audiences publiques :

« Pourquoi participer à des audiences sur les infrastructures d'accès d'un projet, alors que nous ne pouvons même pas débattre du projet lui-même ? » (LP, 12-06-91).

[25]

Le 10 juillet 1991, le COMEV a adopté une résolution voulant que :

...le projet hydro-électrique Grande-Baleine doit être évalué comme un tout, incluant les infrastructures de transport (route et accès aérien et maritime) et de logement (camps de travailleurs et villages des familles) (LD, 22-07-91).

Le processus d'évaluation des infrastructures va s'enliser davantage : la Commission Kativik conclut sans ambiguïté le 6 septembre 1991 que :

La construction de 600 km de routes pour relier la baie James à la baie d'Hudson, de 1 000 ponceaux et de deux nouveaux aéroports « ne réussit pas à se justifier » d’un point de vue environnemental (LD, 10-09-91).

Deux motifs appuient cette position :

1) les infrastructures ne sont liées à aucun projet de développement économique autre que les barrages ;

2) aucun des choix techniques ne peut se justifier sans les barrages que Québec a soustrait à l'examen de la Commission (LD, 10-09- 91).

De leur côté, les Cris se présentent en audition devant la Cour supérieure, la semaine du 17 septembre 1991, pour demander de déclarer illégale, nulle et inconstitutionnelle, et en violation de la Convention de la Baie James la décision du gouvernement du Québec de diviser les autorisations du projet Grande-Baleine.

[26]

2.1.5 L'évaluation environnementale  
des barrages et réservoirs,   
novembre 1990 - juillet 1991

Conformément à la stratégie de scinder les évaluations, le ministre québécois de l'Environnement et le ministre des Affaires intergouvernementales signent l'entente fédérale-provinciale créant une commission conjointe pour examiner les impacts environnementaux du complexe Grande-Baleine. Cette entente ne touche pas aux infrastructures (LD, 30-11-90).

L'entente est entérinée par Ottawa le 12 février 1991 (LD, 13- 02-91), mais les Cris contestent l'existence même de la Commission car :

« ...l'entente ne prévoit pas d'audiences publiques sur les routes d’accès au complexe Grande-Baleine... De plus, l'évaluation environnementale prévue par cette entente ne serait pas faite selon la Convention de la Baie James » (LP, 28-03-91),

alors que la Cour fédérale a établi dans son jugement du 13 décembre 1990 que la Convention a la valeur d'une loi fédérale.

Néanmoins, le 27 mars 1991, le ministre québécois de l'Environnement du Québec écrit au COMEV et réclame les recommandations du Comité concernant les études pour les barrages et les réservoirs de Grande-Baleine. Cette réclamation du ministre sera renouvelée les 16 mai et 5 juillet 1991 pour finalement donner lieu, le 10 juillet, à l'adoption, par le COMEV, de la résolution voulant que le projet hydro-électrique Grande-Baleine doit être évalué comme un tout (LD, 22-07-91).

[27]

2.1.6 Une nouvelle entente fédérale-provinciale  
pour une évaluation globale,   
juillet 1991 - mars 1992

Le 10 juillet 1991, le gouvernement fédéral annonce, par la voix du ministre fédéral de l'Environnement, la création d'une nouvelle commission fédérale d'évaluation chargée de tenir des audiences publiques. La nouvelle commission étudiera :

1) la raison d'être de l'ensemble du projet

2) les infrastructures d'accès

3) le complexe hydro-électrique (LD, 11-07-91).

Tout en se réjouissant d'une étude globale. Me O'Reilly, le principal avocat des Cris dans cette bataille, persiste à réclamer que cette étude globale soit réalisée :

...dans le cadre de la Convention de la Baie James et non pas dans le cadre du PFEEE. Tout simplement parce que l'administrateur fédéral de la Convention a des pouvoirs décisionnels alors que le processus PFEEE ne peut jamais aboutir qu'à des recommandations (LD, 11-07-91).

C'est l'objet d'une action en mandamus par l'Administration régionale crie contre Raymond Robinson, l'administrateur fédéral de la Convention de la Baie James, en Cour fédérale déposée le 20 février 1991 et dont les auditions commencent le 16 juillet 1991.

Le jugement de la Cour fédérale d'appel est rendu le 21 juillet et confirme la compétence de la Cour fédérale ainsi qu’il déclare que la CBJNQ est une loi.

Le 23 juillet 1991, c'est le gouvernement du Québec qui annonce une étude d’impact environnementale globale :

[28]

« Le gouvernement s'est rendu compte de la position des autochtones, de la communauté internationale qui nous observe, et également de tous les experts environnementaux qui souhaitent avoir une approche plus acceptable »,

explique le ministre québécois de l'Environnement (LD, 22-08-91). De plus, la ministre de l'Énergie et des Ressources explique :

« qu'il faut avoir un dossier environnemental inattaquable » et qu'il est moins urgent de bousculer les échéanciers car les Américains semblent soudainement moins assoiffés de mégawatts (LD, 22-08-91).

Le premier ministre du Québec annonce, de fait, le 27 juillet 1991, le report d'un an de la ratification du contrat d’achat de la NYPA.

C'est le juge Rouleau de la Cour fédérale d’appel qui arrête définitivement les processus provinciaux d'évaluation. Dans son jugement du 10 septembre 1991, le juge Rouleau ordonne la mise en œuvre des chapitres 22 et 23 de la Convention de la Baie James. Par ce jugement, l'administrateur fédéral de la Convention doit exercer ses devoirs et fonctions en vertu de la Convention.

Même si Hydro-Québec dépose une requête pour obtenir la permission d'en appeler du jugement en Cour suprême, un négociateur est nommé en novembre par le gouvernement du Québec afin de conclure une entente entre toutes les parties pour l'harmonisation des processus d'autorisation.

Les cinq organismes provinciaux et fédéraux chargés de procéder à l'évaluation environnementale s'entendent, le 19 décembre 1991, pour procéder ensemble à la consultation du [29] public et, malgré le « faux bon » du chef Billy Diamond, le 24 décembre 1992, qui soutient que cette entente n’a pas été avalisée par les Cris, un protocole d'entente entre toutes les parties, c'est-à-dire Ottawa, Québec, les Cris et les Inuit, est signé le 24 janvier 1992. Hydro-Québec s'adjoint aux termes du protocole.

Les premières consultations publiques se tiennent le 27 janvier. Lors des audiences publiques à Val d'Or, le 27 juillet 1991, les Cris confirment :

« ... qu'ils continueront de résister au projet en utilisant tous les moyens standard à [leur] disposition » (LD, 04-03-92).

Bill Namagoose, directeur exécutif du Grand Conseil des Cris du Québec à Ottawa, a rappelé que :

« ... quoi que les gouvernements décident, le consentement du Grand Conseil des Cris serait requis pour que le projet aille de l'avant »

et il avertit que :

« ... nous [les Cris] n'y consentirons pas » (LD, 04-03-92).

Au cours des audiences publiques à Montréal, le chef Matthew Mukash explicite sa position à l'égard de la consultation en cours :

« Nous avons confiance que ces audiences, si elles sont raisonnablement menées, vont nous donner la certitude que notre point de vue est considéré [*taken into account*] et vont nous assurer du rejet de ce projet comme une entorse inacceptable à nos droits et traditions » (LD, 19-03-92).

Un projet de directives préliminaires par les comités d'évaluation est déposé le 30 mars 1992.

[30]

2.2. Discours des Cris et des Inuit  
au cours de l'évaluation environnementale  
du projet

[Retour à la table des matières](#tdm)

La perception des autochtones que présentent les médias par le biais de différents intervenants dans les articles de presse lors des audiences publiques des évaluations environnementales est relativement homogène dans les deux quotidiens francophones examinés : *La Presse* et *Le Devoir* [[5]](#footnote-5)\*. Les articles s'étendent cependant sur une plus longue période dans *Le Devoir.*

2.2.1. Le discours des Cris  
dans la presse de langue française

2.2.1.1. L'évaluation environnementale scindée

Nombre d’interventions se situent au palier plus général de l'expression de la volonté positive (affirmation de soi) des Cris en ce qui concerne l'évaluation environnementale. L'expression de la volonté positive se manifeste systématiquement au cours de la mise en œuvre des processus d'évaluation, particulièrement lorsqu'ils sont scindés selon les infrastructures d'accès et les barrages :

Lors de la réunion du comité ce même lundi, les Cris ont **demandé** l’adoption du rapport de mars 1990 sur les directives en matière d’études d'impact, rapport dans lequel il est unanimement proposé de procéder à un examen global du projet Grande-Baleine (LP, 21-11-90).

[31]

Amers, les Cris exigent la démission du ministre fédéral de l'Environnement, Robert René de Cotret, et celle du président du Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, Raymond Robinson (LP, 21-11-90).

Quant au COMEX, invité à participer à cette audience de canicules, il a reçu une forte dose de plomb dans l'aile car les Cris ont décidé de s'en retirer complètement après avoir, dans un premier temps, boudé ses réunions (LD, 12-06-91).

Le Grand Conseil des Cris a **décidé** de ne pas participer aux audiences du gouvernement provincial, a par ailleurs indiqué hier Brian Craik, un porte-parole du Conseil (LP, 12-06-91).

Les Cris, rapporte *Le Devoir,* **ont la ferme intention**, et vraisemblablement les moyens administratifs, de bloquer l'évaluation environnementale des barrages et réservoirs du complexe hydro-électrique Grande-Baleine (LD, 22-07-91).

L'évaluation environnementale scindée est aussi l'objet d'une affirmation de soi par la négative, par le rejet :

Fondamentalement, les Cris **refusent** le principe des évaluations distinctes imposé par Québec (LD, 30-11-90).

Les Cris refusent d'étudier séparément le projet de barrages et l'impact des routes devant y mener, ce qui rend compliquée l'application de la Convention de la Baie James, a dit Danielle Paré... (LP, 27-11-90).

Or, les Cris **contestent** l'existence même de la Commission et ne voient donc pas l’intérêt, pour l'instant, de trouver un président, a dit Me Mainville (LP, 28-03-91).

Les Cris **boycotteront** non seulement les audiences de Montréal, mais aussi celles qui sont prévues au village de Poste-de-la-Baleine, les 25, 26 et 27 juin (LP, 12-06-91).

Le Grand Conseil des Cris **s'oppose** à cette façon de faire (LP, 12-06-91).

[32]

2.2.1.2. Le projet hydro-électrique Grande-Baleine

Nombre d'interventions expriment la volonté positive en rapport avec le projet Grande-Baleine lui-même, du début à la fin de la période considérée, indépendamment, d'ailleurs, des modalités de l'évaluation environnementale :

...le chef Diamond a déclaré que son « peuple **avait pris une décision**» (LD, 09-04-90).

« Nous **réclamons** et **déclarons** notre souveraineté sur nos terres et nos ressources parce que nous sommes les seuls à pouvoir en prendre vraiment soin de façon à pouvoir les remettre intactes aux générations futures » (LD, 09-04-90).

Par ailleurs, l'expression de la volonté ou de l'affirmation de soi peut passer par l'opposition au projet : c’est l'affirmation de soi par la négative qui se manifeste tout aussi radicalement à la fin de la période considérée, malgré les protocoles d'entente dûment signés :

Bien qu'ils l'aient réclamé devant les tribunaux fédéraux et se soient engagés moyennant finance à y participer, les Cris **n'ont jamais eu moindre intention de se conformer** aux conclusions du processus d'évaluation environnementale de Grande-Baleine si elles aboutissent à autoriser la réalisation du projet,

c'est ce qu'affirme le Grand chef du Grand Conseil des Cris du Québec, Matthew Coon Corne dans une lettre adressée à un parlementaire de l'état de New York, rapporte *Le Devoir* du 27 février 1992.

C'est le même rejet inconditionnel que manifeste Bill Namagoose, directeur exécutif du Grand Conseil des Cris, lors des audiences publiques à Val d'Or :

[33]

Quoique les gouvernements décident, le consentement du Grand Conseil des Cris serait requis pour que le projet aille de l’avant (LD, 04-03-92).

« ... nous n'y consentirons pas » (LD, 04-03-92).

Même rejet inconditionnel du Chef Matthew Mukash lors des audiences publiques tenues à Montréal le 18 mars 1992 :

« Nous avons confiance que ces audiences, si elles sont raisonnablement menées, vont nous donner la certitude que notre point de vue est considéré *[taken into account]* et vont nous assurer du rejet de ce projet comme **une entorse inacceptable à nos droits et traditions**» (LD, 19-03-92).

2.2.1.3. Le discrédit des interlocuteurs

L'affirmation de soi positive ou négative peut également prendre forme par le biais d'un processus de mise en valeur des autochtones comme interlocuteurs des gouvernements et de Hydro-Québec. Cette « construction » d'un interlocuteur autochtone crédible est marquée linguistiquement par la négation, le refus, le discrédit, cette fois des interlocuteurs gouvernementaux ou de Hydro-Québec :

...l'évaluation environnementale proposée par monsieur Paradis est « **totalement inappropriée**... » (LD, 06-04-90).

Le chef Billy Diamond affirme, le 6 avril 1990, que Québec était en train de ridiculiser les Canadiens sur la scène internationale en se donnant simultanément dans ce projet le rôle de « promoteur, d'évaluateur, de juge et de jury » (LD, 09-04-90).

Me Grodenski [porte-parole métropolitain des Cris] explique que Québec « ne **dupera personne ici ou aux États-Unis**, en tentant de faire évaluer en quelques mois le plus important projet de construction en Amérique du Nord » (LD, 06-04-90).

[34]

Qualifiant de « **farce**» la stratégie d'évaluation environnementale de Québec... [intervention du chef Diamond] (LD, 09-04-90).

Hydro-Québec et Ottawa, dit-il [Diamond], **ont brisé un pacte solennel** en proposant d'autres projets hydroélectriques dans les terres indiennes (LD, 09-04-90).

Le chef autochtone [Diamond] estime qu'il est **irresponsable de la part de Québec** de vouloir évaluer en trois ou quatre mois... (LD, 09-04-90).

« Les gouvernements pensent toujours qu'ils peuvent acheter les Indiens avec un carnet de chèques... » (LD, 09-04-90).

Le chef Matthew Mukaash, de la bande crie de Whapmagoostui, a déclaré [...] qu'Hydro-Québec « **mène actuellement une campagne orchestrée de mensonges** contre le peuple cri pour intensifier le racisme au Québec... » (LD, 19-03-92).

Ils [les Cris] crient haro sur Ottawa parce que le gouvernement **abdique**, à leurs yeux, **ses responsabilités** dans le dossier du projet de développement hydroélectrique de Grande-Baleine (LP, 21-11-90).

Le scepticisme profond des chefs cris envers les gouvernements se traduit donc par le discrédit, voire l'accusation, comme en témoigne la déclaration de Matthew Coon Corne :

« Ni le Canada, ni le Québec n'ont sincèrement l'intention de faire une évaluation du projet » (LD, 27-02-92).

La crédibilité de l'interlocuteur autochtone semble se construire en partie sur le discrédit de ses interlocuteurs successifs : le gouvernement québécois, le gouvernement fédéral et Hydro-Québec. Par moments, le ton, tel que présenté dans les médias, peut être accusateur ou teinté d'animosité :

[35]

Les Cris de la Baie James ont répliqué en fin de semaine au projet de Québec de faire évaluer les impacts de la deuxième Baie James par deux comités paritaires en déclarant une « **guerre à finir**» avec le harnachement des complexes Grande-Baleine et NBR (LD, 09-04-90).

Cette décision d'Ottawa de ne pas mettre en branle le comité fédéral « d'examen » des impacts environnementaux prévu dans la Convention, le COMEX, a déçu grandement hier les Cris et leurs alliés écologistes qui n'hésitaient pas à parler de **trahison** pure et simple (LD, 21-11-90).

Les Cris, pour leur part, mènent une **guerre d'usure** contre la stratégie de Québec de scinder l'évaluation de la route et du méga-projet (LD, 10-12-90).

D'autre part, les Cris ont stigmatisé hier l'attitude d'Hydro-Québec et du gouvernement, **les accusant de renier leur parole**, en voulant boycotter les audiences fédérales (LD, 22-08-91).

« Toutes les autres ententes que nous avons signées avec le Canada et le Québec ont été systématiquement **violées** par eux », affirme-t-il [M. Coon Corne] (LD, 27-02-92).

La construction de l'interlocuteur autochtone crédible à partir de la négation ou du refus des intervenants gouvernementaux ou de Hydro-Québec est ainsi manifeste linguistiquement presque exclusivement dans le discours cri présenté dans les quotidiens ; une seule fois le quotidien *La Presse* reprend à son compte la question de la crédibilité de Hydro-Québec dans le débat sur l'environnement. Ainsi, le quotidien affiche le titre suivant, le 17 août 1991 :

Un débat objectif sur l'environnement à Grande-Baleine est-il encore possible ? La crédibilité même d'Hydro-Québec est devenue un enjeu de première importance.

[36]

Le discours autochtone peut également affirmer sa crédibilité d'interlocuteur sans passer par la négation, le refus des interlocuteurs gouvernementaux ou de Hydro-Québec :

Sans le dire carrément, ils ont laissé entendre que les bandes cries pourraient envisager une déclaration d'indépendance politique pure et simple (LD, 21-11-90).

Les porte-paroles des Cris, dont l'avocat James O'Reilly, ont laissé entendre, rapporte Le Devoir, que plusieurs bandes cries pourraient jeter prochainement les bases de lois et de systèmes juridiques indépendants, voire concurrents à ceux des Blancs (LD, 21-11-90).

2.2.1.4 Les actions juridiques en perspective

Les Cris, puisque ce sont essentiellement les Cris qui utilisent ce mode d’affirmation de soi, s'opposent aux principes des évaluations, à l'existence même d'une commission, aux conclusions du projet d'évaluation environnementale, au projet Grande-Baleine. C'est l'affirmation des autochtones par le refus des processus mis en place par le gouvernement ou Hydro-Québec. L'opposition à ces processus est appuyée par une argumentation à caractère juridique se traduisant systématiquement en actions judiciaires dans les différentes cours : Cour supérieure. Cour d'appel. Cour fédérale. Cour fédérale d'appel. Cour suprême, au Québec, à Ottawa, dans les états du Vermont et de New York, même en Europe, au Tribunal international de l'Eau.

« Ma bande a porté l'affaire devant les **tribunaux**» [Billy Diamond], (LD, 09-04-90).

Les Cris ont expliqué, rapporte *Le Devoir,* qu'ils pourraient bien devoir aller devant les **tribunaux** pour forcer Ottawa et monsieur Robinson à mettre en branle les comités fédéraux prévus dans la convention de la baie James comme si c’était un projet fédéral (LD, 21-11-90).

[37]

« **L'entente** ne prévoit pas d’audiences publiques sur les routes d'accès au complexe Grande-Baleine, a dit Me Mainville. De plus, l'évaluation environnementale **prévue par cette entente ne serait pas faite selon la Convention de la Baie James**. » (LP, 28-03-91)

Il a déposé une requête à la **Cour supérieure** pour obliger Hydro-Québec à fusionner les deux processus d'audiences (LP, 12-06-91).

« **Nous ne consentirons pas à ce projet** et, par conséquent, si le processus d'évaluation recommande sa construction, nous utiliserons les tribunaux et d'autres moyens pour bloquer le projet » (LD, 27-02-92).

Et le Grand chef cri avertit que pendant et après le processus d'évaluation « **nous avons la ferme intention** de continuer nos **poursuites légales** et d'utiliser la pression de l'opinion publique au maximum, pour conduire à l'abandon du projet Grande-Baleine » (LD, 27-02-92).

...bien que les Cris aient réclamé la tenue de ce processus devant les **tribunaux fédéraux** et se soient engagés, moyennant finance à y participer, monsieur Coon Corne écrivait que « si le processus d’évaluation recommande sa construction, nous utiliserons les **tribunaux** [...] pour bloquer le projet » (LD, 04-03-92).

2.2.1.5. L’intermède de la conciliation

Par ailleurs, le discours cri, tel que présenté dans la presse, est ponctuellement marqué par une attitude conciliatrice. La majorité des interventions ont été répertoriées dans *La Presse,* le 14 février 1991, lorsque les ministres de l'Environnement du Canada (Robert de Cotret) et du Québec (Pierre Paradis) ont conclu une entente pour une évaluation conjointe du projet de huit milliards. La conciliation est toujours assortie de **réserve**, de **conditions**, de **restrictions**:

[38]

Les Cris vont participer à l'évaluation environnementale du projet hydro-électrique de Grande-Baleine seulement **s'ils ont l’assurance** que cela sera fait sérieusement... [monsieur Coon Come, chef du Grand Conseil des Cris du Québec] (LP, 14-02-91).

Les Inuit et les Cris, de leur côté, **sont assez favorables** à monsieur Lacoste [...] Roméo Saganash a dit **cependant** que les Cris voulaient s'assurer que l'évaluation environnementale sera faite sérieusement, avec tout le temps nécessaire (LP, 14-02-91).

« Nous [monsieur Coon Come] ne savons pas encore **si nous allons participer au processus**» (LP, 14-02-91).

Bill Namagoose est venu à Val-d'Or dire aux membres de ces comités qui s'engagent dans ce long processus que « vous pouvez être assurés que si le processus rejette la construction du complexe Grande-Baleine, alors nous **nous conformerons pleinement à votre décision**» (LD, 04-03-92).

2.2.2. Le discours des Inuit  
dans la presse de langue française

2.2.2.1. L'expression de la volonté

L'expression de la volonté des Inuit prend, en général, une orientation positive :

Les Inuit **veulent** être impliqués dans la planification du complexe, rapporte *Le Devoir*.

Ils [les Inuit] **réclament** une priorité d'emploi autant sur les chantiers que dans le développement régional, dans la mise au point de services de main-d'oeuvre, dans la mise en place des procédures d'emploi pour les chantiers, dans l’entraînement et la formation des Inuit pour la marche et l’entretien du projet (LD, 10-12-90).

Les Inuit **veulent** aussi négocier la mise en place de « fonds » différents pour les communautés de Kuujjuarapik (version inuite de Grande-Baleine), de [39] Chisasibi (un village cri !), d'Umiujaq et Inukjuaak, les villages gaulois qui attendent d'arrache-pied la légion hydro-québécoise (LD, 10-12-90).

Une exception majeure à cette volonté de participation vient de la population d'Umiujaq, village côtier de la baie d’Hudson dont la volonté s'exprime principalement de manière négative :

La population d’Umiujaq **ne veut pas** voir l'ombre de ce projet hydro-électrique et de ses infrastructures routières dans sa région, a fait savoir la Commission de l’environnement Kativik (LD, 22-08-91).

L'audience a fait droit à toutes les dimensions du projet, ce qui a notamment permis aux Inuit d'expliquer qu'ils

**voulaient** demeurer isolés de la société blanche (LD, 22-08-91).

Sur le plan du processus d’évaluation,

ils s'opposent à toute évaluation scindée du projet (LD, 22-08-91).

La construction des infrastructures d'accès « ne réussit pas à se justifier » d'un point de vue environnemental (LD, 10-09-91).

Forcément, conclut la Commission Kativik, un projet aussi mal étudié et justifié ne peut être approuvé (LD, 10-09-91).

Néanmoins, la Commission précise qu’elle et la population d'Umiujaq pourraient porter un autre jugement sur le bien-fondé des routes et des infrastructures... dans le cadre d'un examen global et intégré de l'ensemble du projet (LD, 10-09-91).

[40]

2.2.2.2. La résignation

Les Inuit sont inquiets et consternés. Ils disent que la construction de routes constitue :

« [un] risque inutile de détérioration irréparable de l'environnement physique et social du Nord québécois » (LD, 10-09-91).

[notre] bien-être ne sera pas amélioré par leur intégration au réseau routier québécois et nord-américain (LD, 10-09-91).

Ils sont « beaucoup plus **consternés** de voir cette route sud-nord servir d'abord à une invasion progressive de leur territoire » (LD, 10-09-91).

Ils sont « **inquiets** de voir leur mode de vie bouleversé sans leur consentement et ils trouvent donc surtout des raisons de s'opposer fermement à ce projet. Loin d’être un besoin social, le projet est souvent perçu comme une menace » (LD, 10-09-91).

[41]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Chapitre 3

La reconnaissance des titres  
des Indiens

3.1. Une action déclaratoire  
et en injonction des Cris  
à la Cour supérieure du Québec

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les articles rapportant des éléments du discours cri et inuit au sujet de l’injonction permanente en Cour supérieure du Québec sont au nombre de six (6) publiés entre le 4 avril 1990 et le 27 août 1991. Au cours de cette période, les quatre quotidiens ont publié un ou deux des articles sur cette affaire, dont deux dans *Le Devoir,* deux dans *La Presse,* un dans le *Globe and Mail* et un dans la *Gazette.*

Le discours cri et inuit rapporté dans ces quotidiens est principalement de nature juridique. Le discours exprime la contrainte, l’accusation et l'affirmation de soi.

3.1.1. Annuler Grande-Baleine

Les Cris de la baie James demandent, le 3 avril 1990, à la Cour supérieure du Québec, d’émettre une injonction pour empêcher la société d’État d'entreprendre, dès l'automne 1990, les [42] travaux de construction de la phase II de la Baie James. La requête en injonction a pour objectif de protéger leur principale ressource économique et leur mode traditionnel de vie qui repose sur la chasse et la pêche, précise la *Gazette* du 4 avril 1990. Lors de cette bataille juridique, les Cris organisent leur plaidoyer autour de trois arguments :

1) la Convention de la Baie James ne constitue pas une renonciation à leurs droits sur le territoire nordique ;

2) la construction de la phase II va détruire un écosystème essentiel au peuple cri ;

3) Ottawa et Québec n'ont pas respecté leurs engagements pris lors de la signature de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

Le principal point du litige entre les Cris et les promoteurs de la phase II concerne l'interprétation de la Convention en matière de droits territoriaux. *La Presse* du 4 avril 1990 rapporte que les Cris affirment n'avoir jamais renoncé à leurs droits ancestraux, à leurs titres sur le territoire et à leurs droits d'exploitation des ressources naturelles lors de la signature de la Convention en 1975. Me James O'Reilly, un avocat du Grand Conseil des Cris, indique que la Convention garantit aux autochtones la jouissance des ressources naturelles et que les Cris sont déterminés à employer tous les moyens juridiques possibles pour empêcher la société d'État de poursuivre le développement hydro-électrique du Nord québécois (LP, 04-04-90).

Les Cris soutiennent également que la Convention de la Baie James n'a autorisé que la construction de la phase I. Ils [43] revendiquent donc un droit de veto sur la phase II, un projet auquel ils s'opposent en raison des conséquences sociales, économiques et écologiques pour le peuple cri. À ce titre, la requête en injonction signale que la construction de la phase II entraînera l'inondation de 5 000 kilomètres carrés de territoire, détruisant ainsi les cours d'eau et les terres d'un écosystème essentiel aux Cris, rapporte *La Presse* du 4 avril 1990.

Les Cris demandent également à la Cour supérieure d'annuler tous les effets juridiques de la Convention de la Baie James parce qu'Ottawa et Québec n'ont pas honoré toutes les conditions de l'entente en matière d'environnement, de logement, d'éducation, de santé et de développement économique (LD, 04-04- 90). En d'autres termes, ils espèrent casser la Convention à cause d'un bris de contrat. La voie serait donc libre pour faire valoir à nouveaux leurs droits territoriaux qu’ils auraient cédés « le fusil sur la tempe », dit Me O'Reilly (LP, 04-04-90).

3.1.2. Halte au génocide

Le *Globe and Mail* du 13 avril 1990 rapporte les déclarations de Matthew Coon Come à l'effet que la Convention de la Baie James présupposait que l'environnement et le mode de vie des Cris seraient protégés, ce qui ne fut pas le cas. Monsieur Coon Come signale aux Canadiens que les désastres écologiques ne surviennent pas uniquement en Amazonie. Le développement hydro-électrique inonde les terres, détruit la faune et tue son peuple. Selon lui, il serait faux de prétendre que ce type de développement est compatible avec l'environnement et le mode de vie des Cris. Il [44] ajoute qu'aucun dédommagement monétaire ne peut amener les Cris à consentir à un projet qui va précipiter son peuple dans un génocide culturel.

L'opposition des Cris au projet est donc totale. Lors d'une assemblée générale du Conseil des Cris à Poste-de-la-Baleine, en pleine crise Mohawk de l'été 1990, les Cris déclarent à *Presse* qu'ils rejettent l'usage de la violence, mais qu'ils utiliseraient tous les autres moyens disponibles, y compris la désobéissance civile. Le chef Billy Diamond demande aux financiers européens de ne pas investir dans la phase II. Ceux qui ne prennent pas au sérieux les Cris risquent de l'apprendre à leurs dépens, ce qui fait allusion aux événements d’Oka. La Presse du 11 août 1990 rapporte également que les Cris dénoncent l'incompétence de Québec dans le traitement des dossiers autochtones. Ils sont convaincus d’avoir l'opinion publique de leur côté. La phase II est un crime contre l'environnement et ils prétendent ne pas être les seuls à penser que le Québec doit s'engager dans la conservation de l'énergie.

3.1.3. Les Cris réclament un milliard de dollars  
en dommages et intérêts

Sous le titre **Les Cris pourraient réclamer un milliard pour la Baie James**, *Le Devoir* du 27 août 1991 rapporte l'intention des Cris de demander des compensations pour le tort qu'ils auraient subi entre 1975 et 1991, parce que le Québec et le Canada n'ont pas respecté tous les engagements qu'ils ont pris lors de la signature de la Convention de la Baie James. Selon Me O'Reilly, le but premier de la procédure n'est pas d'obtenir un dédommagement, mais bien [45] de bloquer le projet Grande-Baleine. Le milliard de dollars réclamé constituerait une sorte de police d'assurance dans l'éventualité où ils n'obtiendraient pas de la Cour supérieure, soit l'annulation de la Convention, soit la restauration de leurs droits ancestraux, soit une confirmation de leurs droits sur les ressources naturelles (LD, 28-08-91)

3.2. Le discours cri lors de la demande  
d'injonction permanente devant la Cour supérieure  
du Québec dans la presse de langue française

3.2.1. James O'Reilly :  
« Ce contrat ne vaut plus rien »

[Retour à la table des matières](#tdm)

Me O'Reilly exprime la contrainte lorsqu'il rappelle le contexte historique qui a conduit à la signature de la Convention de la Baie James à la suite du renversement, devant la Cour d'appel, de la décision du juge Malouf, qui donnait raison aux Cris :

« Nous avons alors signé la Convention de la Baie James, mais **c'était le fusil sur la tempe**» (LP, 04-04-90).

Du même souffle, il accuse les gouvernements de ne pas respecter l'entente signée avec les Cris :

« Quinze ans plus tard, cependant, on s'aperçoit que les gouvernements **n’ont pas respecté** la Convention ; ils **n'ont pas fait ce qu'ils devaient** en matière de logement, d'éducation, de santé, de développement économique. » (LP, 04-04-90).

[46]

Il discrédite la valeur de la Convention qui ne respecte pas toutes les conditions :

« Quand un des deux signataires d'un **contrat ne respecte pas** ses engagements, ce contrat **ne vaut plus rien**. Et c'est ce que nous estimons par rapport à la Convention de la Baie James » (LP, 04-04-90).

Il conclut son plaidoyer en démontrant la volonté des Cris à contraindre Hydro-Québec :

« Les Cris ont **l'intention de harceler** Hydro chaque fois que c'est possible » (LP, 04-04-90).

3.2.2. Matthew Coon Come veut stopper Grande-Baleine

Matthew Coon Come affiche une volonté négative orientée vers l’arrêt du projet aux conséquences désastreuses pour l’environnement nordique et le mode de vie traditionnel des Cris. Selon son interprétation de la Convention de la Baie James, les Cris n'ont jamais cédé leurs droits :

« Nous **n'avons jamais cédé nos droits** ancestraux dans le Nord [...]. **Nous serions des traîtres** à nos ancêtres si nous **ne combattions pas** le projet » (LP, 04-04-90).

« Nous avons consenti à la construction du complexe La Grande et à aucun autre projet. [...] L'injonction **a pour but d'empêcher Hydro-Québec de causer d'autres dommages** à l'environnement physique et humain, et aux ressources du territoire traditionnel des Cris » (LP, 04-04-90).

Il termine en indiquant que les Cris pourraient avoir recours à d'autres moyens s’ils perdent leur cause devant les tribunaux. Cette déclaration traduit bien la tension qui se manifeste [47] entre les autochtones et le gouvernement du Québec. Un climat de désobéissance civile plane au-dessus du Nord québécois :

« Nous ne comptons pas seulement sur les tribunaux... [...] Si les tribunaux n'empêchent pas Hydro de faire les travaux, **je ne peux pas assurer que les jeunes Cris ne vont pas prendre d'autres moyens, comme de bloquer les routes**» (LP, 04-04-90).

3.2.3. Les leaders des Cris brandissent la menace  
d'un Oka nordique

La crise d'Oka n'est pas étrangère à une montée de la tension entre les Cris et les promoteurs du projet Grande-Baleine. Les Cris, lors de leur assemblée générale à Poste-de-la-Baleine, ont réitéré la menace de recourir à la désobéissance civile pour faire valoir leurs droits. Billy Diamond, chef de la communauté crie de Waskaganish, met en garde les investisseurs étrangers. Le ton se durcit et prend l'allure d'une accusation :

« **Ne nous mésestimez pas**; d'autres l'on fait, et ce fut à leur détriment [...]. La situation à Kanesatake **(Oka) n'est pas un événement isolé**. Il y a plusieurs autres exemples de **l'incapacité du Québec de traiter** des dossiers autochtones » (LP, 11-08-90).

Diom Romeo Saganash, du Grand Conseil des Cris, affirme l’opposition totale des Cris :

« Notre opposition aux projets d’Hydro-Québec n'est pas négociable : **nous sommes décidés à les bloquer**» (LP, 11-08-90).

« **Le moyen ultime pour nous c'est de bloquer les routes** [...] nous pouvons empêcher la construction de la route [48] entre LG2 et Grande-Baleine. Nous pouvons empêcher les camions de circuler sur les routes existantes » (LP, 11-08-90).

Il accuse encore Hydro-Québec de vouloir commettre un crime contre l'environnement :

« La phase II est un crime contre l'environnement, et nous ne sommes pas les seuls à vouloir l'empêcher. On ne va pas laisser Hydro-Québec détruire le reste des rivières sauvages, **inonder** des milliers de kilomètres, bloquer les routes migratoires des animaux et des oiseaux, polluer les eaux avec le mercure et **chambarder** notre mode de vie » (LP, 11-08-90).

C'est dans cet esprit que monsieur Coon Come a rapporté dans un communiqué la stratégie adoptée par les leaders cris qui sont :

« plus déterminés que jamais à **empêcher** la réalisation de la baie James II... afin de sauver notre terre et protéger nos droits aborigènes » (LD, 11-08-90).

[49]

3.3. Le discours cri lors de la demande  
d’injonction permanente devant la Cour supérieure  
du Québec dans la presse de langue anglaise

[Retour à la table des matières](#tdm)

Matthew Coon Come accuse les deux paliers de gouvernements de ne pas respecter leurs engagements pris lors de la signature de la Convention de la Baie James. À ce sujet, il déclare :

« commitments for environmental protection, education, health care, housing and other community services **were not met by the governments**» (TG, 04-04-90).

Par ailleurs, Matthew Coon Come affirme que les Cris ont toujours juridiction sur le Nord québécois :

« We are the owner. We have jurisdiction over the land »,

lors d'une conférence de presse le 3 avril 1990. Il explique aux journalistes que l'injonction permanente vise à protéger l’intégrité d'un territoire essentiel au maintien de leur économie traditionnelle :

« **We are trying to protect our main economic base** — hunting, fishing and trapping as a way of life » (TG, 04-04-90).

Monsieur Coon Come veut aussi démontrer que le développement hydro-électrique n’est pas compatible avec l'environnement et le mode de vie des Cris :

[50]

« The agreement [Convention de la Baie James] was based on the assumption **that hydroelectric development was compatible** with the Cree way of life and the environment, but **that is obviously not true**» (TGM, 13-04-90).

Il déclare qu'une catastrophe écologique causée par le développement hydro-électrique est une éventualité qu'il préfère éviter. Les conséquences seraient désastreuses pour l'environnement et le peuple cri. La menace de génocide plane au-dessus des Cris :

« **We will be driven off** the land » (TG, 04-04-90).

Il implore les Canadiens de comprendre la situation :

« Canadians have to realize that environmental disasters don't only happen in Brazilian rain forest. **Hydroelectric development is flooding the land, destroying wildlife and killing my people** and eventually we will all be victims » (TGM, 13-04-90).

Il déclare que rien ne saurait acheter l'accord des Cris à un projet qui va entraîner leur disparition :

This time around [...] no amount of money can buy the Cree's acquiescence **because further development will lead to cultural genocide** (TGM, 13-04-90).

Selon monsieur Coon Come, on ne peut sacrifier les droits de l'homme et l'environnement au nom du développement économique :

« The rights of indigenous people and the commitment we have to the land, the environment, should be universal and unbending. **The environment should not be forsaken** on a whim to create economic benefits. **Human rights should not be abandoned** on a whim to ensure that the air conditioners of New York City can run full force » (TGM, 13-04-90).

[51]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Chapitre 4

L’injonction des Cris et als  
contre la division des autorisations  
à la Cour Supérieure  
du Québec

4.1. Les antécédents  
de l’évaluation environnementale  
du projet Grande-Baleine

[Retour à la table des matières](#tdm)

La décision d'Hydro-Québec de scinder le processus d'évaluation environnemental en deux projets distincts remonte au 5 mai 1989. Le gouvernement se rend compte, alors, qu'il n'arrivera pas à faire « turbiner » les barrages à temps pour satisfaire aux contrats d'exportation et à la demande intérieure du Québec (LD, 26-10-90). C'est le 14 février 1990 que la ministre de l'Énergie et des Ressources et le délégué aux Affaires autochtones avisent les chefs cris de l'intention du gouvernement de scinder l'évaluation environnementale.

Au cours de l'été 1990, le gouvernement du Québec demande à Hydro-Québec des documents préliminaires en deux parties, sur les infrastructures et sur les barrages.

[52]

L'offensive des Cris se traduit par une mise en demeure adressée en septembre 1990 au gouvernement du Québec afin qu'il abandonne le plan d'évaluation scindée et de mettre en œuvre un processus global conformément à la Convention de 1975 (TG, 22-09- 90).

L'action en injonction en Cour supérieure déclarant inconstitutionnelle, illégale, ultra vires et en violation de la CBJNQ la décision de diviser les autorisations du projet Grande-Baleine est déposée le 25 octobre 1990.

Au Grand Conseil des Cris se joignent plusieurs maîtres de chasse cris, le Comité canadien des ressources de l’Arctique, les Amis de la terre du Québec et de Greenpeace du Canada ainsi que l'Association québécoise de lutte contre les pluies acides.

Il semble bien que les tergiversations alentour d'une étude environnementale globale plutôt que séparée précèdent la relance de la phase II du projet Grande-Baleine.

Dès l'année 1979, l'administrateur de la Convention de la Baie James avait demandé à Hydro-Québec de diviser le projet en cinq études sectorielles afin de permettre un examen plus rapide. Cependant, en 1982, le projet Grande-Baleine avait été présenté pour approbation par Hydro-Québec dans le cadre d'un seul et unique avis de projet.

[53]

4.2. La logique du discours des Cris concernant  
l'injonction contre la division de l'évaluation  
environnementale dans la presse de langue française

[Retour à la table des matières](#tdm)

Grande-Baleine : Les Cris réclament une injonction permanente.

Les Cris demandent à la Cour supérieure d'empêcher les études d'impacts séparées.

Ce sont les titres des articles de *Presse* et du *Devoir* au moment de la déposition de l'injonction.

Seul *Le Devoir* couvrira les audiences qui se tiennent du 16 au 24 septembre 1991. *« Deux petites armées d'avocats s'affrontent cette semaine »,* rapporte *Le Devoir* du 18 septembre à propos de la logique des Cris que l'on peut cerner sous la forme de quatre questions interreliées :

1) Pourquoi des routes sans les barrages ?

2) Pourquoi une évaluation sectorielle sans une évaluation globale d'impact ?

3) Pourquoi des barrages sans développement socio-économique intégré ?

4) Pourquoi Grande-Baleine sans le respect de l'esprit de la Convention de la Baie James ?

[54]

À quoi, en effet, peuvent bien servir des routes et des aéroports si les barrages ne sont pas nécessaires, se demandent les Cris :

Les procureurs des Cris [...] ont soutenu que si Québec approuvait dans un premier temps le projet d'infrastructures routières soumis à l'évaluation environnementale, le gouvernement ferait en réalité des choix fondamentaux quant aux ouvrages et aux variantes hydro-électriques sans qu'elles n'aient elles-mêmes été évaluées (LD, 19-09-91).

En deuxième lieu, une évaluation sectorielle n'est pas conforme à ce qu'établit la jurisprudence québécoise, canadienne et américaine en matière d'évaluation environnementale :

L'évaluation environnementale est un exercice global, par définition, ce qui se reflète dans les lois, règlements et décisions juridiques et administratives partout en Amérique du Nord (LD, 19-09-91).

Troisièmement, cette cause touche aux fondements mêmes de la Convention, sur le plan du développement socio-économique et sur le plan constitutionnel.

Au moment de sa signature, la Convention était vue :

« ...comme le coup d'envoi aux gouvernements autonomes cris et faciliter la **réalisation de « notre objectif d'autosuffisance économique**». « Mais plus que cela, dit Me O'Reilly, la Convention se voulait un contrat social établissant un nouvel ordre, un **partenariat** à long terme.

Ce devait être un organisme dynamique, et ça ne s'est pas produit » (LD, 18-09-91).

Le chapitre 28, sur le développement économique et social des Cris :

« ...devait leur permettre d'entrer dans le XXe siècle », selon l'expression de Me O'Reilly, mais serait pratiquement resté lettre morte (LD, 18-09-91). Or, ce chapitre 28 visait :

[55]

« à assurer la **participation** des autochtones au développement dans les secteurs clés » [Matthew Coon Come], (LD, 18-09-91).

Le *mea culpa* d'un des artisans de la Convention confirme le bilan des Cris :

« Les Cris s'opposent aux projets de développement du genre Grande-Baleine pour une très bonne raison : c'est que ce développement-là ne leur donne rien » (LD, 18-09-91).

Quatrième dimension de la cause, la Convention est un accord « sur les termes de notre désaccord », dit Me O'Reilly. C'est un règlement hors-cour :

« Son intention était bonne, le problème, c'est son **application**», [Matthew Coon Come]. « Pour faire **appliquer** les dispositions sur l’éducation, la santé, le logement, les infrastructures résidentielles, nous avons dû les traîner [le gouvernement du Québec et Hydro-Québec] devant les tribunaux ». « **L'application** de la Convention de la Baie James est une faillite » pour Me O'Reilly (LD, 18-09-91).

Or, les droits des autochtones sont enchâssés dans la Constitution canadienne de 1982 et le gouvernement fédéral a encore un devoir fiduciaire envers eux. Nous sommes loin de la perception de la ministre de l'Énergie, qui ne voit dans la stratégie des Cris qu’un subterfuge pour gagner de l'argent :

**Cree fighting project to win money. Bacon says**,

titre le *Globe and Mail* du 30 novembre 1990. Subterfuge contre subterfuge ? Les Cris, quant à eux, voient dans la stratégie du gouvernement du Québec de scinder le processus d'évaluation :

« l'objectif de les placer devant un fait accompli » (LD, 26-10-90).

[56]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Chapitre 5

Appel d’Hydro-Québec  
et appel des Cris des décisions  
de l’Office national de l’Énergie

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les articles rapportant des éléments du discours cri et inuit au sujet des audiences publiques de l'Office national de l'énergie sont au nombre de neuf (9) publiés entre le 20 février 1990 et le 26 mars 1991. Au cours de cette période, quatre quotidiens ont publié des articles sur cette affaire dont un (1) dans *Le Devoir,* quatre (4) dans *La Presse,* trois (3) dans le *Globe and Mail* et un (1) dans la *Gazette.*

Le discours cri et inuit rapporté dans ces quotidiens est principalement de nature juridique, environnementale et économique. Le ton du discours est nettement volontariste et varie entre l'affirmation de soi et l'accusation.

5.1 Le contexte de la cause

Le 19 février 1990, Hydro-Québec se présente aux audiences de l'Office national de l’Énergie pour démontrer que l'électricité exportée est vraiment excédentaire et que son prix est juste et raisonnable.

[57]

Dès la première journée des audiences, les Cris et le groupe québécois Au Courant vont affirmer leur détermination à démontrer que les contrats d'exportation d’électricité sont une mauvaise affaire pour le Québec. L'argumentation juridique qui est développée tout au long des audiences repose essentiellement sur les conséquences économiques et environnementales engendrées par ces nouvelles demandes énergétiques qui obligent Hydro-Québec à poursuivre le développement hydro-électrique du Nord québécois. *Le Devoir* résume bien les deux grands axes du plaidoyer des Cris et du groupe Au Courant :

C’est au nom de la santé financière de la province et de la protection de l’environnement nordique que les Cris et le groupe québécois Au Courant ont dressé un barrage d'objections hier contre ces ventes qui donneront le feu vert au harnachement de la rivière Grande-Baleine et du complexe Nottaway, Broadback et Rupert [NBR] (LD, 20-02-90).

Les Cris et le groupe Au Courant, qui ont confié la plaidoirie à Me Mainville, tentent de démontrer devant les commissaires de l'Office que les contrats d'exportation ne sont pas une opération financière rentable. Les contrats d'exportation provoqueraient de fortes hausses de tarifs d'ici l'an 2 000 et contribueraient à accroître la dette d'Hydro-Québec (LD, 20-02-90). Les Cris :

ont mis Hydro-Québec en difficulté, l'obligeant à reconnaître que ses clients américains bénéficieront de réductions progressives sur 20 ans, les contrats étant libellés en « dollars constants » (LD, 20-02-90).

L'autre lien qui existe entre les conséquences économiques et environnementales se résume par la question suivante : si les contrats d'exportation ne sont pas avantageux pour l'économie [58] québécoise, pourquoi construire de nouveaux barrages dont l'impact, selon eux, serait dévastateur pour l'environnement et leur mode de vie traditionnel ? Les Cris :

ont tenté pendant les audiences publiques de l'Office [...] de démontrer que les contrats étaient moins rentables que ce qu'Hydro-Québec avait laissé miroiter (LP, 26-09-90).

Me Mainville fonde également son argumentation juridique sur les conséquences environnementales générées par la construction de nouvelles installations nécessaires à la production de l'électricité qui sera exportée aux États-Unis :

There is strong evidence the Great Whale and NBR projects will destroy traditional Cree hunting and fishing grounds in northern Quebec... (TGM, 06-03-90).

Cette situation aura pour effet de bouleverser le mode de vie traditionnel des Cris.

Le 17 mars 1990, les Cris invoquent la sagesse et la spiritualité amérindiennes en convoquant à la barre un aîné de la communauté crie de Whapmagoostui. Monsieur Petagumskun lance un avertissement à Hydro-Québec :

« Lorsque le créateur a créé la terre. Il l’a conçue comme elle l’est maintenant [...] En lisant la Bible, nous apprenons que lorsque Dieu ne voit pas les gens faire ce qu'il veut. Il détruit les communautés » (LP, 17-03-90).

L'impact environnemental de la construction des complexes Grande-Baleine et NBR est donc le point central du litige entre Hydro-Québec et les Cris. C'est pour ce motif que les autochtones ne veulent pas que les licences à l'exportation soient accordées à Hydro-Québec. Selon eux, l'exportation de l'énergie [59] hydro-électrique aux États-Unis va précipiter le harnachement des rivières du Nord québécois :

Sans ces contrats, ces mégaprojets ne pourraient voir le jour et le Québec pourrait faire face à l'augmentation de ses besoins pendant 15 à 20 ans par une politique musclée d'économies d'énergie (LD, 20-02-90).

Ce dernier aspect met en évidence le lien entre les conséquences économiques et les conséquences environnementales : le discours des Cris exprime une volonté négative (refus de la construction de nouveaux barrages dans le Nord québécois). Elle est étayée par une argumentation juridique, économique, environnementale et socio-culturelle.

Leur stratégie juridique vise essentiellement à convaincre l'ONE de ne pas accorder les licences d'exportation ; sans licences, pas de contrat ; sans contrat, pas de nouveaux barrages pour les 15 ou 20 prochaines années.

Leur présence à l'ONE s'inscrit donc à l'intérieur d'une guerre juridique dont l'amplitude n'a d’égal que leur détermination à défendre leurs droits ancestraux et à conserver le patrimoine naturel du Nord québécois contre les intérêts d'Hydro-Québec dans cette région.

5.1.1. L'argumentation juridique des Cris  
lors des audiences

Selon l'avocat du Grand Conseil des Cris du Québec, Me Mainville, les licences d'exportation d’électricité aux États-Unis doivent être refusées à Hydro-Québec. L’ONE a le devoir de [60] protéger les droits des Canadiens et des autochtones avant de sanctionner le droit des Américains d'importer de l'énergie à bas prix.

« The board has to choose between the rights of Canadians and the survival of the native people and the dubious right of the U.S. to import cheap power » (TGM, 06-03-90).

Afin de protéger les intérêts des Canadiens et des autochtones du Nord québécois. Me Mainville demande à l'ONE d'imposer deux conditions à l'obtention des licences d'exportation :

1. L'obligation pour Hydro-Québec de révéler ses tarifs pour juger en connaissance de cause si les prix sont justes et conformes aux intérêts des citoyens.

2. Les licences ne peuvent être accordées que lorsque les études d'impact sont terminées.

Me Mainville a donc

**exigé** de l'organisme fédéral l'application des règles fédérales d'évaluation environnementale (LD, 20-02-90).

Cette partie de l’argumentation exprime la volonté positive des Cris, qui tente de contraindre Hydro-Québec.

En ce qui concerne les études d'impact, l'argumentation de Me Mainville repose essentiellement sur deux points :

- L'octroi des licences avant le dépôt du rapport d'évaluation environnementale minerait la crédibilité du processus d'évaluation :

[61]

« To grant the licence requests would place so much pressure on the environmental review process that it would be rendered useless. Accepting a simple declaration by Hydro Quebec that it will meet its obligations would be scandalous » (TGM, 06-03-90).

Les Cris font pression sur l'Office afin qu'elle exige davantage que la bonne foi d'Hydro-Québec dans les études d'impacts après l'obtention des licences. Cet argument permettrait, s'il est reçu par l’Office, de reporter l'octroi des licences après le processus d'évaluation, ce qui met de toute évidence Hydro-Québec en difficulté. La société d'État ne peut souffrir de nouveaux délais. Ceux-ci reporteraient l'obtention des licences après l'échéance fatidique de novembre 1991 et forceraient la société à verser des dédommagements onéreux aux Américains pour non-respect des termes des contrats. Cela compromettrait même la pérennité des contrats.

— Deuxièmement, les Cris **demandent** à l'ONE de **faire pression** pour que le processus d'évaluation environnementale soit sous la responsabilité d'une instance fédérale, car les Cris doutent de la bonne volonté du gouvernement du Québec et de la société d'État à mener le dossier de l'évaluation d'une façon objective :

There is « a shameful collusion » between Hydro-Quebec and the government of Quebec that ensures that an independent examination will not otherwise be conducted (TGM, 06-03-90).

La condition visant à forcer Hydro-Québec à révéler ses tarifs est une réplique des Cris au refus de la société d'État de divulguer ses prix à l'exportation sous prétexte que cela pourrait servir à ses compétiteurs. Or les Cris rappellent à l'ONE que [62] l'évaluation des tarifs conformément aux intérêts des citoyens fait partie de son mandat :

Mr. Mainville said it is impossible for the NEB to judge if prices are « just and reasonable in relation to the public interest » because of Hydro Quebec's secrecy vis-à-vis its productions costs (TGM, 06-03-90).

Me Mainville ajoute que l’ONE ne peut accorder à Hydro-Québec l'autorisation d'exporter sur la base de la bonne foi de la société d'État en ce qui concerne la protection des intérêts des citoyens. Il conclut son plaidoyer en rappelant à l'ONE de respecter son mandat :

« [you have the] legal obligation to refuse these licences outright on this basis alone. To do otherwise would be abdicating your responsibility » (TGM, 06-03-90).

L'argumentation crie devant l'ONE est fondée sur l'expression de l'obligation et de la nécessité, qui contraignent tour à tour Hydro-Québec et l'ONE.

5.1.2. La conséquence de la décision de l’ONE :  
la bataille continue

L’Office rend sa décision le 27 septembre 1990 et accorde les licences d'exportation à la condition que la société d'État accepte de soumettre les projets de construction des nouvelles installations hydro-électriques nécessaires à la production de l'énergie qui sera exportée à une évaluation environnementale conduite par une instance fédérale, entendu que toutes ces installations se conforment aux règlements fédéraux en matière d’environnement.

Le procureur des Cris se dit satisfait de la décision rendue par l'ONE qui a tenu compte de l'avis des Cris et a donc reconnu [63] l'importance d'évaluer l'impact environnemental des projets hydro-électriques dans le Nord québécois sous les auspices du gouvernement fédéral, indiquait *La Presse* du 28 septembre 1990. Le *Globe and Mail* du même jour cite à ce titre Me Mainville :

« Environmentally, it's a great victory [...], yesterday's decision will compel Hydro Quebec to submit all future dams to federal environmental review if it wants to export ».

Or, cette condition va probablement forcer la société d'État, selon Me Mainville, à retarder le début des travaux, rapporte toujours le *Globe and Mail.* Hydro-Québec est donc obligé de se soumettre à la décision de l'Office sous peine de se faire retirer les licences.

Me Mainville émet cependant certaines réserves lorsqu'il déclare à *La Presse* du 28 septembre 1990 qu'il est convaincu que la société d'État va en appeler de la décision devant la Cour fédérale.

Par ailleurs, Hydro-Québec n’est pas tenu de faire la preuve de la rentabilité des contrats d’exportation. L'ONE se satisfait de la bonne foi de la société d'État et estime qu'il n'y a pas lieu de croire que les contrats ne rapportent pas de bénéfices nets. Toujours dans le même article. Me Mainville critique cet aspect de la décision de l'ONE et déclare que :

« [l’]Office a abdiqué ses responsabilités. Nous étudions la possibilité de contester la décision sur cette base » (LP, 28-09-90).

La déclaration de Me Mainville montre clairement que les Cris ne sont pas satisfaits de la décision de l’ONE. Ils étudient la possibilité d'aller en appel. Par ailleurs, ils font usage de tous les recours légaux possibles. Ils entament une procédure juridique aux États-Unis afin d'obliger la New York Power Authority à payer une [64] taxe environnementale consécutive à l'achat d'électricité québécoise, précisait le *Globe and Mail* du 28 septembre 1990.

Nouveau développement dans l'affaire des licences à l'exportation : la prévision de Me Mainville selon laquelle la société d'État et le gouvernement du Québec iraient en appel est confirmée. L'appel est annoncé le 26 octobre 1990. Me Mainville a précisé que le Grand Conseil des Cris du Québec et les groupes environnementalistes vont demander un statut d'intervenant lors des audiences qui seront tenues à la Cour fédérale d'appel, rapporte le *Globe and Mail* du 26 octobre 1990.

La stratégie juridique des Cris prend une nouvelle tangente le 30 octobre 1990 lorsque le Grand Conseil des Cris annonce sa décision d'aller à son tour en appel pour contester la décision de l'ONE. Dans *La Presse* du 30 octobre 1990, il est annoncé que les Cris **réclament** l’annulation des contrats d'exportation d'Hydro-Québec. Deux motifs sont à la base du recours en appel des Cris :

1. Le Grand Conseil des Cris conteste la décision de l'ONE qui a failli à son devoir en n’imposant pas à la société d'État de divulguer ses chiffres pour prouver que les contrats d'exportation sont rentables et conformes aux intérêts des citoyens.

2. Il conteste aussi en cour parce que la société d'État a elle-même décidé d’aller en appel sur la décision de l’ONE :

« Il est bien évident que les Cris n'auraient pas contesté la décision de l'Office devant la Cour fédérale, si Hydro-Québec ne l'avait pas d'abord fait » [Me Mainville] (LP, 30-10-90).

[65]

Concernant la non-divulgation des prix, les Cris soutiennent que la loi C-23 ne peut être rétroactive. C'est l'ancienne loi qui prévalait lors du dépôt de la demande de licences. En conséquence, Hydro-Québec avait l'obligation légale de révéler ses tarifs à l'exportation devant l'ONE. Selon Me Mainville, l’Office aurait manqué à ses devoirs :

En se basant sur des dispositions d’une loi qui n’était pas encore en vigueur, l’Office aurait erré en droit (LP, 30-10-90).

C'est sur la base de cet argument juridique que les Cris logent l'appel. Ils assortissent leur requête d'une demande d'annulation de la décision de l’ONE. Cette demande, si elle est reçue par la Cour fédérale d'appel, aurait pour effet de retirer les licences d'exportation d'Hydro-Québec.

Finalement, la décision d'aller en appel se révèle désastreuse pour la réalisation du projet d'exporter de l'énergie hydro-électrique aux États-Unis. Dans un article du 26 mars 1991, le journal la Gazette rapporte la situation d'Hydro-Québec dans le dossier des appels en Cour fédérale. Selon Jacques Guèvremont, vice-président aux marchés extérieurs à la société d’État, si Hydro ne gagne pas son appel de la décision de l'ONE avant l'échéance d’annulation des contrats, la société d’État devra abandonner son projet d'exportation d'électricité aux États-Unis afin d'éviter de verser une forte somme en compensation des retards encourus dans la livraison de l'énergie aux états de la Nouvelle-Angleterre. Monsieur Bill Namagoose se réjouit de cette nouvelle :

The news that Hydro might cancel its exports is great for Quebecers. We’ve always said these contracts are money-losers for Quebec (TG, 26-03-91).

[66]

Par ailleurs, selon monsieur Guèvremont, les jeux semblent faits quant à l'échéance du mois de novembre 1991, puisque la décision de la Cour fédérale d'appel sera probablement contestée, peu importe son issue, en Cour suprême. Ainsi la décision finale de la plus haute cour du Canada ne sera pas rendue avant le 30 novembre 1991. L'impasse serait donc totale et insurmontable pour la société d'État.

[67]

5.2. Le discours des Cris lors des audiences  
de l'Office national de l'Énergie

5.2.1. Le discours des Cris  
dans la presse de langue française

5.2.1.1. Les Cris démontrent l'absurdité économique  
et environnementale des contrats d'exportation

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Le Devoir* du 20 février 1990 illustre bien la détermination des Cris à bloquer les contrats d’exportation. Ils jugent ces contrats néfastes pour l'économie et l’environnement. Le ton du discours se caractérise par la volonté négative :

C’est au nom de la santé financière de la province et de la protection de l'environnement nordique que les Cris et le groupe québécois Au Courant **ont dressé un barrage d'objection** hier contre ces ventes qui donneront le feu vert au harnachement de la rivière Grande-Baleine et du complexe Nottaway, Broadback et Rupert (LD, 20-02-90).

[Les Cris] **ont mis Hydro-Québec en difficulté**, l'obligeant à reconnaître que ses clients américains bénéficieront de réductions progressives sur 20 ans, les contrats étant libellés en « dollars constants » (LD, 20-02-90).

La crédibilité de l'interlocuteur cri se construit aux dépens de la crédibilité d'Hydro-Québec :

... [ils] **ont tenté** pendant les audiences publiques de l'Office [...] **de démontrer que les contrats étaient moins rentables** que ce qu'Hydro-Québec avait laissé miroiter (LP, 26-09-90).

[68]

5.2.1.2. La décision de l'ONE - Me Robert Mainville

Tout au long des audiences. Me Robert Mainville :

[a] exigé de l'organisme fédéral (ONE) l'application des règles fédérales d'évaluation environnementale (LD, 20-02-90).

La décision prise par l'ONE le 27 septembre 1990 donne raison aux Cris : Hydro-Québec obtient les licences d'exportation à condition de soumettre la construction des nouvelles centrales à une évaluation environnementale fédérale. L'Office a donc écouté l'avis des Cris. Sous le titre **Ottawa place sa férule sur Hydro-Québec**, *La Presse* rapporte la satisfaction de Me Mainville concernant la décision de l'ONE. Le discours reflète l'affirmation de soi :

« C'est fondamental. Si Hydro-Québec n'accepte pas de se soumettre au processus d'examen fédéral, **je dis que les permis sont nuls** [...]. Ça met en péril les contrats. Ça étend la juridiction fédérale. Voilà pourquoi je pense que Québec va en appeler de la décision » (LP, 28-09-90).

Cependant, la victoire crie n'est pas totale. Me Mainville critique l’Office qui ne met pas en doute la rentabilité des contrats d'exportation et n'exige pas de preuve de rentabilité. Me Mainville discrédite l'Office comme interlocuteur :

« L'Office **a abdiqué ses responsabilités**. Nous étudions la possibilité de contester la décision sur cette base. Les Québécois et les Canadiens devraient savoir une fois pour toutes si ces contrats sont rentables, [...] » (LP, 28-09-90).

L'Office **a failli à ses devoirs** en n’exigeant pas que la société d'État dévoile ses chiffres pour démontrer la rentabilité des contrats d'exportation (LP, 30-10-90).

En se basant sur des dispositions d’une loi qui n'était pas en vigueur, l'Office **aurait erré en droit** [...] (LP, 30-10-90).

[69]

*La Presse* du 30 octobre 1990 rapporte l’intention des Cris de contester la décision de l'ONE. Ils n’ont pas le choix parce que la société d'État a décidé de contester la décision. Les propos tenus à *La Presse* par Me Mainville expriment la contrainte subie par les Cris :

« Il est bien évident que **les Cris n'auraient pas contesté** la décision de l’Office devant la Cour fédérale **si Hydro-Québec ne l'avait d'abord fait** [...] » (LP, 30-10-90),

ou celle imposée par les Cris à Hydro-Québec :

Les Cris **demandent** l'annulation de la décision de l'Office. Ils **veulent** aussi obtenir la permission d'aller en appel. Les Cris **veulent** *« forcer Hydro-Québec à dévoiler ses études de rentabilités »* (LP, 30-10-90).

5.2.2. Le discours cri lors des audiences de l'Office national de l'Énergie dans la presse de langue anglaise

5.2.2.1. Me Mainville tente de convaincre l'ONE de ne pas accorder les licences d’exportation

Le plaidoyer du procureur illustre bien la détermination des Cris de s’affirmer devant la commission et de la contraindre :

« **The board has to choose between** **the rights** of Canadians and the survival of the native people and dubious right of the U.S. to import cheap power » (TGM, 06-03-90).

[...] a decision on granting an export licence **should be deferred** until public hearings on the Great Whale project are completed (TGM, 06-03-90).

Le procureur exhorte même l'ONE à refuser les licences :

« It is your legal obligation **to refuse** these licenses outright on this basis alone. To do otherwise **would be abdicating** your responsibility » (TGM, 06-03-90).

[70]

Son discours tend également à discréditer Hydro-Québec comme interlocuteur :

« To grant the licence requests would place so much pressure on the environmental review process that it would be rendered useless. **Accepting a simple declaration by Hydro-Québec that it will meet its obligations would be scandalous**» (TGM, 06-03-90).

The board should insist on federal environmental reviews because **there is a "shameful collusion"** between Hydro-Québec and the government of Quebec that ensures that an independent examination will not otherwise be conducted (TGM, 06-03-90).

[...] **it is impossible for the NEB** to judge if prices are "just and reasonable in relation to the public interest" **because of Hydro-Quebec's secrecy** vis-à-vis its productions costs (TGM, 06-03-90).

5.2.2.2. Bill Namagoose se réjouit  
de l’annulation probable des contrats d'exportation

La *Gazette* du 26 mars 1991 rapporte la satisfaction des Cris à la suite de la déclaration de Jacques Guèvremont, qui craint l'annulation des contrats en raison des délais encourus par la bataille juridique amorcée depuis la décision de l'ONE en 1990 :

The news that Hydro might cancel its exports is « **great** for Quebecers » (TG, 26-03-91).

Le discours de monsieur Nagamoose est appuyé par un argument économique :

« **We've always said these contracts are money-losers for Quebec**» [M. Namagoose] (TG, 26-03-91).

[71]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Chapitre 6

La demande du Grand Conseil des Cris  
du programme de partage de risques  
et de bénéfices d'Hydro-Québec  
et des contrats secrets à la Commission  
d'accès à l'information

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les articles rapportant des éléments du discours cri et inuit lors de la Commission d'accès à l'information sont au nombre de vingt-quatre (24) et publiés entre le 23 octobre 1990 et le 19 juin 1991. Au cours de cette période, quatre quotidiens ont publié des articles sur cette affaire dont cinq dans *Devoir,* huit dans *La Presse,* quatre dans le *Globe and Mail* et six dans la *Gazette.*

Le discours cri et inuit, rapporté dans ces quotidiens, est principalement de nature juridique, économique et environnementale. Le ton du discours est nettement volontariste et varie de l'affirmation de soi à l’accusation.

6.1. Le contexte de la cause

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le 5 mai 1990, les Cris demandent à la société d'État de leur remettre le Programme de risques partagés dont bénéficient les alumineries ainsi que les contrats signés à partir de ce document.

[72]

Devant le refus d'Hydro-Québec d'acquiescer à leur demande, le Grand Conseil des Cris du Québec dépose, le 10 mai 1990, une requête à la Commission d'accès à l’information afin qu'elle leur transmette le Programme de risques partagés et tous les contrats de vente d'électricité signés dans le cadre de ce programme.

Les Cris affirment que les contrats à risques partagés augmentent artificiellement la demande d'électricité au Québec et vont servir de justification à la construction de la phase II de la Baie James. Or, les Cris ne veulent pas de nouveaux barrages dans le Nord québécois, un territoire dont ils revendiquent la possession en vertu de leurs droits ancestraux sur cette région. Ils veulent obtenir les documents relatifs aux contrats à risques partagés pour démontrer à l'ONE que la politique de développement d'Hydro-Québec n'est pas rentable et qu’elle se fait sur le dos des petits consommateurs d'électricité. Ils espèrent forcer l'annulation de ces contrats et éviter une augmentation de la demande énergétique qui conduirait à la réalisation de nouveaux projets hydro-électriques dans le Nord québécois : des projets qui inonderaient et bouleverseraient un territoire essentiel à l'écologie et à la perpétuation de leur mode de vie traditionnel.

Les treize (13) compagnies impliquées dans la signature de ces contrats réagissent promptement avec le dépôt d'une demande d'injonction adressée à la Cour supérieure du Québec pour bloquer la publication de ces contrats dont ils veulent conserver la confidentialité. Le terrain est donc propice au déclenchement d'une nouvelle bataille juridique, qui va s'étendre sur une année.

[73]

6.1.1. Une injonction est émise   
par la Cour supérieure du Québec

Le juge Victor Melançon, de la Cour supérieure du Québec, prononce, le 22 octobre 1990, un ordre d'injonction qui a pour effet de bloquer la demande des Cris à la Commission d'accès à l'information. Les Cris clament la légitimité juridique de leur requête à la Commission ; selon eux, les citoyens ont le droit d'être informés sur le contenu des contrats à risques partagés dans la mesure où ils représentent des subventions déguisées qui se font sur le dos des petits consommateurs, rapporte le *Globe Mail* du 24 octobre 1990.

Les Cris désirent l'intervention de la Commission d'accès parce qu'ils ne sont pas satisfaits des informations fournies par un haut responsable à Hydro-Québec sur les contrats à risques partagés, les contrats d'exportation et la construction de la phase II de la Baie James. Il est impossible de faire une analyse sérieuse de projets dont la rentabilité est douteuse, estiment les Cris. Afin de protéger leurs intérêts, ils portent donc la bataille juridique de l’autre côté de la frontière. En novembre 1990, ils font part de leur intention de déposer une requête à la Cour supérieure du Vermont pour interdire l'achat d’électricité au Québec, annonce *La Presse* du 15 novembre 1990.

Bloqué dans le dossier des contrats secrets, le Grand Conseil des Cris demandent à la Commission d'accès à l’information de leur remettre les documents sur les coûts de construction, d'exploitation et les frais financiers imputables au développement [74] de la phase II de la Baie James, et les études de rentabilité des contrats d'exportation (LP, 12-12-90). Cette stratégie juridique vise essentiellement à contourner l'injonction prononcée au mois d'octobre 1990 et à obtenir des informations leur permettant de démontrer la non-rentabilité des projets de développement planifiés par Hydro-Québec. Leur intention : stopper le développement hydro-électrique du Nord québécois à l'aide d'arguments d'ordre juridique, économique et environnemental.

6.1.2. L'injonction interlocutoire  
contre Radio-Canada et ses journalistes

La tension monte d'un cran lorsque la Cour supérieure du Québec émet, à la demande des treize (13) compagnies impliquées dans la signature des contrats à risques partagés, une injonction interlocutoire contre Radio-Canada et ses journalistes. L’injonction a pour effet de museler la presse canadienne et québécoise dans le dossier des contrats à risques partagés. Cette action a aussi pour but de bloquer la démarche des Cris devant la Commission d'accès à l'information ; ils ont besoin de ces contrats pour démontrer aux audiences de l'ONE que la politique de développement de la société d'État se fait sur le dos des petits consommateurs d'électricité et des contribuables, rapporte *La Presse* du 10 janvier 1991. Difficile aussi de démontrer à l'Office que l'augmentation artificielle de la demande énergétique venant de ces ententes secrètes va accélérer le développement hydro-électrique du Nord québécois au profit d'un système de privilèges économiques qui profitera aux grandes compagnies signataires des contrats à risques partagés, souligne *Le Devoir* du 11 janvier 1991.

[75]

Les Cris contestent devant les médias les arguments utilisés par les procureurs des treize (13) compagnies pour bloquer leur requête à la Commission. Le Grand Conseil des Cris :

estime que les motifs d'intérêts publics invoqués par Hydro-Québec et les 13 compagnies [pour défendre le caractère confidentiel des contrats] sont en fait des intérêts privés (LP, 11-10-91).

Les Cris reviennent à la charge le 6 février 1991 lors de la requête des procureurs de Norsk-Hydro afin d'étendre l'injonction de non-publication concernant le contrat secret qui la lie à Hydro-Québec. Selon eux, les contrats à risques partagés cachent l'intention d'Hydro-Québec de développer le potentiel hydroélectrique du Nord du Québec auquel ils s'opposent (TG, 07-02-91). La transformation de cet écosystème menace leur mode de vie traditionnel.

6.1.3. La stratégie du secret

Les détails des ententes entre Hydro-Québec et les treize (13) compagnies sont révélés en Norvège et en Australie. La réaction des Cris ne se fait pas attendre : « It's a farce » (TG, 11-04-91), déclare Me Johanne Mainville, une procureure du Grand Conseil. Elle tourne en dérision la décision de la Cour supérieure d'émettre une injonction interlocutoire alors que l'information sur les contrats à risques partagés circule librement dans la communauté internationale :

« It's like a banana republic. We have to leam about our own economy from other countries » (TG, 11-04-91).

[76]

Le contexte incite monsieur Matthew Coon Come, Grand chef du Conseil des Cris du Québec, à faire pression sur la première ministre norvégienne, madame Brundtland, afin de la convaincre d'intervenir auprès de la société Norsk-Hydro, dont le gouvernement norvégien est actionnaire majoritaire, et de forcer la compagnie à lever le voile du silence. Monsieur Coon Come ajoute à sa missive des propos sur l'environnement en précisant qu'une saine politique environnementale doit reposer sur une information accessible aux citoyens (TG, 26-04-91). Dans sa lettre adressée le 23 mars 1991 à madame Brundtland, monsieur Coon Come allègue que les nouveaux réservoirs construits pour fournir l'énergie nécessaire aux alumineries vont détruire l'écologie du Nord québécois sur une surface égale à celle de la France (LD, 29-04-91). Il semble que la lettre ait eu l'effet médiatique attendu puisque *Le Devoir* du même jour rapporte qu'Hydro-Québec et Norsk-Hydro ont décidé de lever le voile du silence enveloppant l'entente signée entre ces deux parties.

Les Cris profitent de cette brèche. Me Robert Mainville déclare à la *Gazette* du 30 avril 1991 que les révélations d'Hydro-Québec et de la société Norsk-Hydro étayent la thèse des Cris : ces contrats ne justifient en rien leur confidentialité. Les autres compagnies n'ont donc plus de motifs valables pour garder le silence. Sur les plans économique et environnemental, les Cris soutiennent toujours que les contrats à risques partagés ne sont pas rentables ; ils augmentent la demande énergétique et accélèrent le développement hydro-électrique du Nord québécois. Il est grand temps, selon eux, de faire toute la lumière sur cette affaire.

[77]

6.1.4. Le blocus des audiences   
de la Commission d'accès à l'information continu

Le 8 mai 1991, les Cris révèlent aux médias la position de leurs experts qui seront appelés à témoigner devant la Commission les 13 et 14 mai 1991. *La Presse* du 8 mai 1991 rapporte que monsieur McCullough, un témoin expert des Cris, a jugé inutile de garder le secret ; les concurrents des alumineries québécoises peuvent connaître le prix de leurs tarifs d'électricité. Selon monsieur McCullough, il n’y a pas de secrets stratégiques entourant les tarifs énergétiques dans l'industrie de l'aluminium. Il ajoute que le maintien du secret est une aberration dans le contexte nord-américain. Les sociétés d'exploitation énergétique prennent leurs décisions au grand jour, communiquent directement l'information au public et invitent les citoyens à discuter de leurs projets. Il rappelle que la publication des tarifs énergétiques offerts aux alumineries américaines n'a pas provoqué l'effondrement de l'industrie. Ainsi, monsieur McCullough fait valoir que la consultation des citoyens et la publication des tarifs énergétiques ne vont pas contre les intérêts de l’industrie de l'aluminium, relate la *Gazette* du même jour.

Monsieur Goodman, un autre témoin expert des Cris, affirme que les contrats à risques partagés sont une mauvaise stratégie de développement. Hydro-Québec encourage les grands consommateurs d’énergie au moment où sa capacité de surproduction s'étiole. Cette situation forcerait Hydro-Québec à construire de nouveaux barrages qui vont hausser leur coût de revient du kilowatt/heure. Hydro-Québec perdrait beaucoup d'argent dans les contrats à risques partagés puisque sa position [78] énergétique forcerait la société d'État à vendre, à ces compagnies, son kilowatt/heure un à deux sous sous son coût de revient. Dans ces conditions, monsieur Goodman recommande que ces transactions soient soumises à un examen public.

Le 10 mai 1991, douze compagnies impliquées dans les ententes, Hydro-Québec et le gouvernement du Québec demandent à la Cour du Québec de bloquer à nouveau les audiences de la Commission d'accès à l’information. Les Cris accusent la partie adverse d'utiliser cette action dans le but d'empêcher de révéler au public que l'énergie hydro-électrique est cédée à prix trop bas. Ils rappellent que le Programme de risques partagés est une stratégie pour attirer des industries énergivores, ce qui va augmenter la demande d’électricité et pousser la société d'État à commencer la construction de la phase II de la Baie James, le principal litige qui les oppose à Hydro-Québec (TG, 11-05-91). Me Robert Mainville accuse la société d'État de ne pas vouloir se soumettre à la juridiction de la Commission et de nuire à celle-ci, rapporte *La Presse* du 14 mai 1991. Incapables de présenter leur position devant une commission paralysée, les Cris sont dans une impasse :

Ces procédures et cette alliance du gouvernement avec les industriels ont amené hier [14 mai] le Grand Conseil des Cris du Québec à réclamer de la Commission qu'elle adresse un rapport spécial à l'Assemblée nationale pour lui signaler l'impossibilité dans laquelle elle se retrouve en raison des menées « politiques » du gouvernement (LD, 15-05-91).

Les Cris allèguent que les secrets commerciaux sont liés davantage à des motifs politiques qu'économiques. À ce titre, les Cris citent la démarche des procureurs du gouvernement du Québec qui défendent, devant la Cour civile du Québec, le droit « à la [79] confidentialité globale et péremptoire des documents » (LP, 15-05- 91) pour bloquer le travail de la Commission. C'est pour ce motif que les Cris font pression sur la Commission, afin qu'elle demande à l'Assemblée nationale de prendre des mesures exceptionnelles. Le *Globe and Mail* du même jour ajoute que Me Mainville, l'avocat des Cris, va demander à la Commission de soumettre le dossier des contrats secrets à une commission parlementaire de l'Assemblée nationale du Québec.

Monsieur Bill Namagoose, directeur exécutif du Grand Conseil des Cris du Québec, déclare, dans la *Gazette* du 16 mai 1991, que l’analyse de ses témoins experts confirme la thèse des Cris : la demande accrue d'énergie est artificiellement créée par la vente d'électricité aux alumineries. La construction de la phase II de la Baie James serait inutile si Hydro-Québec ne favorisait pas ce type de contrats. Les Cris sont déterminés à épuiser tous les recours légaux pour bloquer la phase II de la Baie James, un projet hydro-électrique qui inonderait le territoire ancestral des Cris, rapporte le même quotidien.

Le 13 juin 1991 est une date fatidique pour les Cris, qui ont tenté par tous les moyens de rendre public les contrats à risques partagés. Le juge adjoint de la Cour supérieure du Québec, monsieur Paul Mailloux, rend son jugement en faveur de la société d'État et du procureur du Québec qui pourront en appeler de la décision de la Commission d'accès. Hydro-Québec est donc assuré que les contrats ne pourront être publiés avant plusieurs mois :

« On est paralysés, déplore Me Robert Mainville, procureur des Cris. La cause se trouve retardée de plusieurs mois encore » (LP, 19-06-91).

[80]

6.2. Le discours cri dans l'affaire de la demande  
des contrats secrets et du programme de partage  
des risques à la Commission d'accès à l'information  
rapporté dans la presse de langue française

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le discours du Grand Conseil des Cris, de Me Robert Mainville et Me Johanne Mainville, avocats du Grand Conseil des Cris, de Matthew Coon Come, Robert F. McCullough, témoin expert du Grand Conseil, sont rapportés par la presse de langue française.

6.2.1. Les contrats secrets sont une mauvaise affaire  
sur le plan économique

*Le Devoir* du 23 octobre 1990 rappelle la démarche que les Cris ont entreprise en mai 1990 auprès de la Commission d'accès à l'information :

C'est en mai dernier que les Cris ont demandé à la société d'État de leur remettre le Programme de risques partagés dont bénéficient les alumineries ainsi que les contrats signés sous l'empire de ce document (LD, 23-10-90).

Les Cris veulent obtenir toute l'information sur ces contrats à risques partagés afin de démontrer que ces ententes signées avec treize (13) compagnies sont une mauvaise affaire sur le plan économique. Les Cris allèguent aussi que les contrats secrets sont un moyen utilisé par la société d'État pour justifier le développement hydro-électrique du Nord québécois, auquel ils s'opposent.

[81]

Le discours est accusatoire :

Le Grand Conseil estime que ces contrats dits "à partage de risque", qui prévoient la fourniture de grande quantité d’énergie à tarif préférentiel, sont responsables des besoins en énergie mis de l'avant par Hydro-Québec pour justifier la construction de Grande-Baleine et d'un autre mégaprojet au sud de la baie James, le complexe Nottaway-Broadback-Rupert (LP, 10-01-91).

« Les Cris souhaitent mettre la main sur ces contrats pour démontrer devant l'Office national de l'énergie que la politique de développement d’Hydro-Québec se fait sur le dos des simples consommateurs d’électricité » (LP, 10-01- 91).

Les Cris veulent démontrer devant l'Office nationale de l'Énergie que les consommateurs du Québec payent ces rabais de leur poche et la **consommation d'électricité de la province est artificiellement gonflée par ce système de privilèges économiques cachés aux contribuables**» (LD, 11-01-91).

Loin d'être des motifs économiques liés à des secrets commerciaux comme le prétend le premier ministre Robert Bourassa qui affirme en Chambre ne pas s'opposer à la divulgation des contrats secrets, **il s’agit de motifs politiques, soulignent les Cris** (LP, 15-05-91).

6.2.2. Le discours des procureurs des Cris

Le discours de Me Robert Mainville, un avocat des Cris, est à l'affirmation de soi dans sa lettre du 20 novembre 1990 à Jean Bernier, responsable de la Loi sur l'accès à l'information, demandant :

« ... [une copie de] l'ensemble de l’information et des documents concernant les coûts de construction, les coûts d'exploitation et les frais financiers se rapportant aux projets La Grande, Phase 2, Grande-Baleine et NBR [...]

[82]

**Nous souhaitons également obtenir l'ensemble de l'information et des documents** concernant les études de rentabilité à l'égard des contrats d'exportation d'Hydro-Québec » (LP, 12-12-90),

accusatoire :

« It's a farce [...]. It's like **a banana republic**. We have to learn about our own economy from other countries »

[Me Johanne Mainville] (LP, 10-01-91).

« à un refus systématique d'Hydro-Québec de se soumettre à la juridiction de la Commission. **On est en train de miner la Commission**» [Me Johanne Mainville].

ou exprime la contrainte :

« On est paralysés !...] **La cause se trouve retardée** de plusieurs mois encore » (LP, 19-06-91).

6.2.3. Le discours de Robert McCullough  
et de Matthew Coon Come

C'est à titre de témoin expert des Cris que monsieur McCullough s'est présenté devant la Commission d’accès à l'information pour **discréditer** l'argument de confidentialité et dénoncer la nature de ces contrats qui vont entraîner davantage de pertes que de profits pour la société d’État :

Discrédit :

Il fait valoir que les concurrents des alumineries québécoises peuvent déjà évaluer le prix de l'électricité offert par Hydro-Québec. [...] Selon monsieur McCullough, il n'y a pas de secrets stratégiques dans l'industrie de l'aluminium qui compte seulement trois composantes : le procédé industriel, les coûts de main-d’œuvre et de matières premières [...] (LP, 08-05-91).

[83]

Monsieur McCullough estime que les concurrents d'Hydro-Québec pourront aisément prétendre que les **bénéficiaires des contrats secrets profitent en réalité de subventions déguisées** parce qu'elle les approvisionne nettement en bas de ses coûts de production "moyens" et "marginaux" **refilant ainsi la facture aux consommateurs** (LD, 15-05-91).

Accusation :

**Les pertes de revenus** se situeront dans le cas de Norsk-Hydro entre **70 et 257 millions de dollars**, selon qu'on se place dans une hypothèse optimiste ou pessimiste (LD, 15-05-91).

C’est sur cette base de calcul que **monsieur McCullough évalue à 2,3 milliards de dollars les pertes qu'encourra Hydro-Québec** si, par hypothèse, elle a accordé des réductions tarifaires d'égale importance aux douze autres bénéficiaires de contrats secrets (LD, 15-05-91).

Monsieur McCullough relève aussi une importante faille sur le plan juridique :

Monsieur McCullough indique que **plusieurs formules du contrat** de Norsk **sont floues, voire inapplicables** comme celles qui obligeront Hydro-Québec à évaluer la rentabilité de la multinationale norvégienne pour obtenir un réajustement à la hausse de ses tarifs (LD, 15-05-91).

Matthew Coon Come, dans sa lettre adressée à la première ministre de Norvège, madame Brundtland, développe une argumentation à caractère environnemental :

Selon la lettre du grand chef Matthew Coon Come, les Cris allèguent que la mise en eau des futurs réservoirs va détruire « l'équivalent de la superficie des terres occupées entre les villes de Montréal et de Québec, et détruire l'écologie sur une surface égale à celle de la France » (LD, 29-04-91).

[84]

6.3. Le discours cri dans l'affaire de la demande  
des contrats secrets et du programme du partage  
des risques à la Commission d’accès à l’information  
rapporté dans la presse de langue anglaise

[Retour à la table des matières](#tdm)

Nous avons relevé le discours des Cris en général, de Me Robert Mainville, avocat du Grand Conseil des Cris, de Matthew Coon Come, tel que rapporté dans la presse de langue anglaise.

6.3.1. Les contrats secrets sont un désastre économique  
et environnemental pour le Québec

Les Cris adoptent un ton accusatoire à l'égard de la politique de rabais énergétique pratiquée par Hydro-Québec à l’égard de treize (13) compagnies énergivores.

The Cree of northern Quebec vigorously oppose the contracts, which they say have **artificially boosted demand** in province and forced Hydro-Québec to speed up development of new dams **on land they claim as theirs** in the second phase of the James Bay project » (TGM, 23-10-90).

The Cree and environmental groups say **this promise of cheap electricity is behind Hydro's plans for the massive development** of northern Quebec's hydroelectric potential, to which they object (TG, 07-02-91).

Environmentalists and natives say aluminum smelters and other major energy consumers get power at bargain-basement prices. They say **this increases demand and requires the construction of new dams**, such as Hydro's James Bay 2 mega-project.

[85]

The Cree and environmentalists have maintained that Hydro's discount deals with its major industrial customers artificially **inflate electricity demand and necessitate the construction of new dams**.

The Cree say Hydro and the Quebec government are hiding the information because the contracts offer the companies giveaway prices (TG, 11-05-91).

Me Mainville exprime par ailleurs sa satisfaction à la suite de la décision d'Hydro-Québec et de Norsk-Hydro de révéler le contenu de leur contrat. La publication de l'entente a pour effet de renforcer la position des Cris, selon laquelle il n'y a rien qui justifie le secret autour des contrats. *La Gazette* résume les propos de Me Mainville :

Robert Mainville, a lawyer for the Cree, said yesterday that Norsk-Hydro's disclosure of the contract **should bolster the Cree's position** before access commission (TG, 30-04-91).

[86]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Chapitre 7

L'exercice des devoirs et fonctions  
de l'administrateur fédéral de  
la CBJNQ : l'action des Cris  
à la Cour fédérale

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les articles rapportant des éléments du discours cri et inuit au sujet de leur requête en Cour fédérale pour obliger l’administrateur fédéral de la Convention à intervenir dans le processus d'évaluation environnemental du projet Grande-Baleine sont au nombre de quinze (15) et sont publiés entre le 17 juillet 1991 et le 13 septembre 1991. Au cours de cette période, les quatre quotidiens ont publié des articles sur cette affaire, soit cinq dans *Le Devoir,* cinq dans *La Presse,* trois dans le *Globe and Mail* et deux dans la *Gazette.*

Le discours cri et inuit rapporté dans ces quotidiens est principalement de nature juridique et environnementale. Le discours est nettement volontariste et varie entre l'affirmation de soi et l'accusation.

[87]

7.1. Le contexte de la cause

[Retour à la table des matières](#tdm)

La Cour fédérale entendait, le 16 juillet 1991, une requête des Cris lui demandant d'obliger l'administrateur fédéral de la Convention de la Baie James à intervenir dans l'évaluation environnementale du projet hydro-électrique de Grande-Baleine. Cette requête s'inscrit en réaction contre la position d'Hydro-Québec, des gouvernements fédéral et provincial dans le dossier de l'évaluation environnementale du projet Grande-Baleine. Deux faits sont à l'origine de l’action crie :

1) Le gouvernement du Québec et Hydro-Québec considèrent que Grande-Baleine est sous juridiction strictement provinciale ; le projet, financé par des fonds provenant du provincial, est situé sur un territoire qui relève de la compétence du Québec. Le projet ne relevant pas d'Ottawa, l'administrateur fédéral de la Convention n'aurait pas juridiction sur les études d’impact et sur l'autorisation de construire Grande-Baleine, ce que l'administrateur fédéral reconnaît devant les représentants du gouvernement du Québec et de la société d'État.

2) Le ministre fédéral de l'Environnement a décidé de créer une nouvelle commission fédérale (PFEEE) dotée seulement d'un pouvoir de recommandation dans l'évaluation des impacts environnementaux du projet Grande-Baleine.

[88]

Les Cris font valoir devant le juge Rouleau que le processus d'évaluation environnementale prévu dans la Convention de la Baie James implique la participation de l'administrateur fédéral quand des champs de compétence fédérale sont touchés par un projet de développement dans le Nord québécois. Par ailleurs, la nouvelle commission fédérale, dotée d'un pouvoir de recommandation, n'aura pas de poids dans des décisions aux conséquences néfastes pour l'environnement et leur mode traditionnel de vie, soutienne les Cris. Tels sont les motifs qui poussent les Cris à demander l'engagement du gouvernement fédéral dans le processus d'évaluation environnementale figurant dans la Convention de la Baie James.

7.1.1. La bataille juridique est menée   
sur les champs de compétence

Dès la première journée des audiences, le 16 juillet 1991, les Cris mènent la bataille pour obtenir une étude indépendante conduite par le gouvernement fédéral. Ils veulent s'assurer de l'application des dispositions de la Convention, qui prévoient la participation de l'administrateur fédéral aux études d'impact. Ils tentent de démontrer au juge Rouleau que le gouvernement fédéral et l’administrateur fédéral de la Convention ne peuvent légalement se soustraire à leurs devoirs en matière d'évaluation environnementale inscrits à la Convention.

Le pouvoir de recommandation donné au PFEEE — qui doit remplacer l’évaluation de l'administrateur fédéral de la [89] Convention — ne satisfait pas aux exigences des Cris. Ils demandent à la Cour fédérale d'obliger l'administrateur fédéral de la Convention à mener ses propres études d'impact, rapporte La Presse du 17 juillet 1991. Selon Me Hutchins, la Convention de la Baie James prévoit une évaluation fédérale et provinciale. Le processus d’évaluation pourrait être fusionné à la condition qu’il y ait accord commun entre Québec, Ottawa et l'Administration régionale crie. Cependant, la Convention stipule qu'en cas de fusion, les administrateurs fédéral et provincial doivent donner séparément l'autorisation de commencer les travaux (LD, 17-07-91) :

[La Convention] prévoit que tout projet d'aménagement sur le territoire nordique doit faire l’objet d'un examen public. [...] Par contre, une disposition de la Convention [...] précise que le régime de protection de l'environnement créé par la Convention n'impose pas « un processus d'examen et d'évaluation des répercussions par le gouvernement fédéral à moins qu'une loi ou un règlement fédéral l'exige » (LP, 17-07-91).

Le règlement existe *de facto* et en vertu des droits des autochtones proclamés dans la Convention et sont « protégés par la Loi constitutionnelle de 1982 », affirme-t-il (LP, 11-07-91). Il ajoute que le fédéral est légalement tenu de mener une évaluation environnementale dans les champs de compétence fédérale touchés par le projet Grande-Baleine ; il s'agit des autochtones, des mammifères marins, des oiseaux migrateurs et des voies navigables (TGM, 17-07-91).

La juridiction strictement provinciale revendiquée par Hydro-Québec et le gouvernement provincial n'a pas de fondement légal et serait inconstitutionnelle. Me O'Reilly exige une compétence mixte en matière d'évaluation environnementale. [90] Ottawa et Québec ont des devoirs particuliers qui ne peuvent être délégués. Que la Cour fédérale se rende à la volonté de la société d'État et du gouvernement provincial et c’est l'affaiblissement du pouvoir d'Ottawa. Cette décision serait prise au détriment de l'environnement, des autochtones et des Canadiens, précise Me Gertler, un avocat des Cris (TGM, 17-07-91).

Quant à la société d'État et au gouvernement du Québec, ils prétendent que le projet Grande-Baleine est strictement de compétence provinciale. Leur interprétation de la Convention de la Baie James les porte à conclure que le processus fédéral d'évaluation environnementale prévu par la Convention s'applique à des projets à compétence mixte ou uniquement fédérale. Ils indiquent au juge Rouleau que l'administrateur fédéral s'est rallié à leur position en novembre 1991. Hydro-Québec et le gouvernement provincial vont donc s'opposer vigoureusement à la requête des Cris. Ils craignent un jugement en faveur de cette requête. Ce jugement pourrait invalider tout leur processus d'évaluation environnementale ; la société d'État serait alors obligée de tout reprendre à zéro, un nouveau délai dans le début des travaux que ne saurait souffrir Hydro-Québec.

7.1.2. Les devoirs du fédéral envers les autochtones

Lors de la deuxième journée des audiences, les Cris continuent de démontrer à la Cour que l'administrateur fédéral a le devoir de prendre une décision concernant l’autorisation du projet Grande-Baleine. Ottawa ne peut abandonner cette responsabilité puisque le projet Grande-Baleine touche des champs qui, sur le plan [91] constitutionnel, sont de juridiction fédérale (LD, 18-07-91). Les procureurs d'Hydro-Québec répondent à cette plaidoirie en réaffirmant que le projet Grande-Baleine relève uniquement de la juridiction provinciale (LD, 18-07-91). Me Yergeau, un avocat de la société d'État, tente de faire valoir devant le juge la priorité du droit au développement sur les droits des autochtones. Selon son interprétation de la Convention de la Baie James, la protection du mode de vie traditionnel des autochtones est assujettie au développement du territoire (LP, 18-07-91).

Le juge Rouleau intervient pendant le plaidoyer d'Hydro-Québec pour rappeler les devoirs du gouvernement fédéral envers les autochtones (LP, 18-07-91). Premièrement, les Cris et les Inuit ont abandonné des droits avec la signature de la Convention ; en contrepartie, ils ont obtenu du fédéral une garantie de protection de certains droits. Deuxièmement, la Constitution de 1982 est venue renforcer cette clause de garantie du fédéral (LD, 18-07-91). Le fait qu'Ottawa ne mène pas des études d'impact donne l'impression que le fédéral renie ses devoirs à l’égard des autochtones, conclut-il (TGM, 18-07-91). Satisfait de l'intervention du juge Rouleau, Me Hurley, un avocat des Inuit, indique que le retrait d'Ottawa du processus d'évaluation créerait un dangereux précédent :

« The logical advancement of that argument is that once a project is deemed provincial, it is immune to all fédéral law » (TGM, 18-07-91).

[92]

7.1.3. Les Cris admettent devant la Cour   
leur intention de bloquer le projet

La tension monte lors des audiences du 18 juillet 1991. Me Lussier, un avocat d'Hydro-Québec, dit à la Cour que les Cris « ne sont pas intéressés aux études d'impact » (LP, 19-07-91). Il accuse les Cris d'utiliser leur requête pour bloquer le projet Grande-Baleine. Le débat, selon lui, serait de nature politique et non pas de nature environnementale, comme l'affirment les Cris (LP, 19-07- 91).

Me O'Reilly admet, pour la première fois, devant la Cour, que les Cris ont l'intention de bloquer le projet. L'opposition crie au projet Grande-Baleine n'est pas un secret, déclare-t-il. Grande-Baleine aura des conséquences désastreuses sur les ressources alimentaires et le mode de vie traditionnel des autochtones du Nord québécois. Il confirme devant la Cour que la requête des Cris fait partie d’une stratégie juridique globale dont l'intention est de bloquer le développement hydro-électrique du Nord québécois. Me O'Reilly accuse la société d'État de développer le Nord québécois en faisant peu de cas des effets à long terme sur l'environnement et les autochtones. L’attitude d'Hydro-Québec lui rappelle une séquence du film « *Il danse avec les loups* » : « You know, when the cavalry came in and wanted to wipe out the Indians » (TGM, 19-07- 91). Il compare aussi les gouvernements provincial et fédéral au « *Grand méchant loup »* de l'histoire du « *Petit chaperon rouge* ». Ils prétendent défendre l’intérêt des Cris :

[93]

« ...sitting there in grandmother's clothes, saying everything's okay and waiting to sink there teeth in » (TGM, 19-07-91).

7.1.4. La décision du juge Rouleau

Le 10 septembre 1991, le juge Rouleau ordonne à l'administrateur fédéral de mener une étude environnementale en vertu des dispositions prévues dans la Convention de la Baie James. Le jugement reconnaît le caractère mixte de la juridiction du projet Grande-Baleine, notamment sur la question des champs de compétence fédérale qui sont touchés par ce complexe hydroélectrique, annonçait la Gazette du 11 septembre 1991. Le juge Rouleau déclare :

« La Convention rend obligatoire la protection des peuples autochtones qui ont renoncé à des droits importants en échange de la protection des deux ordres de gouvernement » (LD, 11-09-91).

Il rappelle aux procureurs d'Hydro-Québec que les signataires de la Convention :

« ... étaient conscients [...] que toute nouvelle mise en valeur du Nord québécois toucherait certainement les collectivités inuit et cries » (LP, 11-09-91).

Les communautés autochtones du Nord québécois ont donc leur mot à dire au sujet du développement de ce territoire.

Il s'agit d'une grande victoire pour les Cris, selon Me Mainville. Me O'Reilly s'estime satisfait de la décision rendue par le juge Rouleau :

[94]

« [qui] a monté encore d’un cran l'obligation fiduciaire du fédéral vis-à-vis des autochtones en disant que dès que les autochtones sont impliqués dans un projet de développement, le processus fédéral s'enclenche automatiquement » (LD, 11-09-91).

Ce jugement sera un nouvel obstacle aux projets de développement du Nord québécois, déclare en substance monsieur Bill Namagoose, directeur exécutif du Grand Conseil des Cris. Il est convaincu que les nouvelles études vont mettre en évidence les conséquences néfastes du projet sur l'environnement et qu'elles conduiront à l'abandon du projet, rapporte la *Gazette* du 11 septembre 1991.

7.1.5. Les Cris sont prêts à négocier   
une fusion des audiences moyennant certaines conditions

Les Cris sont prêts à négocier une entente de fusion des audiences fédérales et provinciales à certaines conditions, déclare monsieur Coon Come aux journalistes le 12 septembre 1991. Parmi ces conditions figurent notamment :

- l'octroi d'un montant de 12,6 millions aux autochtones pour mener leurs contre-expertises ;

- l'échelonnement du processus d'évaluation sur une période de 3 à 5 ans ;

- la nomination par les gouvernements de membres impartiaux et indépendants ;

- l'examen des justifications écologiques, sociales, économiques et énergétiques du projet Grande-Baleine ;

- l'étude d’alternatives au projet Grande-Baleine ;

[95]

- la publication des coûts reliés à la construction de Grande- Baleine et du transport de l'électricité ;

- la justification de la rentabilité des contrats d'exportation ;

- la divulgation des contrats secrets ;

- l'autorisation des procureurs des autochtones à contre-interroger les témoins et les experts d'Hydro-Québec (LD, 13-09-91).

Monsieur Coon Come se dit persuadé que le projet ne passera pas l'examen du processus d'évaluation, rapporte la Gazette du 13 septembre 1991. Il est persuadé que les conclusions du processus mixte d'évaluation environnementale vont étayer la thèse de l'inutilité de Grande-Baleine. Les Québécois rejetteront le projet lorsqu'ils seront informés sur « les coûts véritables, les impacts négatifs et les solutions de remplacement », ajoute-t-il (LD, 13-09-91). Les journalistes questionnent monsieur Coon Come sur la pertinence de l'examen public exigé par les Cris, alors que ceux-ci ont l'intention de bloquer le projet de toute façon. Monsieur Coon Come affirme que l'examen public s’intègre à la stratégie crie qui vise essentiellement l'annulation du projet Grande-Baleine :

« Nous sommes convaincus que cet examen, s’il est impartial, prouvera à tous que le Québec n'a pas besoin de Grande-Baleine » (LP, 13-09-91).

C'est pour cette raison que les Cris ont assorti leur proposition de fusion des études environnementales d'un certain nombre de conditions. L'objectif des Cris serait d'amener le débat sur la place publique afin d'obtenir tous les appuis nécessaires.

Devant l'hypothèse de conclusions favorables à la mise en chantier de Grande-Baleine :

[96]

« Nous aurions à prendre sérieusement en considération ces conclusions à la lumière des autres droits qui nous sont garantis par la Convention de la Baie James », précise monsieur Coon Come (LD, 13-09-91).

La position crie est sans équivoque : peu importe l'issue des études, le projet sera toujours sujet à l'approbation des Cris. Selon Me O'Reilly, la Convention de la Baie James accorde un droit de veto aux Cris et aux Inuit, en dépit du fait qu'ils ont cédé leurs droits, titres et intérêts aux terres du Québec, sans pour autant en avoir cédé les ressources (LP, 13-09-91) :

« Nous poursuivrons donc nos recours devant les tribunaux afin de faire reconnaître nos droits à cet égard », ajoutait monsieur Coon Come (LP, 13-09-91).

[97]

7.2. Le discours cri devant la Cour fédérale :  
requête en faveur de l’intervention  
de l'administrateur fédéral de la Convention

7.2.1. Le discours des Cris  
dans la presse de langue française

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les discours de Me James O'Reilly et du grand chef des Cris, Matthew Coon Come sont rapportés par la presse de langue française et la presse de langue anglaise.

7.2.1.1. Le discours de James O'Reilly

L'administrateur fédéral de la convention doit intervenir dans l'évaluation environnementale du projet Grande-Baleine.

Me James O'Reilly, procureur du Grand Conseil des Cris, mène la bataille juridique sur les champs de compétence d'Ottawa afin de faire valoir que le gouvernement fédéral a juridiction dans le projet Grande-Baleine. En conséquence, l'administrateur fédéral doit mener sa propre étude d’impact environnementale du projet. Me O'Reilly affirme que la Convention :

prévoit que **tout projet d'aménagement sur le territoire nordique doit faire l'objet d'un examen public** [...]. Par contre, une disposition de la Convention [...] précise que le régime de protection de l’environnement créé par **la Convention n'impose pas** « un processus d’examen et d'évaluation des répercussions par le gouvernement fédéral **à moins qu'une loi ou un règlement fédéral l’exige**» (LP, 17-07-91).

[98]

Or, les droits des autochtones proclamés dans la Convention sont « protégés par la loi Constitutionnelle de 1982 » (LP, 17-07-91), précise Me O'Reilly. C'est à partir de cet argument juridique que le procureur déclare la position des Cris, selon laquelle le fédéral doit effectuer une étude d'impact. Ici, l'intentionnalité est positive dans la mesure où les Cris *exigent* cette étude ; ils exercent une contrainte auprès du gouvernement et des autres intervenants de la partie adverse :

Me O'Reilly [...] **a insisté sur la nécessité d'une étude environnementale distincte** de celle menée par le promoteur du projet, Hydro-Québec (LP, 17-07-91).

L’administrateur fédéral de la Convention de la Baie-James doit décider d'autoriser ou non Grande-Baleine en fonction des impacts du projet sur des matières de compétence fédérale, [...] (LD, 17-07-91).

Me O'Reilly discrédite également son interlocuteur :

Dire que le projet est, globalement, de compétence strictement provinciale, c'est « un non-sens constitutionnel [...], c'est l'indépendance avant qu'elle n’arrive ! » (LD, 17-07-91).

ils [les gens d'Hydro-Québec] « s’habillent en environnementalistes alors que ce sont des promoteurs » (LD, 19-07-91),

on manifeste une volonté positive fondée en partie sur une argumentation juridique :

« **les droits des autochtones issus de la CBJNQ**, et qui englobent la protection du mode de vie traditionnel dont la chasse, la pêche et le piégeage font partie intégrante, **sont protégés par la Loi constitutionnelle de 1982**».

« la Convention de la Baie-James et du Nord québécois **donne un droit de veto** aux Cris et aux Inuit ».

« [...] oui, **on veut arrêter** le projet, [...] » (LD, 19-07-91).

« Oui, **on veut bloquer** le projet, [...] » (LP, 19-07-91).

[99]

7.2.1.2. Matthew Coon Come :  
la conciliation conditionnelle...

Le discours de monsieur Coon Come est empreint d'affirmation négative à l'encontre du projet :

« **Nous sommes opposés à ces projets** et nous continuons de déclarer que notre consentement est requis pour ces projets, [...]. **Nous poursuivrons donc nos recours** devant les tribunaux pour faire reconnaître nos droits à cet égard » (LD, 13-09-91).

« Le premier ministre (Robert Bourassa) est déterminé à réaliser le projet. **Nous sommes déterminés à ne pas le laisser faire** [...] » (LP, 13-09-91).

Tout en affirmant l'opposition des Cris au projet Grande-Baleine, Matthew Coon Come adopte un ton conciliant en indiquant qu'il serait prêt à accepter un processus d'évaluation environnemental unique :

« Les audiences publiques qui doivent être tenues en vertu de tous ces processus **pourraient être combinées** de façon à ce qu'il y ait une seule série d'audiences, auxquelles tous les membres des divers comités participeraient » (LD, 13-09-93).

« **Nous sommes cependant prêts** à nous asseoir avec Québec, Ottawa et les Inuit, pour en venir à une entente sur le processus d'évaluation du projet Grande-Baleine » [...], mais seulement si cette entente remplit une série de conditions (LD, 13-09-91).

« Le projet hydro-électrique Grande-Baleine n'est que le premier projet dans le plan de développement d'Hydro-Québec. [...] Nous devons donc être absolument certains que les processus (d'examen public) mettent en lumière tous les faits avant que ces projets soient autorisés » (LP, 13-09-91).

La conciliation est cependant soumise à de nombreuses conditions :

[100]

- l'octroi d'un montant de 12,6 millions de dollars aux autochtones pour mener leur contre-expertise ;

- l'échelonnement du processus d'évaluation sur une période de 3 à 5 ans ;

- la nomination par les gouvernements de membres impartiaux et indépendants ;

- l'examen des justifications écologiques, sociales, économiques et énergétiques du projet Grande-Baleine ;

- l'étude d'alternatives au projet Grande-Baleine ;

- la publication des coûts reliés à la construction de Grande-Baleine ;

- la justification de la rentabilité des contrats d'exportation ;

- la divulgation des contrats secrets ;

- l'autorisation des procureurs des autochtones à contre-interroger les témoins et les experts d'Hydro-Québec (LD, 13-09-91).

Ultimement, il inclut l'opinion publique dans un discours exprimant le rejet. *Le Devoir* du 13 septembre 1991 résume ainsi les propos du leader cri qui est convaincu que l'opinion publique est du côté des Cris :

« Le Grand chef Coon Come s'est dit absolument convaincu qu'une évaluation environnementale objective, [...] aboutira inévitablement à la conclusion que **le Québec n'a pas besoin de Grande-Baleine**. Il fait le pari que **l'opinion publique québécoise rejettera le projet** quand elle connaîtra tous les coûts véritables, les impacts négatifs et les solutions de remplacement » (LD, 13-09-91).

« Un examen public permettra à la population de voir qui a raison. **Nous sommes convaincus** que cet examen, s'il est impartial, **prouvera à tous** que le Québec **n'a pas besoin** de Grande-Baleine » (LP, 13-09-91).

[101]

« Nous croyons qu'une fois que les Québécois connaîtront les impacts et les alternatives à **ces projets**, ceux-ci **seront rejetés**» (LP, 13-09-91).

7.2.2. Le discours des Cris  
dans la presse de langue anglaise

7.2.2.1. James O’Reilly

A) La bataille des champs de compétence

La bataille est engagée sur les champs de compétence. De qui relève la juridiction de l'environnement sur le territoire nordique ? Selon le gouvernement du Québec, la juridiction en matière d'environnement relève du provincial. Me O'Reilly discrédite le gouvernement sur la base d'arguments légaux :

« I respectfully submit that **this is constitutional nonsense**, [...] » (TGM, 17-07-91).

« Legally speaking, there is no jurisdiction known as the environment. It is a shared responsibility between federal and provincial governments, and **both have specific obligations that cannot be delegated**, [...] » (TGM, 17-07-91).

He said **federal jurisdictions include** native people, fisheries, marine mammals, migratory birds, navigables waters such as Hudson Bay, and the Northwest Territories, [...] (TGM, 17-07-91).

Mr. Robinson **has a non-discretionary obligation** to conduct a full environmental and social review, and invoking parallel processes in no way mitigates his role (TGM, 17-07-91).

« If the project is considered entirely a provincial matter, » **the environmental review process no more applies than the James Bay agreement** [...]. « Constitutionally, it's the same issue » (TGM, 17-07-91).

[102]

Selon Me O'Reilly, reconnaître une juridiction strictement provinciale de l'environnement conduirait à l'annulation de l'entente de la Baie James.

B) La société d'État et le gouvernement du Québec  
veulent balayer les Indiens du territoire nordique

Sous le titre **Hydro-Québec calls fight modern version of Custer**, le *Globe and Mail* du 19 juillet 1991 rapporte un affrontement entre les procureurs des deux parties. L'escarmouche débute lorsque l’avocat d'Hydro-Québec accuse les Cris de bloquer le projet Grande-Baleine :

A lawyer for Hydro-Québec told the Federal Court of Canada that Cree Indians are staging a modern-day version of Custer's Last Stand by systematically **blocking the $12,7 - billion Great Whale hydroelectric project** (TGM, 19-07-91).

Me O'Reilly répond à l'accusation d'Hydro-Québec :

Quebec and Hydro-Quebec's zealous insistence on forging ahead with little regard for the long-term impacts on the environment and native people « reminds me of Dances with Wolves » (TGM, 19-07-91).

« You know, when the cavalry came in and **wanted to wipe out** the Indians » (TGM, 19-07-91).

Un peu plus loin, il fait appel à l'allégorie des contes de fée pour discréditer les gouvernements provincial et fédéral, qui prétendent défendre les intérêts des Cris :

« ...sitting there in grandmother's clothes, saying everything’s okay and **waiting to sink their teeth in**» (TGM, 19-07-91).

Face à l'accusation du procureur d'Hydro-Québec selon laquelle les Cris veulent tout simplement bloquer le projet.

[103]

Me O'Reilly reconnaît sans aucune hésitation que telle est la volonté des Cris :

He said the fédéral process under the James Bay agreement is **a tool for blocking** construction, but one that **it is their legal and constitutional right**, as are their other lawsuits (TGM, 19-07-91).

« Sure **we want to stop** the project, [...]. But what do you think Hydro-Québec wants to do ? Build ! Everything else is tra-la-la and doo-da on the road to construction ». (TGM, 19-07-91).

Cette volonté de bloquer le projet découle d'une contrainte, celle de sauver leur territoire et leur mode de vie :

[...] **it is no secret that the Crees are opposed** to the Great Whale project because **it will require** the diversion of five rivers, the flooding of 4,400 squares kilometers of land and **threaten their food sources and traditional way of life** (TGM, 19-07-91).

7.2.2.2. Me Franklin Gertler et la question constitutionnelle

Sous le titre **Hydro dispute threatens federalism**, court told, le *Globe and Mail* du 17 juillet 1991 rapporte la position de Me Franklin Gertler, un avocat de l'Administration régionale crie. Son discours exprime l'obligation de maintenir la présence d'Ottawa dans le processus d'évaluation environnementale, car c'est le fédéralisme canadien qui serait lui-même remis en question :

**denying Ottawa its constitutional right to study projects would « render the federal government impotent**» to the detriment of the environment, native people and all Canadians (TGM, 17-07-91).

[104]

7.2.2.3. Les propos du vainqueur :  
Coon Come

Sous le titre **Review of Great Whale project must last 3 to 5 years. Crees say**, la *Gazette* du 13 septembre 1991 rapportait le ton conciliant des leaders cris :

Quebec Cree leaders said yesterday they **want to get the environmental review** of the Great Whale project on track but **they laid out conditions that might be hard for Québec to swallow** (TG, 13-09-91).

If as Premier Bourassa claims, the project is essential for the future of Quebec, then he **has nothing to fear**. The project will certainly pass the test of impartial study (TG, 13-09-91).

Ultimement, il exprime sa conviction du rejet :

« But he added that in his opinion Bourassa is wrong and the project [...] has too many problems to ever pass a serious review : "**We are convinced that this project will be rejected**" » (TG, 13-09-91).

La conciliation peut se changer en accusation, voire en ton défiant. Monsieur Coon Come interprète à la lettre les paroles du juge Rouleau lorsqu'il exhorte Québec, Ottawa et les Cris à travailler dans un esprit de coopération :

« Is Premier Bourassa ready to accept our position, or **will he again refuse and force the courts to ensure** appropriate, independent environmental and social review of Great Whale project » (TG, 13-09-91) ?

7.2.2.4. Le discours de Bill Namagoose

Bill Namagoose, le directeur exécutif du Grand Conseil des Cris, décrivait à la Gazette du 11 septembre 1991 le jugement de la Cour fédérale comme « another **great obstacle**» à la réalisation du projet Grande-Baleine. Un jugement que Me Mainville a qualifié [105] de « *major, major victory* ». Le ton est à l'assurance et à l'affirmation lorsque Namagoose déclare :

« We've always said a full environmental impact assessment will help bring out all the facts, and once the facts are on the table **the project will not pass the review**» (TG, 11-09-91).

7.2.2.5. Le discours de Matthew Coon Come  
et Matthew Mukash

Le discours des leaders cris est accusatoire :

Coon Come also **accused Quebec** of trying to provoke the Cree by carrying out helicopter flight during the fall goose hunt (TG, 13-09-91).

Hydro-Québec **is backing out of an earlier agreement** to hait helicopter activity around Great Whale this month (TG, 13-09-91).

« We **are going to lose** our hunt » (TG, 13-09-91).

[106]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Chapitre 8

L’exercice des devoirs et fonctions de  
l'administrateur fédéral de la CBJNQ :  
l'action de la Bande des Cris d'Eastmain  
à la Cour fédérale

8.1. Les Cris veulent soumettre Eastmain 1  
au processus d'évaluation

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le 19 juillet 1991, dernière journée des audiences, les Cris vont exiger un examen environnemental fédéral du projet Eastmain 1. Le projet Eastmain est le dernier élément du développement hydro-électrique La Grande de 15 000 mégawatts et dont l'achèvement est prévu pour 1996 (LD, 20-07-91). Hydro-Québec n'est pas de cet avis. La société d'État affirme que le projet Eastmain 1 fait partie du complexe La Grande, un projet qui est exempté du processus d'évaluation prévu par la Convention (TGM, 20-07-91).

Or, l’exemption ne s'est jamais appliquée à ce projet. Et même si elle s'applique, les délais de seize années dans la construction du projet et les modifications apportées dans les plans annulent l'exemption, prétend Me O'Reilly (TGM, 20-07-91).

Les Cris ne veulent pas de juridiction provinciale pour le projet Eastmain 1 parce que son examen environnemental serait lié [107] au régime général de protection de l’environnement. Ils doutent de l'impartialité du ministre de l'Environnement dans l'application de ce régime. Selon eux, le ministre de l'Environnement

« [...] est contrôlé par la ministre de l'Énergie, qui est contrôlée par Hydro-Québec, qui est contrôlé par le premier ministre » (LD, 20-07-91).

8.2. De la conciliation et/ou de la stratégie

[Retour à la table des matières](#tdm)

Selon Me O'Reilly, les Cris exigent des « changements substantiels » en ce qui concerne les projets Eastmain 1 et Laforge 1, notamment la réduction de la superficie des terres inondées. Or, la Convention de la Baie James, qui prévoyait ces deux centrales, précisait la nécessité d'une entente entre Hydro-Québec et les Cris « sur les détails » (LD, 23-05-91). Au cours des journées d'audiences précédentes sur Grande-Baleine, les Cris ont admis, pour la première fois devant la Cour, qu'ils voulaient bloquer le projet :

« Mais pour Eastmain 1, on n'a pas d'autre procédure, admet le procureur des Cris. On veut véritablement une évaluation environnementale fédérale et provinciale du projet selon les termes de la Convention de la Baie James » (LD, 20-07-91).

Détails, changements substantiels ou simplement stratégie ?

8.3. La décision du juge Rouleau

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le 2 octobre 1991, le juge Rouleau enjoint à quatre ministres fédéraux de faire une évaluation environnementale en vertu du décret sur les lignes directrices du PFEEE. « Yesterday's ruling is a [108] clear and important victory », disent les Cris (TG, 04-10-91). Ce jugement conduit Hydro-Québec à en appeler, tandis qu'il est lui-même l'objet d'un contre-appel déposé par les Cris le 13 novembre 1991. Les travaux de construction à la veille de commencer sont reportés au printemps 1992. Entre temps, une requête pour rejet du contre-appel des Cris est rejetée en Cour fédérale le 3 décembre 1991.

[109]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Chapitre 9

Les actions des Cris et als contre  
le contrat d’achat d’électricité  
de la *Vermont Joint Owner* (VJO)

9.1. Le contexte de la cause

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le 2 octobre 1990, la Commission des services publics du Vermont autorise l’achat d'énergie du Québec pour un contrat de 5,7 milliards de dollars d'une durée de 30 ans, représentant 340 mégawatts, dont l'échéance de ratification est le 30 avril 1990.

La nature du lobbying contre le contrat d’achat d'électricité au Vermont suit le même tempo et le même profil que celui de la campagne anti-Grande-Baleine contre le contrat de la NYPA (voir chapitre suivant) : guérilla juridique, événements mass-médiatiques afin d'orienter l'opinion publique, conférences de presse, intervention du maire de Burlington et du maire de la ville de New York, etc.

Le mois suivant l'entente, soit en novembre 1990, le Grand Conseil des Cris fait appel de cette décision devant la Cour suprême du Vermont. Un élément spécifique de ce lobbying caractérise le mouvement anti-Grande-Baleine au Vermont. Il s'agit des référendums prévus dans les municipalités du Vermont. Celui de Burlington a lieu le 6 mars 1991 ; le maire de la ville appelle son [110] rejet. Le résultat du référendum s'avère positif pour Hydro-Québec : 4 434 électeurs, soit 54% des votants, approuvent le contrat d'achat d'électricité de 15 mégawatts.

Le 19 avril 1991, le Public Service Board (PSB) du Vermont déclare qu'il ne peut approuver le changement de la date de ratification car le contrat est contesté devant la Cour suprême de l’État.

Le 25 avril, le Sierra Club et les Cris dévoilent à Burlington les détails du contrat secret entre Norsk-Hydro et Hydro-Québec, ce qui permet aux consommateurs québécois d'en prendre connaissance, malgré l'injonction du juge Forget qui interdit aux médias du Québec de le diffuser ou de le commenter au même titre que les douze autres contrats secrets.

Finalement, le jour de la date d'échéance de ratification, le 30 avril 1991, le PSB autorise le report du délai jusqu'au 30 novembre 1991. Cette décision est immédiatement l'objet d'une demande d’appel devant la Cour suprême du Vermont déposée par Me Jim Dumont, procureur du Grand Conseil des Cris et de la New England Coalition for Energy Efficiency and Environment.

Au même moment, on annonce que le référendum de Burlington est annulé en raison d'irrégularités observées et qu'il y aura une reprise de la consultation publique.

En principe, Hydro-Québec et le Vermont Joint Owner ont « verrouillé » leur contrat au cours du mois d'août. Pourtant, le journal *La Presse* affirme, le 26 septembre 1991, que « le contrat [111] d'Hydro avec le Vermont n'est pas dans le sac ». En effet, le Grand Conseil des Cris et leurs alliés environnementalistes présentent une requête le même jour devant le PSB du Vermont pour obtenir une nouvelle série d'audiences publiques sur l'ensemble du contrat.

Le deuxième référendum fixé au 8 octobre 1991 renversera le premier en révélant, cette fois, une majorité d'électeurs (n = 3 335) contre le contrat d'achat, soit 58% sur un total de 5 744 votes. Il faut souligner que sur les quinze (15) consultations réalisées auprès des électeurs, onze (11) ont appuyé le contrat d'achat et les quatre votes négatifs ne portent que sur 17 mégawatts, alors que 340 sont prévus dans le contrat original.

Il faut souligner également une omission générale de la presse en ce qui concerne la couverture de ces consultations, en particulier celle de Burlington : les 3 335 électeurs contre le contrat d'achat ne représentent que 14,5% des 22 976 électeurs sur une population d'environ 40 000 habitants. Replacé dans une perspective plus globale, ce vote signifie que la grande majorité des électeurs, soit soixante-quinze pour cent (75%), font montre de la plus grande indifférence envers les sources énergétiques.

Les résultats du référendum de Burlington du mois d'octobre 1991 ne peuvent donc être autre chose qu'une « victoire symbolique », d'autant plus que onze (11) autres municipalités du Vermont ont approuvé le contrat d'achat.

[112]

9.2. Le discours des Cris dans la presse  
de langue française et de langue anglaise

[Retour à la table des matières](#tdm)

Matthew Coon Come qualifiera ce nouveau référendum d'« importante victoire symbolique » :

« In Burlington, all the facts were on the table about the social, economic and environmental consequences of the Great Whale project and the people said no » [Matthew Coon Come], (TGM, 10-10-91).

Les Cris et le Sierra Club s'opposent au développement hydro-électrique de la Baie James pour trois raisons :

1. Il y a un potentiel de **désastre écologique**;

2. Ce développement **bafoue** les droits des Cris et des Inuit

3. Les programmes de conservation de l'énergie peuvent **combler** tous nos besoins en électricité. (LP, 22-02-91).

Le mois suivant, le 8 novembre 1991, la Cour suprême du Vermont rejette une « demande de renvoi » des Cris et, le 26 du même mois, elle rejette également leur appel visant à reconsidérer, à réouvrir ou à amender la décision déjà rendue par la CSP du Vermont quant au contrat et au « *waiver ».*

[113]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Chapitre 10

Les actions des Cris et als contre  
le contrat d'achat d'électricité de  
la *New York Power Authority* (NYPA)

10.1. La chronologie

[Retour à la table des matières](#tdm)

L'entente entre Hydro-Québec et la NYPA pour l'exportation d'électricité est signée en avril 1989. Ce contrat, d'une durée de 21 ans, représente des revenus situés entre 17 et 24 milliards de dollars. La date ultime de résiliation sans pénalité est fixée au 30 novembre 1991. Selon le bulletin n° 1 d'Hydro-Québec (juin 1989), le début des travaux d'accès après les autorisations gouvernementales est prévu pour le mois de juin 1990 et les travaux de construction du complexe hydroélectrique pour le mois de mai 1992. Dans le bulletin n° 5 (novembre 1991), le début des travaux de construction de GB1 est prévu pour le printemps 1994 et la mise en service, pour le mois de septembre 1999. Entre ces deux projections survient l'annulation du contrat le 27 mars 1991, trois années après l'entente signée au mois d'avril 1989.

La chronologie elle-même mérite d'être examinée :

[114]

- Le 4 avril 1990, soit un an après l'entente, l'État de New York dévoile un projet de loi par lequel on entend obliger les fournisseurs d'électricité à faire la preuve que leurs livraisons ne se font pas au prix de dommages environnementaux aussi majeurs qu’irréversibles.

- Le mois suivant, le Sierra Club et les Cris déposent une action judiciaire à la Cour suprême de New York dans le but d'obtenir une évaluation environnementale des contrats d'exportation d'électricité. Cette demande sera rejetée par la Cour suprême au mois de décembre de la même année.

- Le 28 août 1990, une coalition environnementale et les Cris déposent une nouvelle action judiciaire à la Cour supérieure de New York pour les mêmes motifs en prétendant que les contrats vont conduire à la construction de nouveaux générateurs et d'équipements qui polluent l'air et l'eau et qui détruisent les zones de migration pour l'avifaune. De plus, ces développements hydro-électriques constituent une atteinte à la survie socio-culturelle des Cris.

À la suite du rejet en Cour suprême de l'action des environnementalistes et des Cris en décembre 1990, l'Assemblée législative de l'État de New York étudie en janvier 1991 un projet de loi anti-Grande-Baleine (le projet Hoyt). Une manifestation écologiste anti-Grande-Baleine est organisée le 5 janvier à New York sous les thèmes : **Ecological and Human right atrocity et Affront to the most basic principles of ecological sanity** (TGM, 05-01- 91).

[115]

Au cours du mois d'août 1991, le maire de New York demande à la NYPA de retarder l'échéance du 30 novembre pour la ratification de l'entente afin de procéder à l'étude des implications économiques, environnementales et stratégiques du contrat. Ce report d'un an de la date d'échéance de la ratification est annoncé au Québec par le premier ministre le 27 août 1991. Au même moment, le gouverneur de l'état de New York commande deux études d'évaluation auprès du Goodman Group, conseillers des Cris, dont l'échéance de dépôt est fixée au mois de mars 1992.

Début octobre 1991, l'Assemblée législative de l'État de New York commence les auditions publiques concernant le contrat d'achat. Des concerts publics sont organisés contre Grande-Baleine dans la ville de New York. Le 21 du même mois paraîtra une page publicitaire contre Grande-Baleine dans le New York Times, qui sera suivie, en janvier 1992, d'un reportage sur la baie James dans le New York Times Magazine.

Début mars 1992, la Commission des services publics de l'État de New York rend publiques les études du Groupe Goodman concluant que le coût de l'énergie d'Hydro-Québec dépasse de trente pour cent (30 %) celui de l'énergie locale.

Le projet de loi présenté par William Hoyt est adopté avec une forte majorité le 16 mars 1991 à l'Assemblée législative de l'État de New York.

La demande de la NYPA d'une réduction de 30% du prix de l'électricité d'Hydro-Québec est rejetée par la société d'État, ce qui conduit à l'annulation du contrat le 27 mars 1992.

[116]

10.2. Le discours cri  
dans la presse de langue française

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les Cris et les Verts célèbrent une grande victoire, selon un sous-titre du journal *La Presse* du 28 mars 1992, au lendemain de l'annonce de l’annulation du contrat d'achat.

C'est la seule référence aux Cris que l'on trouve dans la presse de langue française à ce moment stratégique *(Le Devoir, La Presse).*

Le 18 mars 1992, soit dix jours plus tôt, *La Presse* souligne également la « grande victoire » des Cris lors de l'adoption, par l'Assemblée législative de l'État de New York, du projet de loi visant à réévaluer le contrat d'achat d'électricité.

Dans ce même contexte, lors des auditions publiques sur ce projet de loi. *Le Devoir* du 12 mars 1992 relève les propos d'un membre du parlement du Canada « qui fait avec les avocats des Cris la tournée des parlementaires new-yorkais » de l'État :

Elle a exhorté les New-Yorkais à adopter ce projet de loi, qu'elle a comparé aux sanctions commerciales qu'ils ont déjà prises contre l'Afrique du Sud et le Brésil en signe de protestation contre l'apartheid et la destruction de la forêt amazonienne,

rapporte *Le Devoir* sous le titre : **Les Cris enrôlent une députée libérale pour leur lobbying à New York**.

Les axes de la campagne que mène la coalition anti-Grande-Baleine dans les états de New York, du Vermont et du [117] Massachusetts, peuvent être ramenés aux thèmes du génocide culturel et de la catastrophe écologique.

Dans ce climat médiatique, les Cris et Hydro-Québec trouvent matière à se réjouir lors du report de la ratification définitive du contrat et de la commande de deux études supplémentaires sur les impacts environnementaux, économiques et stratégiques que l'annulation du contrat aurait sur l'État de New York. « C'est bon signe », déclare Bill Namagoose. « C'est très positif », affirme le délégué commercial aux marchés externes d'Hydro-Québec (LD, 31-08-91).

Six mois avant l'annulation du contrat d'achat, tout le monde affiche son optimisme quant aux deux options : annulation vs ratification du contrat.

D'une façon générale, le discours des Cris, dans la presse de langue française, en rapport avec le contrat d'achat de la NYPA se limite à quelques interventions qui traduisent un dialogue de sourds (LD, 08-08-91 et 30-08-91) entre les pro et les anti Grande-Baleine : « Véritable campagne de publicité » de la part des Cris, déclare la ministre de l'Énergie du Québec, tandis que le président du Grand Conseil des Cris critique vertement le projet (LD, 08-08-91) et assortit ses propos de quelques accusations :

« Il [le premier ministre] a lui-même mis en danger son projet en essayant de prendre un raccourci au début du processus » (Bill Namagoose, LD, 31-08-91) ; « On n'a pas le choix, rétorque le premier ministre, ... le seul entêtement du gouvernement, c'est de vouloir respecter les lois » (LD, 31-08-91).

[118]

10.3. Le discours cri  
dans la presse de langue anglaise

[Retour à la table des matières](#tdm)

La presse de langue anglaise accorde une place plus grande au discours des Cris et de leurs alliés environnementalistes. La page du New York Times représente bien les thèmes traités :

Hydro-Québec's project is comparable to what is happening to the Brazilian rainforest [[6]](#footnote-6)\*.

[...] It needs to be stopped because it is environmentally unsound.

The contracts... will have repercussions in New York.

[These] projects would destroy the breeding and staging grounds of migratory birds that spend part of the year in New York.

Flooding caused by the dams would release « substantial quantities » of carbon dioxide and methane — gases that contribute is greenhouse effect — from decaying trees.

These contribute to the warming of the global climate, with potentially catastrophic effects upon New York State (TG, 30-05-90).

The Sierra Club, the Cree Indians of Northern Quebec and other groups launched a suit in New York Superior Court, claiming the power contracts with lead to the construction of new generators and equipment that pollute the air and water, it « greenhouse gases » and destroy breeding areas of migratory birds.

Hydroelectric development in Northern Quebec will also harm the « culture, historié places, fundamental human rights and indeed the very lives of the Cree » (TGM, 28-08-90).

[119]

Les thèmes abordés dans la presse anglophone sont les suivants :

- Génocide culturel

- Catastrophe écologique

- Répercussions à New York

- Destruction des zones migratoires

- Ennoiement

- Quantités substantielles d'émissions polluantes

- Effet de serre

- Réchauffement de la planète

- Effets potentiellement catastrophiques dans l'État de New York

- Destruction des sites historiques

- Atteinte aux droits fondamentaux

- Atrocité

Il faut noter que tous ces aspects du discours des Cris et de leurs alliés font l'économie de toute estimation, de toute comparaison et, donc, de toute pondération, un trait distinctif de la **désinformation**.

Finalement, l’annulation des contrats d'achat de la New York Power Authority sera qualifiée de victoire extraordinaire : « *This is a tremendous tremendous victory*», dit Bill Namagoose :

« We've been fighting this issue for 2,5 years at the grassroots level, taking an Hydro-Québec — which I think is the fourth— largest utility in the world. The adds were against us » (TGM, 28-03-92).

Il faut souligner également que ce discours absolutiste est scandé par des événements mass-médiatiques.

[120]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Chapitre 11

La requête des Cris, des Inuit  
devant le Tribunal international  
de l’eau

11.1. Le discours des Cris  
dans la presse de langue française

[Retour à la table des matières](#tdm)

Trois articles du Devoir couvriront l'affaire devant le tribunal :

**Hydro accuse les Cris de camoufler leur vrai objectif derrière les arguments écologiques** (LD, 12-02-92).

**L'arbitre du Québec siège aussi comme conseiller d'un organisme associé aux Cris à Grande-Baleine** (LD, 19-02-92).

**Le Tribunal international de l'Eau ne condamne pas Grande-Baleine** (LD, 21-02-92).

Dans leur mémoire, préparé par le Comité canadien des ressources de l’Arctique et l'Académie Rawson des sciences de l'eau :

1) Les Cris demandent que la phase I de la Baie James soit déclarée une atteinte permanente, sévère et inacceptable aux ressources hydro-électriques nord-américaines et que les projets Grande-Baleine et NBR soient aussi condamnés au même titre avant que leur évaluation environnementale ne soit terminée.

[121]

2) Ils **réclament** un verdict déclarant le projet contraire aux principes du développement durable et contraire aux droits des plaignants en vertu des principes admis par la communauté internationale, le droit canadien et le droit québécois.

3) Ils **demandent** que le Tribunal reconnaisse un droit de veto à la nation crie sur les projets hydro-électriques et exigent la mise en place d'un processus d'évaluation compatible avec les règles morales et internationales dans ce domaine.

4) Ils **demandent** de déclarer Ottawa en infraction avec son obligation fiduciaire par rapport aux autochtones (LD, 21-02-92).

Les réclamations des Cris consistent en une affirmation pure sur le plan des droits des minorités (droit canadien, droit québécois, droit de veto), sur le plan éthique (règles morales et internationales) et par le ton accusatoire (déclarer Ottawa en infraction). Le Devoir rapporte :

le Tribunal de l'Eau a finalement fait droit aux principales demandes d'Hydro-Québec en reconnaissant la valeur des mécanismes québécois et canadien mis en place pour évaluer les impacts environnementaux du projet Grande-Baleine (LD, 21-02-92).

Il faut rappeler que le protocole d'entente pour l'harmonisation des processus d'autorisation a été signé le 23 du mois précédent enlevant ainsi aux autochtones, aux Cris notamment, l'assise principale de leurs réclamations adressées au tribunal. Cependant, le tribunal se surprend :

« [du fait qu']on n'ait pas été capable de prendre en considération les revendications des Cris » (LD, 21-02-92).

[122]

Le ministre de l'Énergie du Québec s'insurge contre ce paragraphe, et ce même paragraphe fera crier victoire à Matthew Coon Come :

« ...une grande victoire pour mon peuple » (LD, 21-02-92).

11.2. Le discours des Cris  
dans la presse de langue anglaise

[Retour à la table des matières](#tdm)

Cinq articles couvriront les audiences du Tribunal international de l'Eau :

**Hydro-Québec challenges panel. Utility says tribunal's hearing on James Bay projects will be media circus** (TGM, 07-01-92).

**Cree itching to take charge of James Bay project : Hydro** (TG, 13-02-92).

**Jury to assess James Bay and Three Gorges** (TG, 15-02-92).

**Hold off on Great Whale till review is done : panel. James Bay is an "ongoing intrusion" for Cree, international tribunal says** (TG, 21-02-92).

**James Bay project called "intrusion". Hydro-Québec, Crees both claim victory in panel ruling** (TGM, 21-02-92).

Selon les termes de monsieur Coon Come, il s'agit d'une grande victoire : « *A Great victory for my* people » (TG et TGM, 21-02-92), mais, selon Bill Namagoose, ce n'est qu'une demi-victoire : « *The best we could have had »* (TG, 21-02-92) étant donné qu'ils viennent de signer un protocole d'entente pour la coordination des processus d'évaluation globale du projet.

[123]

Le discours cri, dans cette affaire, est directement accusatoire et peut devenir méprisant :

« Hydro's statements are dissmissed as "nuts" » (TG, 13-02-92).

Quebec **does not respect** the spirit of that pact [the Convention] when it decides to develop new hydro-electric dams without Cree consent (TG, 13-02-92).

« Every time they [Hydro] get an opportunity to debate the issues with us before an impartial tribunal, they **back off**» (TGM, 07-01-92).

« They're [Hydro] scared because they can't justify these projects environmentally, economically or morally » (TGM, 07-01-92).

À un autre moment de la même affaire, Bill Namagoose affirmera que ce n’est pas le contrôle total des ressources naturelles que les Cris veulent :

« What we want is **shared control**. That was the whole idea of the James Bay Agreement » (TG, 13-02-92).

[124]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Chapitre 12

Le discours des Cris et des Inuit  
relatif à la Convention de la Baie-James  
et du Nord québécois (CBJNQ)

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les articles rapportant des éléments du discours cri et inuit au sujet de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois sont au nombre de seize (16) au cours des années 1990 et 1991. On en retrouve deux dans *Le Devoir* dont l'entrevue du lundi du Grand chef des Cris du Québec, Matthew Coon Come. Au mois de janvier 1991, le journal *La Presse* publie une série d'articles lors d'un reportage sur les Cris de Whapmagoostui et Kuujjuaarapik. Trois articles sont publiés dans la *Gazette,* un dans le *Globe and Mail.*

C'est sur la base de ce corpus que nous tenterons de repérer les grandes catégories du discours des Cris et des Inuit en regard de leur situation plus globale telle qu'elle fut codifiée par cette convention historique.

À ce sujet, il n'est pas inutile de reprendre les termes des enjeux, qui se cristallisent autour de cette convention, tels qu'ils apparaissent en conclusion de l'étude exploratoire de *La presse éditoriale sur le complexe hydro-électrique Grande-Baleine au Québec et au Canada : 26 mars 1990 - 23 avril 1992.*

[125]

L'histoire des relations du gouvernement canadien avec les populations autochtones n'est pas glorieuse. La presse le reconnaît. Mais dans cette aventure, du moins en ce qui concerne le gouvernement du Québec, on reconnaît que les Accords de la Baie James et du Nord québécois « constituent un véritable contrat social qui est sans équivalent au Canada et même en Occident ». Cet accord « offrait pour la première fois dans l'histoire du Canada un cadre de concertation innovateur et efficace », selon *Le Devoir* (22-11-1990). En retour du droit de développer les ressources hydroélectriques, les populations cris et inuit ont reçu respectivement 135 millions de dollars et 90 millions de dollars de compensations directes. L'Accord leur donne des droits exclusifs de pêche, de chasse et de trappage sur des milliers de kilomètres carrés, le contrôle entier sur l'éducation, les services de santé et le gouvernement municipal (*Globe and Mail,* 19 avril 1990). Dans les faits, rappelle Hydro-Québec :

« les gouvernements ont versé des compensations financières aux Cris, aux Inuit et aux Naskapis afin de les soutenir dans leur volonté de se bâtir une économie propre. Depuis la signature de la Convention, c'est à plus de 990 000 000 $ qu’il faut évaluer les sommes versées par les gouvernements et Hydro-Québec aux quelques 10 000 Cris qui occupent le territoire, et ce, à titre de compensations, aides et déboursés découlant de la Convention et ses modifications » (Hydro-Québec, 19 décembre 1991).

Mais leurs revendications ne se situent plus dans le cadre de cette Convention. Ce qu'ils espèrent c'est « la restauration de leur pleine autorité sur le territoire controversé » (LD, 31-03-1992).

[126]

12.1. Le discours cri au sujet de la CBJNQ  
dans la presse de langue française

[Retour à la table des matières](#tdm)

La presse rapporte principalement les propos des leaders cris sur la Convention. Il s'agit principalement de Matthew Coon Come, Grand chef du Conseil des Cris du Québec, Diom Saganash, vice-président du Grand Conseil cri, Bill Namagoose, directeur exécutif du Grand Conseil cri, Albert Diamond, président du Bureau cri des compensations, Matthew Mukash, coordonnateur du Conseil de bande de la réserve de Whapmagoostui, Violet Pachanos, chef crie, Robbie Dick, chef cri de Grande-Baleine, John Petagumskum, maître de chasse.

12.1.1. De la conciliation à la revendication territoriale :  
l'entrevue de Matthew Coon Come au journal Le Devoir

Sous le titre **Matthew Coon Come. Le chef des Cris brandit l'opinion publique plutôt que les armes**, publié dans *Le Devoir* le 23 septembre 1991, le chef cri passe de la conciliation à l'accusation.

Au cours de cette entrevue, un an après les événements d'Oka et de Kanesatake, le Grand chef cri rend les armes :

« Nous ne sommes plus au temps des cow-boys et des Indiens ». « Oka nous a appris que les fusils n’avanceront jamais la cause des autochtones ».

Mais le chef fait appel à l'opinion publique et à l'ordre juridique : « J'ai encore foi dans le processus légal »*,* dit-il. Un autre leader cri, Matthew Mukash, avait déjà estimé :

[127]

« qu'avec l'appui de la population du Sud, les Cris n'auraient même pas besoin de jugements favorables de la Cour » (LP, 08-01-91).

Le terrain de la conciliation, tel qu'envisagé par Matthew Coon Come concerne particulièrement le changement culturel. Mais plutôt que de conciliation, il faudrait plus précisément parler d'adaptation à la technologie, au développement, à l'économie de marché ainsi qu'en font foi les extraits suivants :

... « Le mot approprié serait **s’acculturer**, c'est-à-dire **s'adapter** à la technologie pour améliorer nos conditions de vie. Les motoneiges ont remplacé les traîneaux à chiens, nous dormons sur des matelas et non plus sur des branchages, et il n'y a rien de mal à ça ».

« Je pense que toute société doit avoir une économie mixte, et pas un seul projet central, pour survivre et se stimuler. » Le chef évoquera le besoin qu'ont les Cris de nouvelles routes, d'améliorer leurs moyens de transport aérien et de télécommunication, de se doter d'infrastructures pour des activités de « tourisme et peut-être d'exploitation forestière, minière, ... ».

« Nous, les leaders, avons l'énorme responsabilité de préparer nos jeunes à un système économique salarié, et je crois que nous sommes en train de réussir » (LD, 23-09-91).

Autant de voies de coopération, mais ce terrain de conciliation est miné par deux ordres de réalité contraignants, soit l'effondrement de l’économie traditionnelle des Cris et le développement de mégaprojets de la société d'État.

12.1.1.1. Effondrement  
de l'économie traditionnelle des Cris

« La base économique actuelle, le plus gros employeur, c'est de vivre de la terre comme chasseurs, pêcheurs et trappeurs. »

[128]

Une économie qu'a « fortifiée » le Programme gouvernemental de sécurité du revenu des trappeurs et chasseurs cris, institué par le chapitre 30 de la Convention de la Baie James :

« C’est un bon programme, une réussite, qui a fait de nous l'envie de tous les autochtones au Canada et d'ailleurs. Le problème est que cette économie s'est effondrée avec celle de la fourrure », explique le grand chef, dans l'un des rares moments, sur près de trois heures d'entrevue, où son ton s'est fait véhément. « Parce qu'avec les activistes du genre Greenpeace, les tentatives de rendre le trappage illégal, la propagande sur les prétendus "mignons phoques blancs", tout ça a pratiquement détruit notre économie. Si bien que ce programme commence maintenant à ressembler au bien-être social. Et ça nous ramène à une situation que nous ne voulions pas : dépendre de la charité gouvernementale » (LD, 23-09-91).

12.1.1.2. Le développement de mégaprojets  
comme développement à court terme

« Demandez donc aux villes de Matagami, de Senneterre, de Chapais si elles en ont profité [des mégaprojets hydroélectriques]. C'est du développement à court terme, qui profite aux gens de l’extérieur. »

« Nous ne sommes pas contre le développement, nous sommes contre le développement irresponsable » (LD, 23-09-91).

Entre le terrain de la conciliation, sur le plan de l'adaptation et celui des contraintes, sur le plan du développement économique unilatéral, se déploie le champ des accusations et celui de l'affirmation de soi, principalement sur le plan juridique. Au banc des accusés se trouvent les gouvernements, les politiciens et la mauvaise application de la Convention de la Baie James :

« Les entreprises cries sont systématiquement minées par Québec. »

[129]

« Le gouvernement du Québec nous a combattus à fond. » « Dès que les gouvernements ont eu ce qu’ils voulaient, ils ont concentré leurs efforts sur la réalisation des barrages et **laissé tomber** le reste. »

« C'est toujours l'attitude des politiciens canadiens face aux autochtones, de leur **lancer de l'argent à la figure !**»

« L'intention de la Convention de la Baie James était de nous donner voix au chapitre de sorte que les choses se fassent d’une façon compatible avec notre mode de vie traditionnel. Nous devions pouvoir nous asseoir et en discuter avec les promoteurs de ces projets. »

« Les mesures que prévoyait la Convention pour faire participer les Cris au développement économique **n'ont pas fonctionné**», [Matthew Coon Come] (LD, 23-09-90).

L'affirmation de soi sur le plan juridique passe par la question de savoir qui est propriétaire des ressources naturelles, avance Matthew Coon Come :

« Réglez plutôt la question de la propriété. Avec une propriété pleine et entière, je pourrais faire payer des loyers à Hydro-Québec et envoyer des factures aux foresteries. Si on a juridiction sur le territoire, on peut imposer des taxes sur les usagers. Nous voulons que la question de juridiction soit réglée en principe ». Car pour le chef cri, « la Convention est le règlement hors-cour de notre première poursuite judiciaire, cette question [à savoir qui est propriétaire des ressources naturelles] n'a pas été réglée, parce que la question de la souveraineté n'a pas été réglée » (LD, 23-09-91).

Dans un article du 2 octobre 1990 du *Devoir,* madame Violet Pachanos, chef crie, explique que :

« l'enjeu de la bataille qui s'amorce autour de Grande-Baleine, ce sera ce territoire ». Divers aspects concernent la question territoriale, notamment la route, c'est-à-dire le désenclavement du territoire et « le contrôle des populations animales et des ressources »,

car, titre *Le Devoir* du même jour :

[130]

**Les Cris [sont] sous la menace de la « horde blanche**, ... « les milliers de chasseurs, de pêcheurs blancs » (LD, 02-10-90).

Ici, encore, madame Pachanos voit dans la négociation nécessaire du territoire :

« la seule façon de ne pas nous retrouver ... avec 100 % des impacts de la nouvelle route et un dixième des bénéfices comme ce fut le cas avec la Baie James » (LD, 02-10-90).

12.1.2. La négation et le rejet :  
Matthew Mukash

Sous le titre général : **La menace qui vient du Sud**, *La Presse* publiait, en janvier 1991, une série d’articles dans lesquels s'expriment principalement les leaders cris.

Les propos de Matthew Mukash, coordonnateur cri des travaux sur Grande-Baleine, se rangent globalement dans le registre de la négation et du rejet :

« Peu importe ce que disent les études d'impact, nous nous **opposerons** quand même au projet. » (LP, 05-01-91)

« Nous avons vu les effets dévastateurs du développement sur les communautés cries de la baie James, nous **ne voulons pas** que cela se produise ici. »... « Nous estimons avoir maintenant le droit de dire non. » (LP, 05-01-91)

« Nous avons tendance à être aspirés par le progrès... Quand la réserve de Chisasibi a été reliée par la route, la drogue et l'alcool ont commencé à circuler librement sur le territoire comme dans n'importe quelle société, les cas de dépendance se sont multipliés. **Nous ne voulons plus** que cela se reproduise. » (LP, 05-01-91)

[131]

Cette position négative exprimant clairement le rejet est assortie d'une menace à peine voilée :

« Nous ne pouvons pas contrôler les gens... Dans notre communauté, de nombreuses factions croient très fermement en quelque chose, c'est pourquoi **il est difficile de prévoir ce qui se passera, s'il y aura de la violence ou non**. » (LP, 05-01-91)

Cette menace, quant à elle, est soumise à une condition exigeante :

« ...Si le gouvernement nous écoute, rien ne pourra justifier que des Cris prennent les armes » (LP, 05-01-91).

Mais comment croire à la bonne foi de la société d'État qui :

« **trompe** [selon monsieur Mukash] l'ensemble de ses actionnaires, c'est-à-dire la société québécoise » (LP, 06-01-91).

« Nous **ne pouvons pas** faire confiance à Hydro-Québec... Ils sont à la fois juge et partie. Ça n'a aucun sens. » (LP, 05-01-91).

12.1.3. De la contrainte à la négation : Diom Saganash

Trois articles de cette série caractérisent bien le discours de Diom Saganash, vice-président du Grand Conseil des Cris :

- **L'économie des Cris est en voie d'asphyxie**. (LP, 07-01-91)

- **Pour les Cris, le projet de Grande-Baleine remet en question la Convention de la Baie James**. (LP, 05-01-91)

- **NBR, l'autre menace**. (LP, 08-01-91) ;

les contraintes économiques : l’économie traditionnelle des Cris est en train de s'asphyxier sous le poids démographique et l'isolement [132] géographique alors que le territoire ne peut plus absorber de nouveaux chasseurs et que le développement économique est toujours plus ou moins au point mort, selon Diom Saganash. Malgré les ouvertures du gouvernement pour discuter de développement économique, affirme Saganash :

« Nous nous sommes vite rendu compte qu’il [le gouvernement] tentait de nous ramener Grande-Baleine sur le tapis » (LP, 07-01-91).

Or,

« Ce chapitre [le chapitre 28 de la Convention de la Baie James] prévoyait la création d'une société ayant pour objectif "d’aider, de favoriser et d'encourager la création, la diversification, le développement des affaires, des ressources et des industries du Territoire dans le but d'améliorer au maximum les perspectives économiques des Cris" » (LP, 07-01-91) ;

la négation politique :

« Le gouvernement **fait fausse route** s'il croit que nous ne cherchons qu'à nous assurer une position de force ».

« Notre position est **ferme**, ajoute toujours Diom Saganash, parce que nous vivons depuis 15 ans avec les conséquences du complexe de la baie James et que nous **ne voulons plus** vivre une pareille expérience. Nous vivons aussi depuis 15 ans avec une convention qui ne nous a rien apporté sans que nous ayons à harceler le gouvernement. Les Cris ont tenté de vivre en coexistence pacifique avec la culture du Sud mais maintenant, **nous ne voulons plus rien entendre**. »

Selon lui, les désillusions accumulées depuis la signature de la CBJNQ **expliquent pourquoi le mouvement de contestation gronde si fort dans les communautés cries du Québec**. (LP, 05-01-91)

[133]

Au mois d'août 1991, lors d'une rencontre entre adversaires et partisans de Grande-Baleine, Me Robert Mainville est plus conciliant :

les Cris ont laissé entendre qu’ils cesseraient de boycotter le projet si le gouvernement mettait sur pied une étude globale du projet (LP, 30-08-91).

12.2. Le discours cri au sujet de la CBJNQ  
dans la presse de langue anglaise

[Retour à la table des matières](#tdm)

Quatre articles dans la presse de langue anglaise reprennent des éléments de la Convention.

Il faut rappeler que les trappeurs bénéficient d'un programme de sécurité du revenu tel qu'établi dans la Convention pour les Cris qui passent au moins 120 jours par année dans la forêt. Les subventions varient de 11 000 $ à 15 000 $. Or, The **whole area's going to be affected**, titre la *Gazette* en citant un jeune Cri, James Masty :

« And when the land is affected, so are the people » (TG, 15-12-90).

Robbie Dick, le chef de Grande-Baleine, résume la situation :

The effects of the Great Whale project add up to too much, too fast. He is not against development, he says, but projects on the scale of Hydro's proposed dams are incompatible with the environment and way of life.

"We can share this together — the land and its resources — without destroying it. But they want to use [134] it for their own purposes and never mind the people who live up here. That's not sharing. We call that stealing" (TG, 15-12-90).

Quebec will face a fight if it tries to drag the Cree and their ancestral lands out of confederation, two Cree leaders said yesterday (TG, 11-03-91).

« Wherever Quebec is going, they're not taking us by the hand and pulling us along with them, » said Chief Robbie Dick of the Whapmagoostui band in Great Whale (TG, 11-03-91).

And Bill Namagoose, executive director of the Grand Council of the Cree warned that the first inhabitants of the North will have a say in the future shape of Quebec.

« Quebecers are taking the North for granted, » « They should not. »

It was in 1912 that Ottawa transferred the northern territory to the province of Quebec, and some constitutional experts argue there's no reason Quebec should be able to keep the land if it becomes an independent State.

Namagoose said that if Quebec separates... the landmark 1975 James Bay agreement signed between Ottawa, Quebec, the Cree and the Inuit would have to be scrapped.

That agreement, which made possible the first phase of James Bay hydroelectric development, saw natives surrender land daims in return for promises of $232.5 million in compensation (TG, 11-03-91).

[135]

I

12.3. Le discours inuit au sujet de la CBJNQ  
dans la presse de langue française

12.3.1. La peur du choc culturel

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le maire de Kuujjuarapik, Sapa Flemming, ne veut pas de la route entre LG2 et GB1. Il ne veut pas plus de l'aéroport qui permettra l'arrivée de milliers de travailleurs blancs :

« Les choix que nous faisons aujourd'hui vont transformer tout le Nouveau-Québec. Si le projet Grande-Baleine va de l'avant, plus rien ne sera jamais pareil » [maire de Kuujjuarapik] (LP, 05-01-91).

« Le projet d'Hydro-Québec peut **détruire** notre monde » (LP, 05-01-91). « Donnez-nous 20 ans pour absorber le **choc culturel** que nous vivons et nous serons peut-être prêts » [Sapa Flemming] (LD, 02-10-90),

Il évoque également le choc culturel entre les jeunes Inuit et leurs aînés :

« Les **sentiments** sont **très partagés**, dit Alec Tuckatuck. Les jeunes s'inquiètent des risques de contamination du poisson par le mercure, mais ils parlent bien plus des chances de se trouver un emploi aux chantiers. **Les gens plus âgés** pensent surtout que tout ce qui nous est venu des Blancs nous a toujours causé des problèmes. Ils sont convaincus que nous courons au désastre. » (LD, 05-01-91)

« Nous avons **déjà** perdu beaucoup de nos traditions, notre **mode de vie traditionnel** est peu à peu abandonné par les plus **jeunes**», relate Sapa Flemming (LP, 05-01-91).

[136]

Le responsable de la formation professionnelle pour la société Makivik, Marc Voinson, pense que :

« les Inuit doivent apprendre à se responsabiliser, à ne pas décider qu'un vendredi matin, ils préfèrent aller en week-end de chasse plutôt qu'au travail » (LP, 07-01-91).

« Notre plus sérieux problème provient du manque de formation. » (LP, 07-01-91)

« Cette année, entre **25 et 30 jeunes** descendent dans le Sud pour leurs études post-secondaires. C’est encore **trop peu**», estime le responsable de la formation professionnelle (LP, 07-01-91). « Les Inuit ont besoin de l'expertise des entreprises du Sud », dit monsieur Voinson (LP, 07-01-91).

Mais madame Myna Kokiapik, une femme inuit de 56 ans, avoue :

« [qu'elle] *n’aime pas ce qui arrive à nos jeunes ». « J’ai peur de ce qui arrivera bientôt. La folie... ». « Je ne veux pas être prise dans le tourbillon du changement. Si un jour la route arrive ici, je m’en irai*» (LP, 08-01-91),

des sentiments partagés par plusieurs Inuit.

12.3.2. Du choc culturel à la résignation

« Nos aînés, affirme le maire Flemming, disent que cela ne sert à rien de prendre les armes. Nous pouvons parler. **La violence ne nous servirait à rien. Nous n'en serions que plus écrasés**. » (LP, 05-01-91)

« Les aînés me disent parfois, [...], **nous ne pouvons jamais gagner contre l'homme blanc**. » (LP, 05-01-91)

« Nous devons écouter. Nous devons savoir ce qu’Hydro-Québec va faire à notre terre », dit le maire (LP, 05-01-91). Une attitude qui est partagée par Alec Tuckatuck : « Personne ne veut de ces barrages, ici, mais si le projet de la rivière Grande-Baleine se réalise, nous [137] devons être prêts à y faire face... **Nous avons accepté de collaborer** pour avoir accès à l'information » (LP, 05-01-91).

Cependant, il est toujours difficile de juger de la transparence de la société d'État, estime-t-il (LP, 06-01-91) :

« À quel point ces études seront fiables, nous ne le savons pas encore, [...]. Hydro-Québec les commande, les reçoit et nous les transmet. Mais personne n'a accès à l'information avant qu'Hydro en décide autrement. Si les données ne leur plaisent pas, ils peuvent aussi bien les rayer des rapports » (Alec Tuckatuck ; LP, 06-01-91).

Ainsi donc, « un fort sentiment de résignation est apparu dans la population », avoue-t-il au journal *La Presse* (05-01-91).

[138]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les Cris ont démontré leur ferme opposition à tout processus d'évaluation environnementale segmenté entre les infrastructures d'accès et les structures hydro-électriques du complexe de la Grande rivière de la Baleine. Ils ont aussi démontré leur ferme opposition au projet d'aménagement hydro-électrique Grande-Baleine quand bien même toutes les parties concernées, les Cris, les Inuit, le gouvernement provincial, la société d'État et le gouvernement fédéral sont arrivées à un protocole d'entente sur un processus global d'évaluation du projet en janvier 1992 : les Cris sont convaincus que ces audiences publiques globales invalideront la justification économique, écologique, culturelle et politique du projet :

« Vous pouvez être assurés que si le processus rejette la construction du complexe Grande-Baleine, alors nous nous conformerons pleinement à votre décision »,

a déclaré au cours des auditions monsieur Bill Namagoose, le directeur exécutif du Grand Conseil des Cris du Québec à Ottawa (LD, 04-03-92).

Dans le cas contraire :

« Si le processus d'évaluation recommande sa construction, nous utiliserons les tribunaux et d'autres moyens pour bloquer le projet » (Matthew Coon Come, LD, 27-02-92).

[139]

La position des Cris relève d'une logique implacable malgré une contradiction apparente. Tout le reste n'est que stratégie, une stratégie largement victorieuse, qui s'est développée tous azimuts sur les plans écologique et mass-médiatique tout autant que sur les plans économique, social, politique et judiciaire. C'est cette stratégie judiciaire en tant qu'ensemble d'actions coordonnées que fait apparaître l'analyse du discours cri et inuit et de leurs divers alliés.

Le « discours de l'Université Carleton » du 8 avril 1990 au cours duquel le chef Billy Diamond déclare une « *guerre à finir* » avec le harnachement des complexes Grande-Baleine et Nottaway-Broadback-Rupert apparaît comme le signal du déclenchement de cette stratégie (LD, 09-04-90). Son aboutissement, qui ne signifie nullement la fin des « *hostilités* », survient avec l'annulation du contrat d'achat de la New York Power Authority le 27 mars 1992 :

« We've been fighting this issue for two and a half years at the grass roots level, taking on Hydro-Québec — which I think is the fourth — largest utility in the world. The oods were against us » (Bill Namagoose, TGM, 28-03-92).

Le profil de cette stratégie tous azimuts dont les actions judiciaires constituent le nerf de cette bataille peut être représenté par l'importance relative que prend le discours cri et le discours inuit dans la presse à Montréal (voir Figure I à l'Annexe B).

Du mois de mars 1990 au mois de juin 1992, les Cris, seuls ou avec leurs alliés écologistes notamment, entreprennent plus d'une dizaine d'actions judiciaires devant divers tribunaux, au Québec en Cour supérieure et à la Commission d'accès à l'information ; au niveau fédéral en Cour fédérale, en Cour fédérale d'appel, en Cour suprême ; dans les États de New York et du [140] Vermont de la Nouvelle-Angleterre. C'est la période d'extension du discours cri et inuit tel que recensé dans la presse écrite à Montréal de mars 1990 et mars 1992. On pourra noter sur le même schéma une corrélation très élevée entre l'importance du discours cri et inuit dans la presse écrite et le nombre d'éditoriaux publiés par les mêmes journaux.

Ce discours est structuré sur l'affirmation de soi de forme négative ou de forme positive. Sur cette notion cardinale dans le discours cri, se greffe celle de la contrainte et du discrédit de leurs interlocuteurs. Celles-ci peuvent mener parfois à l'accusation.

Le discours vindicatif des Cris est multidimensionnel et global, c'est-à-dire qu'il traite les fondements juridiques tout en s'appuyant sur des arguments historiques, politiques et constitutionnels ; économiques sur les plans financiers et du développement ; écologiques sur les plans des milieux biophysique et socioculturel. Ce discours est constitutif d'une vision globale.

Jamais les Cris n’expriment la résignation. Celle-ci se retrouve seulement dans le discours inuit.

À ce niveau d'analyse, la presse, dans son ensemble, affiche une neutralité discursive en évitant les jugements de valeur et toute marque axiologique.

Nous n'avons pas relevé de variations notables au plan discursif entre les journaux de langue française et ceux de langue anglaise. Par contre, des différences importantes se manifestent sur le plan de la **couverture** des événements et du discours entre la [141] presse francophone et la presse anglophone, ainsi qu'entre chacun des quatre quotidiens analysés.

Ainsi, par exemple, pour le premier trimestre de 1992, la *Gazette* publie vingt-trois (23) articles traitant le discours cri et inuit. *Le Devoir* en publie treize (13), le *Globe and Mail* quatre (4) et *La Presse* trois (3). Il ne s'agit ici que des articles des journalistes attitrés au dossier Grande-Baleine et traitant le discours cri et inuit.

Au mois de janvier 1991, *La Presse* publie onze (11) articles traitant le discours cri et inuit. *Le Devoir* en publie deux (2), la *Gazette* et le *Globe and Mail,* un seul.

Autre différence notable parmi d'autres : au cours du mois d'août et de septembre 1991, *Le Devoir* publie seize (16) articles, la *Gazette* en publie six (6), *La Presse* cinq (5) et le *Globe and Mail* trois (3).

Pour l’année 1991, la *Gazette* publie deux fois plus d'articles traitant le discours cri et inuit que le *Globe and Mail,* etc.

Une analyse comparative quantitative exhaustive et systématique serait à réaliser sur l'ensemble du corpus global de presse Grande-Baleine afin d’en tirer les interprétations qui s'imposent (voir l'Annexe A).

[142]

\*  
\* \*

Au mois de mai 1991, le quatorzième jour, les Cris enregistrent leur **première victoire** en Cour fédérale d'appel, qui déboute le gouvernement du Québec et Hydro-Québec en statuant que :

la Convention de la Baie-James et du Nord québécois est bien une Loi sur laquelle le gouvernement fédéral a l'obligation de faire valoir sa compétence. Par le fait même, la Cour a maintenu une décision du juge Paul Rouleau, de la Cour fédérale, qui affirmait que cette Cour avait compétence sur les questions touchant la Convention de la Baie James (LP, 16-05-91).

On remarque, sur le même schéma de la période analysée, que le discours cri et inuit atteint un sommet au cours de la période s'étendant de juillet à octobre 1991. À ce moment se tient l'enquête et les auditions en Cour fédérale de l'appel en mandamus de l'Administration régionale cri contre l'Administration fédérale de la CBJNQ visant à ordonner à ce dernier d'exercer ses devoirs et fonctions en vertu des chapitres 22 et 23 de la même convention. L'enquête et les auditions portent simultanément sur une autre action en mandamus visant à ordonner l'application de la CBJNQ et du PFEEE concernant le projet de développement Eastmain.

Ces jugements sont rendus par la Cour fédérale d'appel et la Cour fédérale respectivement le 10 septembre 1991 et le 2 octobre 1991 en faveur de l'Administration régionale crie : « *A major victory* », dit Me Robert Mainville (TG, 11-09-91) :

[143]

« La Convention rend obligatoire la protection des peuples autochtones qui ont renoncé à des droits importants en échange de la protection des deux ordres de gouvernement »,

écrit en effet le juge. Pour Me James O'Reilly, principal avocat des Cris,

« c'est là que le jugement, qui nous donne raison sur presque toute la ligne, est le plus fort : le juge a monté encore d'un cran l’obligation fiduciaire du fédéral vis-à-vis des autochtones en disant que dès que les autochtones sont impliqués dans un projet de développement, le processus fédéral s'enclenche automatiquement » (LD, 11-09-91).

« ***Importante victoire*** *des Cris »,* selon *La Presse.* Les Cris jubilent, rapporte le journal du 11 septembre 1991.

Le mois suivant, ils célébreront une autre victoire à Poste-de-la-Baleine cette fois, en refoulant les membres des organismes chargés de l’évaluation environnementale des infrastructures d'accès — le comité COMEV et la Commission Kativik :

**Cree celebrate first victory but know battle isn't wan** (TG, 29-05-91),

**Only beavers can built dams on our land** (TG, 29-05-91),

pouvait-on lire lors des réjouissances, titre la Gazette du 29 mai 1991.

Le jugement de la Cour fédérale du 2 octobre 1991 concernant le projet Eastmain représente **une autre victoire** des Cris : « To us its great news », dit Bill Namagoose du Grand Conseil des Cris du Québec. Les directives d'évaluation environnementale fédérales s'y appliquent et impliquent quatre ministères fédéraux :

[144]

- les Affaires indiennes

- l'Environnement

- les Transports

- les Pêches.

Ce jugement entraînera un délai de construction du projet Eastmain qui sera souligné comme « **a small victory**» par Kenneth Gilpin, chef de bande du village d'Eastmain (TG, 26-11-91).

Le deuxième référendum de Burlington du 8 octobre 1991, même s'il faut le relativiser en termes de représentativité et d'impact sur le contrat global d'achat de la VJO, représente une autre victoire : « **An important symbolic victory** for critics of the Great Whale hydroelectric development », dit le chef du Grand Conseil des Cris du Québec (TGM, 10-10-91). Un fait supplémentaire qui sera ajouté à la requête qu'ils déposeront devant la Cour suprême du Vermont afin de faire annuler le contrat d'achat (LP, 09-10-91).

Poursuivant sa quête de victoires, le chef des Cris accueillera comme « une **grande victoire** pour le peuple cri » le jugement qu'émettra le Tribunal international de l'Eau en février 1992, même s'il ne s'agit pas vraiment d'une victoire. Le Tribunal prétendra que le Québec « n'est pas sensible aux droits et besoins de la population crie », jugement qui sera fermement contesté par le ministre québécois de l'Énergie. Étant donné le protocole d’entente sur le processus global d'évaluation environnementale signé le mois précédent, c'est « the best we could have had », selon le chef Bill Namagoose (TG, 21-02-92).

[145]

Survient, le 27 mars 1992, l'annulation du contrat d'achat de la NYPA. Reprenons les titres des éditoriaux soulignant cet arrêt :

- **Fin de contrat** (LD, 31-03-92)

- **Grande-Baleine, l'heure de vérité** (LP, 31-03-92)

L'offensive judiciaire des autochtones, des Cris et de leurs alliés est assortie d'un discours victorieux : « ***This is a tremendous victory***».

Et ce n'est pas la fin, comme en font foi les divers projets de loi anti-Grande-Baleine devant la législature de l'État du Massachusetts. Ils visent à plafonner le volume total des importations d'énergie canadienne à 10 % des besoins énergétiques de l'État ; à contraindre les producteurs étrangers à soumettre aux autorités du Massachusetts une évaluation environnementale des projets hydro-électriques, à interdire l'achat des obligations émises par Hydro-Québec aux États-Unis afin de contrecarrer les capacités de la société d'État d'emprunter sur les marchés financiers américains :

« La menace est potentiellement plus grave, estime Le Devoir. Comme chacun sait, l'argent est le nerf de la guerre, Cris et environnementalistes veulent le cisailler » (LD, 31-03-92).

[146]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

RÉFÉRENCES

[Retour à la table des matières](#tdm)

BRUNET, L., *Revue de presse sur le complexe hydro-électrique* Grande-Baleine, janvier 1990 - mai 1992, Octobre 1992, 517 p.

*Convention de la Baie-James et du Nord québécois et conventions* *complémentaires,* Les Publications du Québec, édition 1991.

GARDES, TAMINES, J., *La Grammaire,* Paris, Armand Colin, 1990.

FORUM québécois pour l'examen public du complexe Grande-Baleine, 2e colloque. *Connaissance du milieu biophysique et humain de la région de la Grande rivière de la Baleine*.

HYDRO-QUÉBEC, Revue de presse, février 1990 - mars 1992.

HYDRO-QUÉBEC, *Sommaire des actions judiciaires entreprises par les Cris et impliquant Hydro-Québec*, Hydro-Québec, Miméo, 25 mars 1992.

HYDRO-QUÉBEC, *L’aménagement hydro-électrique dans le Nord du Québec : un choix bien pensé*, mai 1991, 14 p.

HYDRO-QUÉBEC, *Complexe Grande-Baleine,* Bulletins nos 1 à 5, 1989- 1991.

HYDRO-QUÉBEC, *L’aménagement de la Grande rivière : les autochtones et l’environnement*, décembre 1989, 19 p.

MASSOT, A., *La presse éditoriale sur le complexe hydro-électrique Grande-Baleine au Québec et au Canada : 26 mars 1990 - 23 avril 1992*, Montréal, Hydro-Québec, Août 1992, 168 p.

MASSOT, A., *Thématique du Forum Grande-Baleine,* 2e colloque. Décembre 1991, Montréal, Hydro-Québec, Novembre 1992, 104 p.

MOUILLAUD, M. ; TÊTU, J.-F., *Le journal quotidien,* Lyon, PUL, 1989.

[147]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

ANNEXES

[Retour à la table des matières](#tdm)

[148]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Annexe A

TABLEAUX

[Retour à la table des matières](#tdm)

[149]

Tableau I

Source du discours des Cris et des Inuit  
dans les articles de presse à travers  
leurs actions judiciaires contre le projet hydro-électrique  
Grande-Baleine,  
de mars à décembre 1990.

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Mois | Le Devoir | La Presse | Total |  | The Gazette | The Globe and Mail | Total | Grand total |
| 03 | 0 | i | 1 |  | 0 | 1 | i | 2 |
| 04 | 4 | i | 5 |  | 1 | 2 | 3 | 8 |
| 05 | 0 | i | 1 |  | 1 | 0 | 1 | 2 |
| 06 | 0 | 0 | 0 |  | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 07 | 0 | 1 | 1 |  | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 08 | 0 | 3 | 3 |  | 0 | 1 | 1 | 4 |
| 09 | 0 | 4 | 4 |  | 1 | 2 | 3 | 7 |
| 10 | 4 | 2 | 6 |  | 0 | 4 | 4 | 10 |
| 11 | 2 | 3 | 5 |  | 3 | 3 | 5 | 11 |
| 12 | 2 | 2 | 4 |  | 3 | 1 | 4 | 8 |
| Total | 12 | 18 | 30 |  | 9 | 14 | 23 | 53 |

[150]

Tableau II

Source du discours des Cris et des Inuit  
dans les articles de presse à travers  
leurs actions judiciaires contre le projet hydro-électrique  
Grande-Baleine en 1991

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Mois | Le Devoir | La Presse | Total |  | The Gazette | The Globe and Mail | Total | Grand total |
| 01 | 2 | 11 | 13 |  | 1 | 1 | 2 | 15 |
| 02 | 1 | 3 | 4 |  | 4 | 0 | 4 | 8 |
| 03 | 1 | 1 | 2 |  | 4 | 1 | 5 | 7 |
| 04 | 4 | 3 | 7 |  | 5 | 1 | 6 | 13 |
| 05 | 2 | 6 | 8 |  | 5 | 2 | 7 | 15 |
| 06 | 1 | 2 | 3 |  | 7 | 3 | 10 | 13 |
| 07 | 6 | 7 | 13 |  | 4 | 7 | 11 | 24 |
| 08 | 8 | 2 | 10 |  | 3 | 3 | 6 | 16 |
| 09 | 8 | 3 | 11 |  | 3 | 0 | 3 | 14 |
| 10 | 0 | 1 | 1 |  | 2 | 2 | 4 | 5 |
| 11 | 0 | 1 | 1 |  | 1 | 0 | 1 | 2 |
| 12 | 3 | 1 | 4 |  | 2 | 1 | 3 | 7 |
| Total | 36 | 41 | 77 |  | 41 | 21 | 62 | 139 |

[151]

Tableau III

Source du discours des Cris et des Inuit  
dans les articles de presse à travers leurs actions judiciaires  
contre le projet hydro-électrique Grande-Baleine,  
de janvier à mars 1992

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Mois | Le Devoir | La Presse | Total | The Gazette | The Globe and Mail | Total | Grand total |
| 01 | 1 | 0 | 1 | 7 | 2 | 9 | 10 |
| 02 | 6 | 1 | 7 | 5 | 1 | 6 | 13 |
| 03 | 6 | 2 | 8 | 11 | 1 | 12 | 20 |
| Total | 13 | 3 | 16 | 23 | 4 | 27 | 42 |

[152]

Tableau IV

Source du discours des Cris et des Inuit à travers  
leurs actions judiciaires contre le projet  
hydro-électrique Grande-Baleine, selon les quotidiens,  
mars 1990 - mars 1992

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Source | 1990 nb | 1991 nb | 1992 nb | Total nb |
| Le Devoir | 12 | 36 | 13 | 61 |
| La Presse | 18 | 41 | 3 | 62 |
| Total | 30 | 77 | 16 | 123 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| The Gazette | 9 | 41 | 23 | 73 |
| The Globe and Mail | 14 | 21 | 4 | 39 |
| Total | 23 | 62 | 27 | 110 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Grand total | 53 | 139 | 43 | 235 |

[153]

Tableau V

Source du discours des Cris et des Inuit à travers  
leurs actions judiciaires contre le projet  
hydro-électrique Grande-Baleine,  
selon le mois et l'année, mars 1990 - mars 1992

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Mois | 1990 Mars-décembre | 1991 | 1992 Janvier-mars |
| 01 | 01 |  | 15 |
| 02 | 02 |  | 8 |
| 03 | 03 | 2 | 7 |
| 04 | 04 | 8 | 13 |
| 05 | 05 | 2 | 15 |
| 06 | 06 | — | 13 |
| 07 | 07 | 1 | 24 |
| 08 | 08 | 4 | 16 |
| 09 | 09 | 7 | 14 |
| 10 | 10 | 10 | 5 |
| 11 | 11 | 11 | 2 |
| 12 | 12 | 8 | 7 |
| Total | Total | 53 | 139 |

[154]

Tableau VI

Fréquence du discours des Cris et des Inuit  
dans les articles de la presse\*  
et nombre des éditoriaux sur Grande-Baleine,  
mars 1990 - mars 1992

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Mois | Discours Cri et Inuit | Éditoriaux \*\* |
| 1990 | 03-06 | 12 | 8 |
|  | 07-10 | 22 | 12 |
| 1991-92 | 11-02 | 42 | 14 |
|  | 03-06 | 48 | 23 |
|  | 07-10 | 59 | 29 |
| 1992-93 | 11-02 | 32 | 8 |
|  | 03 | 20 | 3 |
| Total | | 235 | 99 |

\* *Le Devoir*, *La Presse*,la *Gazette*,le *Globe and Mail*.

*\*\** Éditoriaux dans *Le Devoir*, *La Presse*,laGazetteetle *Globe and Mail*,Massot, A., 1992, *La presse éditoriale sur le complexe hydro-électrique Grande-Baleine au Québec et au Canada : 20 mars 1990 — 23 avril 1992*,août 1992, p. 118.

[155]

Tableau VII

Développement du Québec nordique  
Indemnisations financières accordées aux autochtones  
dans différentes conventions

— Sommes versées par les organismes subventionnaires —

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Québec | Canada | SEB/H.Q. | Total |
| Convention de la Baie James et du Nord québécois | 121 541 416 $ | 34 502 357 $ | 105 791416$ | 261 835 189 $ |
| Convention du Nord-est québécois | 5 289 990 | 1 660 010 $ | 3000000$ | 9950 000 $ |
| Convention du lac Sakami |  |  | 25 500 000 | 25 500 000$ |
| Convention de Chisasibi |  | 10 000 000 $ | 40 000 000 $ | 50 000 000 $ |
| Convention la Grande (1986) |  |  | 110 000 000 $ | 110 000 000 $ |
| Convention Kuujjuoq (1988) |  |  | 48 000 000 $ | 48 000 000 $ |
| Grand total | 126 831 406 $ | 46 162 367 $ | 332291416$ | 505 285 189 $ [[7]](#footnote-7) |

[156]

Tableau VIII

Développement du Québec nordique  
Indemnisations financières accordées aux autochtones  
dans différentes conventions

— Sommes versées aux différents groupes autochtones —

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | CRIS | INUIT | NASKAPIS | Total |
| Convention de la Baie James et du Nord québécois | 168 825 440$ | 93 009 749 $ |  | 261 835 189$ |
| Convention du Nord-est québécois | 150 000$ | 150000$ | 9 650 000$ | 9 950 000$ |
| Convention du lac Sakami | 25 500 000$ |  |  | 25 500 000$ |
| Convention de Chisasibi | 50 000 000$ |  |  | 50 000 000$ |
| Convention la Grande (1986) | 110 000 000$ |  |  | 110 000 000$ |
| Convention Kuujjuoq (1988) |  | 48 000 000$ |  | 48 000 000$ |
| Grand total | 354 475440$ | 141 159 749$ | 9 650 000$ | 505 285 189 $ [[8]](#footnote-8) |

[157]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Annexe B

FIGURES, CARTE  
ET SCHÉMA

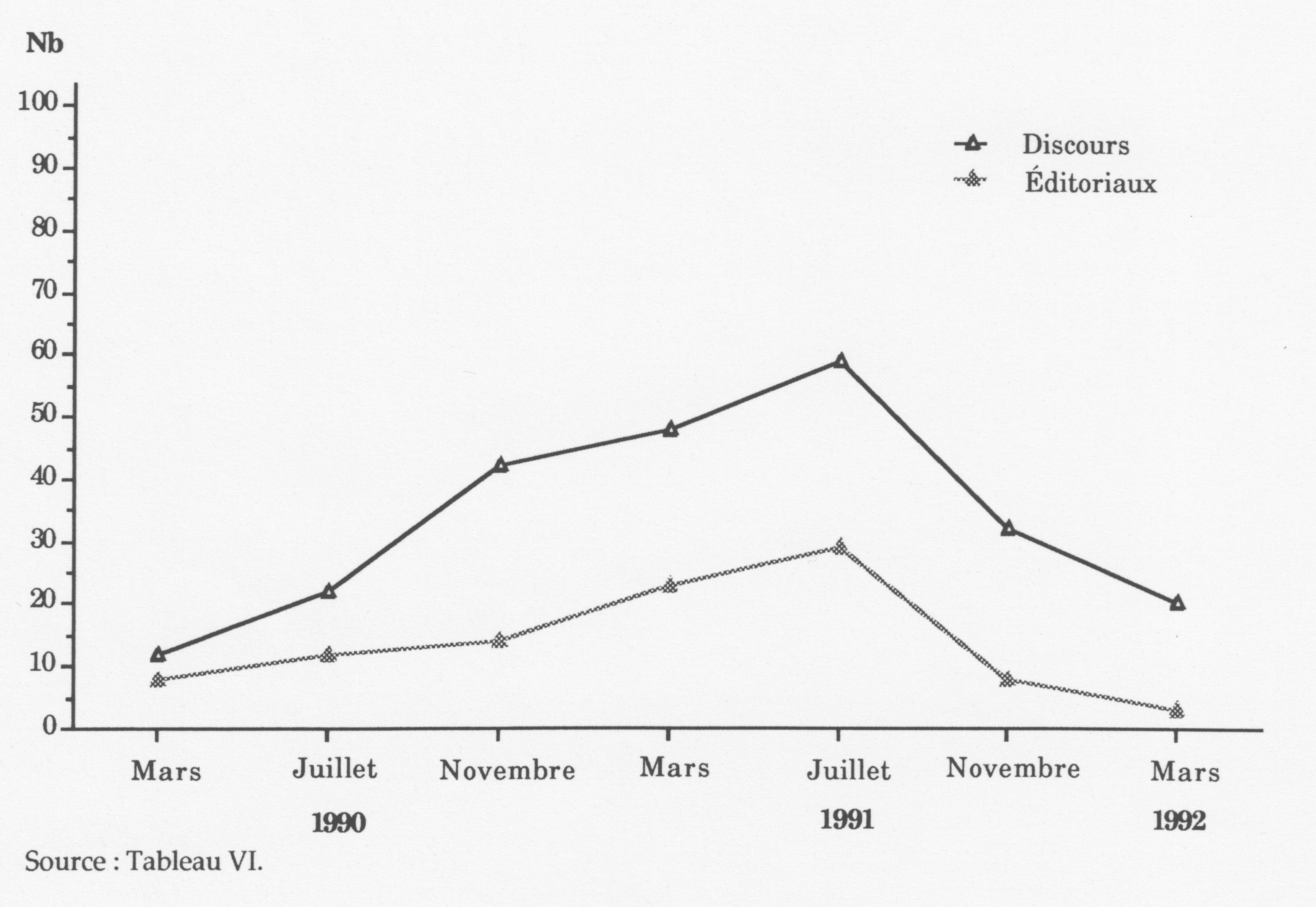
[Retour à la table des matières](#tdm)

[158]

Figure I

Fréquence du discours des Cris et des Inuit dans les articles de la presse  
et nombre d'éditoriaux sur Grande-Baleine

[Retour à la table des matières](#tdm)

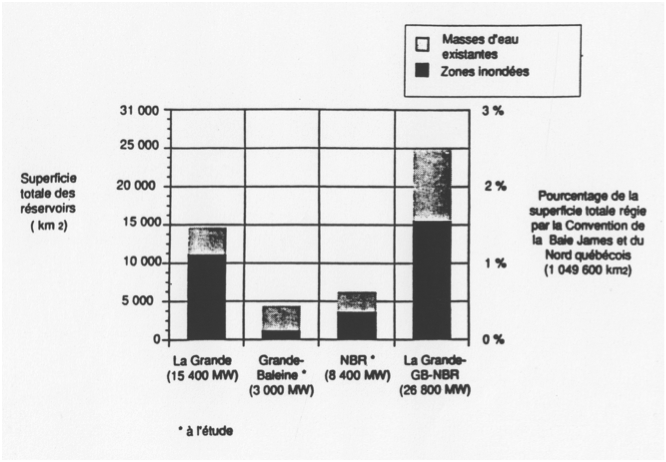


[159]

Figure II

Superficie des réservoirs dans le nord du Québec

[Retour à la table des matières](#tdm)

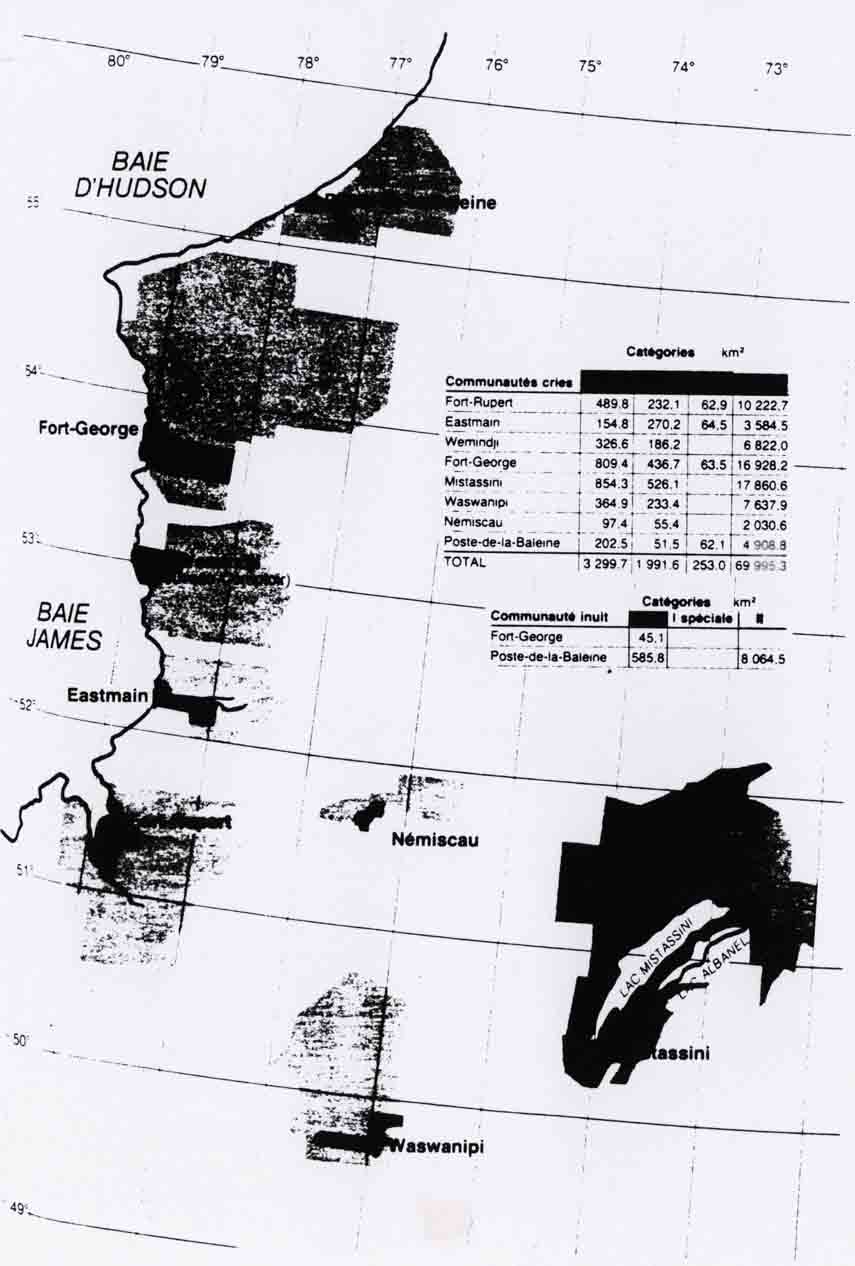


[160]

Carte I

Répartition des terres selon la Convention  
de la Baie-James et du Nord québécois

[Retour à la table des matières](#tdm)

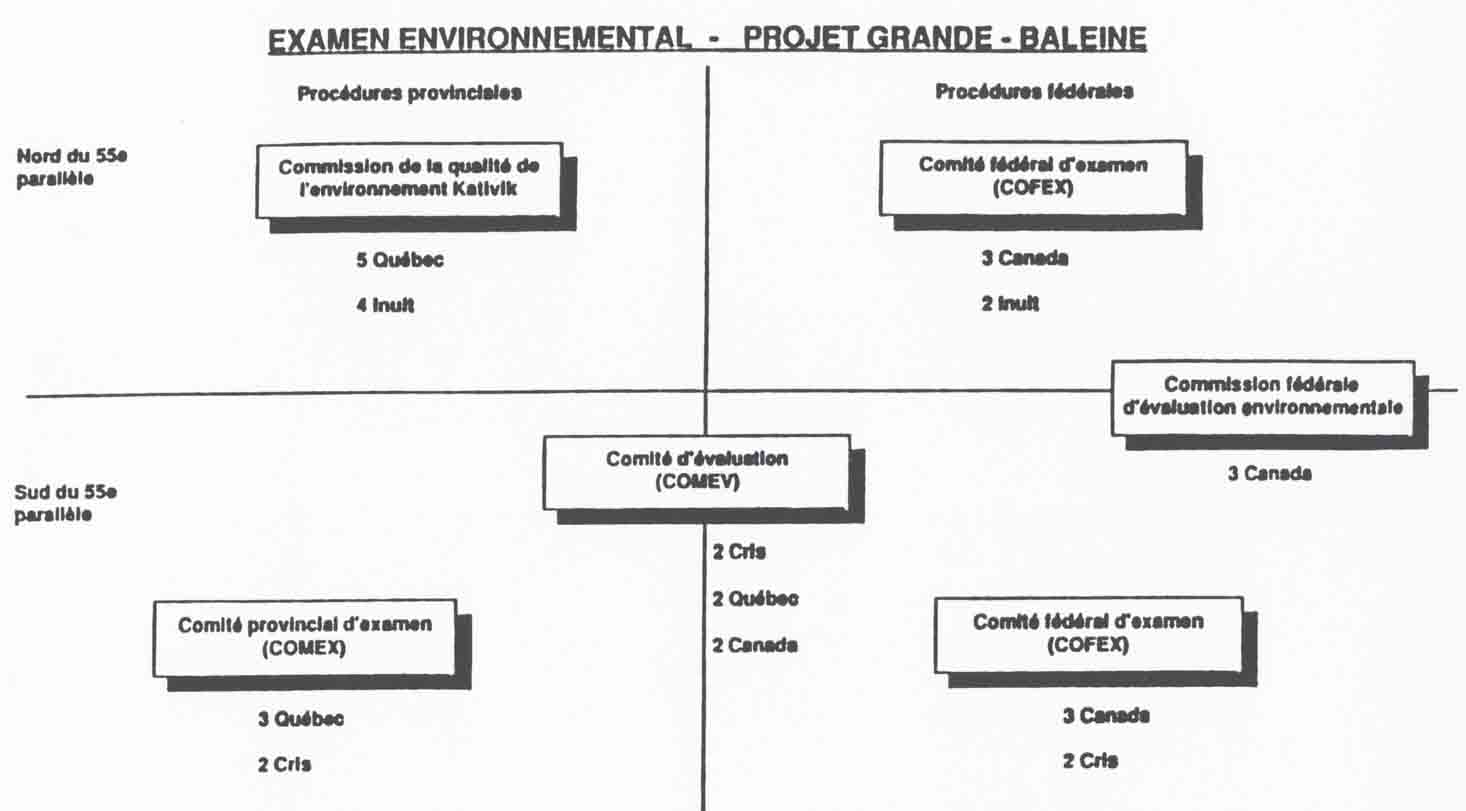


[161]

Schéma I

Examen environnemental  
Projet Grande-Baleine

[Retour à la table des matières](#tdm)



[162]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Annexe C

CHRONOLOGIE :

évaluation environnementale  
du projet Grande-Baleine

[Retour à la table des matières](#tdm)

[163]

Chronologie :

Évaluation environnementale du projet Grande-Baleine

| Année | Mois | Jour | Événements |
| --- | --- | --- | --- |
| 1990 | 02 | 14 | La ministre de l'Énergie et des Ressources et le délégué aux Affaires autochtones avisent les Cris de l'intention du gouvernement de scinder l'évaluation environnementale des infrastructures d'accès et des barrages du projet Grande-Baleine. |
|  | 04 | 04 | Le ministre québécois de l’Environnement donne le mandat à deux organismes paritaires, créés par la CBJNQ de procéder à l'évaluation environnementale de la phase II de la Baie James (le régime fédéral d'évaluation environnemental ne s'applique pas à la Baie James déclare le ministre Paradis depuis qu'Ottawa a entériné la législation des conventions de la Baie James. |
|  |  | 08 | Bill Diamond déclare « une guerre à finir » avec la harnachement des complexes G-B et NBR. |
|  | 06 |  | The two parties (Ottawa and Québec) tentatively agree to a joint environmental assessment of G-B. |
|  | 07 |  | Le gouvernement du Québec demande à Hydro-Québec des documents préliminaires en deux parties, sur les infrastructures et sur les barrages.  Crises d’Oka / Kanehsatake et de Kahnawake. |
|  |  | 26 | Avis de projet NBR. |
|  | 09 | 20 | Robert de Cotret is confirmed as Fédéral Environment Minister. |
| [164] |  |  |  |
| 1990 | 09 | 25 | Le ministre québécois de l’Environnement affirme qu’il veut un seul processus d'audiences publiques sur le projet de barrage de G-B et sur les infrastructures d'accès. |
|  | 10 |  | Le sous-ministre de l’Environnement écrit au COMEV et à la Commission Kativik pour les obliger à lui remettre leurs recommandations avant le 19-11-90. |
|  |  | 27 | Le ministre fédéral de l’Environnement annonce qu’il est en faveur de l’étude environnementale scindée de Grande-Baleine. |
|  |  | 30 | A bill to recast the 1984 régulations as law received second reading in Ottawa. |
|  | 11 | 10 | Lettre de l'administrateur fédéral de la Baie James adressée au COMEV à l'effet d’accepter d’étudier prioritairement les infrastructures d’accès routier à la Baie d'Hudson en vertu du PFEEE. |
|  |  | 19 | La Commission Kativik remet ses recommandations au ministère de l'Environnement du Québec. |
|  |  | 20 | Décision d'Ottawa de procéder à une évaluation environnementale séparée et globale. |
|  |  | 20 | Les Cris annoncent qu'ils pourraient bien devoir aller en cour pour forcer Ottawa et monsieur Robinson à mettre en branle les comités fédéraux prévus dans la CBJNQ, comme si G-B était un projet fédéral. |
|  |  | 27 | Le COMEV remet ses recommandations au ministère de l'Environnement du Québec sans le point de vue des Cris. |
|  |  | 28 | Signature par le ministre québécois de l'Environnement et le ministre des Affaires intergouvernementales de l’entente fédérale-provinciale créant une commission conjointe pour examiner ces impacts environnementaux du complexe G-B (cette entente ne touche pas les infrastructures). |
| [165] |  |  |  |
| 1990 | 11 | 28 | Hydro-Québec reçoit du ministre québécois de l’Environnement la directive concernant les impacts des infrastructures routières et aéroportuaires et d'hébergement du futur complexe G-B. |
|  |  | 30 | The Federal Government give formal assurances to Parliament that their will be public environmental assessments of Hydro-Québec's project on G-B and of the infrastructures related to it. |
|  | 12 | 20 | Le vice-président d'Hydro-Québec à l’Environnement signifie officiellement la position de la Société au président du Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales précisant que le projet G-B relève de la compétence provinciale et tout particulièrement la route et les infrastructures. |
|  |  |  |  |
| 1991 | 02 | 13 | Signature de l'entente fédérale-provinciale sur l'évaluation environnementale du projet G-B en acceptant d'exclure de cet examen l'impact des infrastructures d’accès et d'hébergement qui vont faire l’objet d'une évaluation distincte. |
|  | 03 | 27 | Lettre du ministre québécois de l'Environnement au COMEV et réclamant les recommandations du Comité concernant les études pour les barrages et réservoirs de G-B. |
|  | 05 | 16 | Deuxième réclamation du ministre québécois de l’Environnement concernant les recommandations du COMEV au sujet des études pour les barrages et réservoirs de G-B. |
|  | 06 | 11 | Le ministre de la Justice du Québec impose de façon définitive deux évaluations environnementales distinctes dans le dossier G-B. |
| [166] |  |  |  |
| 1991 | 06 | 25-27 | Audiences publiques du Gouvernement du Québec au village Poste-de-la-Baleine sur les infrastructures d'accès du projet G-B, boycottées par les Cris. |
|  | 07 | 2-3 | Audiences publiques du Gouvernement du Québec à Montréal sur les infrastructures d'accès du projet G-B. |
|  |  | 5 | Nouvelle réclamation du ministre québécois de l'Environnement adressée au COMEV afin d'obtenir les recommandations du Comité concernant les études pour les barrages et les réservoirs du G-B. |
|  |  | 10 | Adoption par le COMEV de la résolution voulant que « le projet hydro-électrique G-B doit être évalué comme un tout, incluant les infrastructures ». |
|  |  | 11 | Annonce par le ministre fédéral de l'Environnement de la création d'une nouvelle commission fédérale d'évaluation chargée de tenir des audiences publiques sur les répercussions environnementales et sociales de l'ensemble du projet, y compris les infrastructures d’accès. |
|  | 08 | 10 | Rupture de l'entente entre Québec et Ottawa sur l'évaluation environnementale. |
|  |  | 14 | Les ministres québécois de l'Environnement et de l'Énergie menacent de boycotter l’étude fédérale d’impact. |
|  |  | 21 | La population d’Umiujaq exprime son opposition au projet G-B devant la Commission d'évaluation environnementale Kativik lors d'audiences publiques. |
|  |  | 23 | Annonce par le gouvernement du Québec d'une étude d'impact environnementale globale. |
|  |  | 23 | Annonce par le gouvernement du Québec d'un délai pour les travaux d’infrastructures de G-B. |
| [167] |  |  |  |
| 1991 | 09 | 06 | La Commission Kativik conclut que la construction de la route pour relier la Baie James à la Baie d'Hudson « ne réussit pas à se justifier ». |
|  | 10 | 11 | Transmission par Hydro-Québec d'un nouvel avis de projet G-B. |
|  |  | 25 | Entente hors-cour entre toutes les parties pour une évaluation globale. |
|  | 11 |  | Nomination d’un négociateur afin de conclure une entente entre les parties pour l'harmonisation des processus d'autorisation. |
|  | 12 | 19 | Les cinq organismes provinciaux et fédéraux s'entendent pour procéder ensemble à la consultation publique. |
|  |  | 24 | Billy Diamond soutient que l'entente sur l’évaluation environnementale n'est pas valide parce que les Cris ne l’ont pas analysée. |
|  |  |  |  |
| 1992 | 01 | 24 | Protocole d’entente entre les parties pour l’harmonisation des processus d'autorisation. |
|  |  | 27 | Consultations publiques sur G-B. |
|  | 02 | 27 | Lors des audiences publiques à Val d'Or, les Cris confirment qu'ils continueront de résister au projet en utilisant tous les moyens standards à leur disposition. |
|  | 03 | 17-19 | Audiences publiques à Montréal. |
|  |  | 30 | Projet de directive préliminaire par les comités d’évaluation du projet G-B. |

[168]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Annexe D

Tableau synoptique  
des actions judiciaires  
entreprises par les Cris et als  
impliquant Hydro-Québec

[Retour à la table des matières](#tdm)

[169]

Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite à travers Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite à travers

les actions judiciaires contre le projet d'aménagement ^es ac^ons judiciaires contre le projet d aménagement

hydro-électrique de la Grande rivière de la Baleine Annexe D hydro-électrique de la Grande rivière de la Baleine Annexe D

Tableau synoptique des actions judiciaires  
entreprises par les Cris et impliquant Hydro-Québec

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En Cour provinciale du Québec | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 |
| 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 |
| **Cour supérieure du Québec** 500-05-0004330-906 Cris c. Gouvernement du Canada, Gouvernement du Québec et als Action déclaratoire et en injonction : reconnaissance des titres des indiens, etc. | X \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | |
| **Cour supérieure du Québec** 500-05-0004330-908 Cris et Amis de la terre et als c. Gouvernement du Québec Action en injonction : contre la division des autorisations. | X \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | |
| **Commission d’accès à l’information** 90-04-07 Cris c. Hydro : accès aux contrats à partage de risques | X \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | |
| **Commission d’accès à l’information** 90-06-62 Cris c. Hydro : accès aux études techniques et économiques de G.-B. et NBR. | X \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | |

[170]

Tableau synoptique des actions judiciaires  
entreprises par les Cris et impliquant Hydro-Québec (suite)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En Cour fédérale canadienne | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 |
| 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 |
| **Cour fédérale** Matthew Coon Come c. Gouvernement fédéral et als. Action déclaratoire et en mandamus | 10-05-89  X \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | |
| **Cour fédérale d’appel** (90-A-2739) Hydro Appel des décision de l’ONE | X \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | |
| **Cour fédérale d’appel** A-1102-90 Cris c. Hydro Appel des décision de l’ONE | X \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | |
| **Cour fédérale** T-451-91 Cris c. Robinson Action en mandamus : application des chapitres 22 et 23 de la Convention | X \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | |
| Cour fédérale T-1512-91 Eastmain Band c. Robinson Action en mandamus : devoirs et fonctions de Robinson et application du PFEEE | X \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | |

[171]

Tableau synoptique des actions judiciaires  
entreprises par les Cris et impliquant Hydro-Québec (suite)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En Nouvelle-Angleterre — État du Vermont— | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 |
| 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 |
| **Cour supérieure du Vermont**  cris et al. contre l’autorisation d’achat du VJO | X \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | |
| **Cour d’appel du Vermont**  Cris et als. c. VJO | X \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | |
| **Cour suprême du Vermont**  Cris et als. c. VJO pour l’annulation du contrat | X \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En Nouvelle-Angleterre — État de New York— | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 |
| 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 | 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 |
| New York Supreme Court  Environnemental groups c. NYPA | X \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | |
| New York Superior Court  Sierra Club, Cree et al. | X \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | |
| Cour 1re instance de l’État de New York  Sierra Club c. NYPA | X \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | |

[172]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Annexe E

Chronologie des actions judiciaires  
entreprises par les Cris et als  
impliquant Hydro-Québec

1) En Cour provinciale du Québec [173]

2) En Cour fédérale canadienne [177]

3) En Nouvelle Angleterre [180]

[Retour à la table des matières](#tdm)

[173]

En Cour provinciale du Québec

Cour supérieure

500-05-004-330-906

*Cris c. Hydro-Québec, Gouvernement du Canada, Gouvernement du Québec et als*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Mois | Jour | Événement |
| 1990 | 04 | 03 | Action déclaratoire et en injonction : reconnaissance des titres des indiens, etc. |
|  | 06 | 28 | Décision du juge Lebel et appel d’Hydro-Québec à la Cour d'appel du Québec. |
|  | 12 | 12-13 | Audition de l'appel ; jugement confirmant le jugement Lebel : la Cour supérieure a juridiction sauf sur l'application du PFEEE où la Cour fédérale a juridiction. |
| 1992 et 1993 | | | Audition |

Cour supérieure

500-05-013324-908

*Cris et Amis de la Terre et als c. Gouvernement du Québec*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Mois | Jour | Événement |
| 1990 | 09 | 22 | Mise en demeure. |
|  | 10 | 25 | Action en injonction : Déclarer illégale, nulle et inconstitutionnelle et en violation de la CBJNQ la décision du gouvernement du Québec de diviser les autorisations du projet Grande-Baleine. |
| 1991 | 09 | 16-24 | La Cour supérieure du Québec entend la demande d'injonction des Cris en vue d'empêcher Québec de scinder l'étude environnementale. |

[174]

En Cour provinciale du Québec (suite)

Commission d'accès à l'information

90-04-07

*Cris c. Hydro-Québec*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Mois | Jour | Événement |
| 1990 | 05 | 10 | - Demande d’accès aux contrats à partage de risques et bénéfices.  - Demande d'accès au programme de partage de risques et bénéfices. |
|  | 10 | 22 | - Le programme de partage de risques et bénéfices (1 p. 1/2) de la société d'État est rendu public par la Commission d’accès à l'information.  - Début des auditions de la demande des Cris.  - Requête pour sursis présentée par les 13 compagnies accordée en Cour supérieure par l'Honorable juge Victor Melançon. |
| 1991 | 01 | 8-9 | Requête en évocation devant le juge André Forget concluant au renvoi de la demande d’accès au Conseil exécutif du gouvernement du Québec. |
|  |  | 11 | Ordonnance du juge L.A. Poitras exigeant de tous les médias la remise sous scellées de toutes copies des 13 contrats secrets qui pourraient être en leur possession. |
|  |  | 24 | Requête en évocation accordée par le juge A. Forget et référant la demande d’accès au Conseil exécutif. |
|  | 02 | 06 | Injonction interlocutoire de non-publication du contrat secret entre Norsk-Hydro et Hydro-Québec. |
|  |  | 19 | - Refus du Conseil exécutif de donner accès aux documents demandés.  - Requête adressée à la commissaire, madame Wallace, afin que soit préalablement déterminée l'application des articles 30 et 33 lors de l’audition des 13 et 14 mai. |

[175]

**En Cour provinciale du Québec** (suite)

**Commission d'accès à l'information** (suite)  
90-04-07 (suite)

*Cris c. Hydro-Québec* (suite)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Mois | Jour | Événement |
| 1991 | 03 | 27 | Klassekampen publishes a story on Norsk-Hydro contract. |
|  | 04 | 07 | Les 13 compagnies demandent à la Commission d'accès de se prononcer favorablement sur le refus du Conseil exécutif de rendre public les décrets et de rejeter la demande d’accès. |
|  |  | 23 | Letter from Matthew Coon Come to Mrs. Bruntland, Prime Minister of Norway. |
|  |  | 26 | - Refus de madame Wallace.  - Émission des citations à comparaître adressées à Hydro-Québec.  - Présentation d'une requête afin d'obtenir la permission d'en appeler de la décision du 26 avril de madame Wallace devant le juge Paul Mailloux de la Cour du Québec siégeant en appel de la Commission d'accès à l’information. |
|  | 05 | 10 | Requête en évocation d’Hydro en Cour supérieure contre la divulgation des contrats. |
|  | 06 | 13 | Permission d'appel accordée par le juge Paul Mailloux en faveur de la société d’État. |
|  | 08 | 08 | Audition de la requête en évocation présentée par les Cris à la Cour supérieure concluant à l’annulation du jugement du 13 juin 1991. |
|  | 10 | 1-2 | - Cette requête est continuée de consentement des parties.  - Audition de la requête en évocation devant la Cour supérieure. Jugement rendu sur le banc par le juge Viau rejetant la demande des Cris. |

[176]

**En Cour provinciale du Québec** (suite)

**Commission d'accès à l'information**

90-06-92

*Administration régionale crie c. Hydro-Québec*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Mois | Jour | Événement |
| 1990 | 11 | 13 | Discours du président d’Hydro-Québec sur les profits générés par les contrats d’exportation. |
|  | 12 | 18 | Demande d'accès aux études techniques et économiques de Grande-Baleine et NBR. |
| 1991 | 03 | 11,25 | - Audition devant la Commission d'accès.  - Requête d'Hydro en vertu de l'article 126 sur la loi d'accès pour être autorisée à ne pas tenir compte d'une demande d'accès abusive. |
|  | 04 | 12 | - Audition devant la Commission d'accès.  - Requête d'Hydro en vertu de l'article 126 sur la loi d’accès pour être autorisée à ne pas tenir compte d’une demande d'accès abusive. |
|  | 05 | 10 | Signification d’une requête en évocation en Cour supérieure concluant à des erreurs de faits, de droit et d'excès de juridiction dans la décision du 12 avril 1991 de madame Wallace. |
|  | 10 | 17-18 | Audition de la requête en évocation et de la requête pour sensis (remise). |
|  |  | 19-20 | Audition remise, présentation de la requête reportée sine die. |
| 1992 | 06 | 4-5 | Audition prévue de la requête en évocation. |

[177]

**Cour fédérale d’appel**

90-A-2739

*Appel d’Hydro-Québec c. ONE  
Appel des Cris c. Hydro-Québec*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Mois | Jour | Événement |
| 1990 | 02 | 19 | Auditions de l'ONE. |
|  | 09 | 27 | Décision de l’ONE. |
|  | 10 | 26 | - Appel d’Hydro-Québec :  \* inconstitutionnalité de la décision de l'ONE ;  \* excès de juridiction de l'ONE.  - Appel des Cris c. Hydro :  \* Annulation des licences délivrées par l'ONE parce que Hydro-Québec n'a pas justifié la rentabilité économique du projet d'exportation. |
| 1991 | 03 | 23 | Déclaration de monsieur Jacques Guèvremont, vice-président, Hydro-Québec. |
|  | 06 | 10-12 | Audition de l'appel. |
|  | 07 | 09 | Jugement accueillant l'appel incident d'Hydro : The NEB does not have the right to put environmental-screening auditions on its electricity export licences.  Requête des Cris pour permission d'appel à la Cour suprême. |
|  | 10 | 09 | Nouveaux avis pour fins d'autorisation. |
|  | 11 | 18 | Réponse d'Hydro à la requête des Cris pour permission d'en appeler à la Cour suprême. |

[178]

**En Cour fédérale canadienne** (suite)

Cour fédérale

T-451-91

*Administration régionale crie c. monsieur R. Robinson*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Mois | Jour | Événement |
| 1991 | 02 | 10 | Action en mandamus : ordonner à l'administrateur fédéral d'exercer ses devoirs et fonctions en vertu des chapitres 22 et 23 de la CBJNQ. |
|  | 03 | 13 | La Cour fédérale déclare la CBJNQ une loi fédérale. |
|  | 05 | 14 | La Cour fédérale d'appel déboute le gouvernement du Québec et Hydro-Québec en statuant que la CBJNQ est bien une loi sur laquelle le gouvernement fédéral à l'obligation de faire valoir sa compétence. |
|  | 07 | 16-19 | Enquête et audition. |
|  |  | 21 | Jugement de la Cour d'appel confirmant la compétence de la Cour fédérale et déclarant la CBJNQ une loi. |
|  | 08 | 04 | Requête d'Hydro-Québec pour permission d'appeler en Cour suprême rejetée. |
|  | 09 | 10 | - Jugement du juge Rouleau ordonnant la mise en œuvre des chapitres 22 et 23.  - Décision d'Hydro-Québec d'aller en appel de ce jugement. |
|  | 10 | 07 | Avis d'appel d'Hydro-Québec. |

[179]

**En Cour fédérale canadienne (suite)**

Cour fédérale

T-1512-91

*The Eastmain Band. c. R. Robinson*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Mois | Jour | Événement |
| 1991 | 06 | 06 | Action en mandamus : ordonner à monsieur R. Robinson d'exercer ses devoirs et fonctions comme administrateur fédéral de la CBJNQ et ordonner aux ministres fédéraux d'appliquer le PFEEE. |
|  | 07 | 16-19 | Enquête et audition. |
|  | 10 | 02 | - Jugement du juge Rouleau enjoignant les ministres à faire une évaluation environnementale en vertu du Décret sur les lignes directives.  - Décision d'Hydro-Québec d'aller en appel de ce jugement. |
|  | 11 | 13 | - Dépôt de l’appel d’Hydro-Québec.  - Contre-appel déposé par les Cris. |
|  |  | 26 | Annonce d'un délai jusqu'au printemps 1992 pour le commencement des travaux d’Eastmain. |
|  | 12 | 03 | - Requête pour rejet du contre-appel des Cris fixée pour audition.  - Jugement de la Cour fédérale d'appel rejetant la requête d'Hydro-Québec. |

[180]

**En Nouvelle-Angleterre**

**Dans l'État du Vermont**

*Vermont Joint Owner Cris et al. c. VJO*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Mois | Jour | Événement |
| 1990 | 10 | 12 | Autorisation d'achat d'énergie par la Commission des services publics (CSP) du Vermont. |
|  | 11 | 15 | Appel des Cris et als de l'autorisation d'achat à la Cour supérieure du Vermont. |
| 1991 | 02 | 22 | Le maire de Burlington appelle au rejet du contrat. |
|  | 03 | 06 | Premier référendum de Burlington en faveur du contrat. |
|  | 04 | 24 | Prolongation de sept mois de l'échéance de ratification du contrat. |
|  |  | 25 | Dévoilement du contrat secret Norsk-Hydro/Hydro-Québec à Burlington. |
|  |  | 30 | - La CSP autorise un nouveau délai.  - Appel de la décision de la Commission des services publics du Vermont par les Cris et als pour l’annulation des autorisations. |
|  | 05 | 01 | Annonce de la reprise du référendum de Burlington. |
|  | 08 |  | Hydro-Québec et VJO verrouillent leur contrat. |
|  | 09 | 26 | Requête des Cris et als devant la Commission des services publics pour obtenir une nouvelle série d'audiences publiques. |
|  | 10 | 08 | Deuxième référendum de Burlington. |
|  | 11 | 08 | La Cour suprême du Vermont rejette une demande des Cris « for a remand ». |
|  |  | 10 | Dépôt d'une requête par les Cris et als devant la Cour suprême pour faire annuler le contrat. |
|  |  | 26 | La Commission des services publics du Vermont rejette les demandes des Cris de reconsidérer, réouvrir ou amender la décision de la Commission quant au contrat et au « waiver ». |

[181]

**En Nouvelle-Angleterre** (suite)

Dans l'État de New York

*New York Power Authority*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Mois | Jour | Événement |
| 1989 | 04 |  | Entente entre Hydro-Québec et la NYPA pour l'achat d'électricité. |
| 1990 | 04 | 04 | Projet de loi de l’État de New York par lequel on entend obliger les fournisseurs d'électricité à faire la preuve que leurs livraisons respectent les normes environnementales. |
|  | 05 | 16 | US Conservation Group file a lawsuit with the New York State Supreme Court in an attempt to block Hydro-Québec export contract. |
|  | 08 |  | Sierra Club, the Créé indians and al. launch a suit in New York Superior Court. |
|  | 12 |  | The State Suprême Court reject US conservative attempt to force the NYPA to conduct an environmental review before approving Hydro-Québec contracts. |
|  |  | 03 | Action judiciaire Sierra Club c. NYPA. |
| 1991 | 01 |  | Dépôt du projet de loi anti-Grande-Baleine par William Hoyt à l’assemblée législative de l'État de New York. |
|  | 05 |  | Protest in New York City by environmental activists. |
|  | 04 | 02 | Letter from NYPA's chairman to Hydro-Québec's chairman. |
|  | 08 | 07 | Le maire de New York demande à la NYPA une prolongation du droit de résiliation du contrat. |
|  |  | 27 | Annonce par le premier ministre du Québec du report d'un an de la date de ratification. |
|  |  | 29 | Le gouverneur de l'État de New York commande deux études sur les impacts environnementaux et économiques et stratégiques de l'annulation du contrat. |

[182]

**En Nouvelle-Angleterre** (suite)

**Dans l'État de New York** (suite)

*New York Power Authority* (suite)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Mois | Jour | Événement |
| 1991 | 10 | 01 | Hearings of the State legislative into the purchase. |
|  | 11 | 31 | Date limite de ratification reportée au mois d’août 1990. |
| 1992 | 03 |  | Studies from the Goodman Group. |
|  |  | 10 | Conférence de presse au parlement de l’État de New York de la députée libérale fédérale Blondin. |
|  |  | 16 | Adoption à l’assemblée législative de l’État de New York du projet de loi visant à réévaluer le contrat d’exportation d’Hydro-Québec. |
|  |  | 27 | Annulation du contrat d'achat de la NYPA. |

[183]

**Discours des Cris et des Inuit dans la presse écrite...**

Annexe F

Calendriers des articles  
traitant :

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1) | L'évaluation environnementale | 184 |
| 2) | L'injonction des Cris pour la reconnaissance de leurs titres devant la Cour supérieure du Québec | 192 |
| 3) | L'injonction des Cris et als contre la division des autorisations devant la Cour supérieure du Québec | 193 |
| 4) | L'appel d'Hydro-Québec et l'appel des Cris contre les décisions de l'ONE | 195 |
| 5) | La demande des Cris du programme de partage de risques et de bénéfices et des contrats à la Commission d'accès à l'information | 197 |
| 6) | L'action des Cris devant la Cour fédérale concernant la compétence de l'administrateur fédéral de la CBJNQ | 200 |
| 7) | L'action de la Bande des Cris d'Eastmain devant la Cour fédérale concernant la compétence de l’administrateur fédéral de la CBJNQ | 201 |
| 8) | Les actions des Cris et als contre le contrat d’achat de la VJO | 202 |
| 9) | Les actions des Cris et als contre le contrat d'achat de la NYPA | 203 |
| 10) | L'action des Cris devant le Tribunal international de l'Eau | 205 |
| 11) | Le discours des Cris et des Inuits relatif à la CBJNQ | 206 |

[184]

Calendrier des articles traitant  
des audiences publiques

|  | Journaux | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Chronologie | Le Devoir | La Presse | The Gazette | The Globe and Mail |
| 5-04-90 | Baie James : Québec va de l'avant sans le fédéral. (L-GF) |  |  |  |
| 6-04-90 | Obstacles imprévus au plan d’évaluation de la baie James. (L-GF) |  |  |  |
| 09-04-90 | Baie James II. Les Cris rejettent l'offre de Québec. (L-GF) |  |  |  |
| 15-07-90 |  | La route vers Grande-Baleine retardée au printemps. Le ministère de l'Environnement n’a encore donné aucune directive. (RLC) |  |  |
| 26-09-90 |  | Grande-Baleine : Paradis favorise un seul processus d'audiences publiques. (AN) |  | Ministers at odds over James Bay project. Paradis and Bacon take opposite sides on building a road for Hydro-Québec. (BM) |
| 20-11-90 |  |  | Ottawa gives Quebec the go-ahead on Great Whale, (GH) |  |
| 21-11-90 | Ottawa n'a rien cédé à Québec sur le projet Grande-Baleine. (L-GF) | Ottawa abdique ses responsabilités, disent les Cris. De Cotret confirme que le Québec peut scinder l'étude environnementale du projet de Grande-Baleine. (RLC) | Ottawa reversed its position on hydro project, letters show. (GH) | Quebec permitted to start hydro project. Environmentalists, natives angered by decision. (GY/BM) |
| 27-11-90 |  | Le ministre de l'Environnement n'attend qu'un avis juridique avant de commencer l'évaluation du projet Grande-Baleine. (AN) |  |  |
| [185] |  |  |  |  |
| 30-11-90 | Hydro-Québec mobilise pour répondre aux exigences de Paradis. (L-GF) |  | Province splits review of Great Whale project. Roads studied séparately from dam. (GH) |  |
| 10-12-90 | Québec négocie déjà avec les Inuits pour Grande-Baleine. (L-GF) |  |  |  |
| 15-12-90 |  |  | No to James Bay IL Great Whale considers a blockade. (GH)  Natives say no to James Bay II. (GH)  Construction could start in 90 days. (GH) |  |
| 18-12-90 |  | Ottawa veut se donner davantage de pouvoirs en matière d’environnement. C'est ce qu'indique le ministre Robert de Cotret, dans une entrevue à La Presse. (AN) |  |  |
| 22-12-90 |  |  |  | Study boosts Quebec hydro project. Report urges spending of $755- million on first step of Great Whale complex. (AP) |
| 08-01-91 |  |  | Cree want more time for Great Whale study. (GH) |  |
| 11-02-91 |  |  | Flaw seen in Hydro Great Whale study. Panel's findings could delay start on northern power project. (GH) |  |
| 12-02-91 |  |  | The Great Whale watch. Quebec and Ottawa at odds over who should head review. (GH) |  |
| [186] |  |  |  |  |
| 13-02-91 | Ottawa signe l'entente sur l'évaluation des impacts du projet Grande-Baleine. (L-GF) | Entente Ottawa-Québec sur une évaluation environnementale conjointe du projet de Grande- Baleine. (AN) |  |  |
| 14-02-91 |  | Les Cris veulent une évaluation sérieuse du projet Grande-Baleine. (AN) | Great Whale study ignores social impact : review panel. (GH) |  |
| 27-03-91 |  |  | Cree threaten more hydro project delays. (GH) |  |
| 28-03-91 | Grande-Baleine : Valcourt n'a pas encore pris de décision. (L-GF) | Grande-Baleine : les Cris ne reconnaissent pas l’entente sur les audiences publiques. (AN) |  |  |
| 04-04-91 | Des coprésidents pour évaluer Grande-Baleine. Reste à obtenir l'accord des Cris. (L-GF) |  |  |  |
| 11-05-91 | Grande-Baleine. Paradis donne le feu vert à des audiences publiques. (L-GF) |  |  |  |
| 05-06-91 |  |  | Paradis is bearing bad tidings as he flies up to Great Whale. Warm welcome from Créé is unlikely. (GH) |  |
| 11-06-91 |  |  | Cree plan to boycott hearings on Great Whale roads, airport. (GH) |  |
| 12-06-91 | Rémillard impose deux évaluations au projet de Grande-Baleine. (L-GF) | Grande-Baleine : audiences publiques les 2 et 3 juillet à Montréal. Le grand conseil des Cris veut discuter du « projet », pas des infrastructures d'accès. (AN) | Quebec wrong to split review of project former head of environment panel says. (GH) |  |
| 26-06-91 |  |  | Cree block Hydro experts, stall environment hearings. Fate of impact study now rests with Inuit. (GH) | Quebec Crees chase away Hydro officiais. Peaceful protest over massive project puts environmental hearings in doubt. (AP) |
| [187] |  |  |  |  |
| 27-06-91 |  |  | Rowdy Cree block Great Whale hearing. (GH) | Hydro hearings called off. Safety fears cited after Cree protest. (AP) |
| 28-06-91 |  |  | Great Whale panel ponders future after hearings blocked. (PW/GH) | Great Whale hydro project hearings cancelled. Pressure from native, environment groups forces Quebec into 2-month delay. (AP/RS) |
| 29-06-91 |  |  | Cree celebrate first victory but know battle isn't won. "Qnly beavers can build dams on our land". (GH) |  |
| 03-07-91 |  |  |  | Crees rebuked over hydro project. Quebec’s économie growth being retarded, business groups contend. (AP) |
| 09-07-91 |  |  | Inuit dash Hydro hopes of quick start on James Bay roadbuilding. (GH) |  |
| 10-07-91 |  |  |  | Ottawa to assess hydro project. Great Whale impact to be studied. (AP/GY) |
| 11-07-91 | Ottawa fera une évaluation globale de Grande-Baleine. (CL) | Les Cris boycotteront les audiences fédérales sur Grande-Baleine. (AN ! | Hands off Great Whale, Ottawa told. Quebec ministers denounce fédéral government's environmental review. (EK/GH) | Hearings ordered on power project. Federal call for Great Whale review angers Quebec, environmentalists. (AP) |
| 13-07-91 |  |  | Quebec decries federal action en James Bay. But Ottawa underestimates its power to affect hydro project : critics. (GH) |  |
| 22-07-91 | Les Cris gèlent de nouveau le Québec à Grande-Baleine. Paradis ne pourra pas accélérer l'étude des barrages. (CL) |  |  |  |
| 23-07-91 |  | Les Cris pourraient paralyser l’étude d’impact de Grande-Baleine. (BB) |  |  |
| [188] |  |  |  |  |
| 11-08-91 |  |  | Great Whale review panel stands firm. Refuses to table guidelines for hydro-project study. (GH) |  |
| 17-08-91 |  | Un débat objectif sur l'environnement à Grande-Baleine est-il encore possible ? La crédibilité même d'Hydro-Québec est devenue un enjeu de première importance dans le débat. (BB) |  |  |
| 22-08-91 | Grande-Baleine : les Inuit d'un village-clé veulent garder leur territoire vierge. (L-GF) |  |  |  |
| 10-09-91 | Les Inuit disent non au réseau routier vers Grande-Baleine. (L-GF) |  |  |  |
| 06-11-91 |  | Pour David Cliché, le train de Grande-Baleine est reparti sans l'autorisation du chef de gare. (AN) |  |  |
| 03-12-91 |  |  | Great Whale environment study will not get going till March. (GH) |  |
| 20-12-91 | Les cinq organismes d’évaluation de Grande-Baleine s’entendent. (L-GF) |  |  |  |
| 21-12-91 |  |  |  | Crees deny hydro deal reached. Ottawa says single environmental review agreed to. (AP) |
| 24-12-91 | Les Cris refusent de reconnaître l'entente sur Grande-Baleine. (L-GF) |  |  |  |
| 07-01-92 |  |  | Hearings set for Great Whale project. But only one of three review panels is ready to start work. (GH) |  |
| [189] |  |  |  |  |
| 25-01-92 | Ottawa, Québec, Cris et Inuit s'entendent sur l'évaluation de Grande-Baleine. La New York Power : « Une étape cruciale en vue d'assurer une gestion rigoureuse des aspects environnementaux. » (L-GF) |  | Governments, Crww and Inuit agréé on Great Whale review. (GH)  Great Whale hearings get the greer light. (GH) | Great Whale project to get review. Créés, Inuit, two governments agree on steps toward unified assessment. (AP) |
| 28-01-92 |  |  | Hydro details Great Whale plans as hearings get under way. (GH) |  |
| 29-01-92 |  |  | Great Whale would kill our culture. Créé sa y. After shocks of first James Bay development still felt, hearing told. (GH) |  |
| 30-01-92 |  |  | Inuit condemn Great Whale. Dashes impression they might agree with project. (GH) |  |
| 31-01-92 |  |  | Hydro splitting plan to speed approval : Cree. Transport Quebec not utility, will carry out airport improvements. (GH) |  |
| 04-02-92 | Des groupes écologiques avalent mal les 4 millions $ accordés aux Cris et Inuit. (L-GF) |  | Official's death delays project hearings. (GH) |  |
| 11-02-92 |  |  |  |  |
| 27-02-92 | Les Cris ne se conformeront pas aux conclusions de l’évaluation de Grande-Baleine. (CL) |  |  |  |
| 04-03-92 | Les Cris réitèrent leur intention de faire fi de l'étude sur Grande-Baleine. Paradis prolonge les délais du processus. (CL) |  |  |  |
| 05-03-92 |  |  | Cree tell their story. Effect of James Bay dams recounted 20 years after project was announced. (GH) |  |
| [190] |  |  |  |  |
| 06-03-92 |  |  | Hydro can't be trusted. Créé tell review hearings. (GH) |  |
| 09-03-92 |  |  | Modern world jolts Cree village. James Bay development brought flush toilets and pickup trucks to the Cree village of Chisasibi. But the social toll includes alcohol-related accidents, suicide attempts and worse domestic violence. (GH) |  |
| 11-03-92 |  |  | Cree want sewage woes solved before thaw. Septic tanks are health hazards, doctors say ; Hydro asked to help. (GH) |  |
| 17-03-92 | L’Association des manufacturiers accuse les Cris de prendre la population en otage. (L-GF) |  | Business group slams Cree stand on James Bay. (GH) |  |
| 18-03-92 |  |  | Hydro postpones major James Bay project. (GH) |  |
| 19-03-92 | Les Cris accusent Hydro « d'intensifier le racisme au Québec ». (L-GF) |  | Hydro smear campaign targeting Cree : chief. (GH) |  |
| 20-03-92 |  |  | Great Whale spells environmental disaster : Kennedy. Son of slain U.S senator says everyone should help save James Bay ecosystem. (GH)  Inuit say they're near deal on compensation for Great Whale hydro project. (GH) |  |
| 21-03-92 |  |  | Secure Cree rights in new constitution : chief. Natives must have control over natural resources, Coon Corne says. (GH) |  |
| [191] |  |  |  |  |
| 23-03-92 |  |  | Great Whale hearings turn ugly as business, labor bash natives. (GH) |  |

[192]

Calendrier des articles traitant l’injonction des Cris pour la reconnaissance de leurs titres devant la Cour supérieure

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Journaux | | | |
| Chronologie | Le Devoir | La Presse | The Gazette | The Globe and Mail |
| Les Cris demandent à la Cour supérieure du Québec d’émettre une injonction pour empêcher Hydro-Québec d’entreprendre les travaux de construction de Grande-Baleine. |  |  |  |  |
| 04-04-90 | Les Cris demandent à la Cour de bloquer le projet Baie James II. (L-GF) | Les Cris veulent empêcher Hydro de construire la « Baie James 2 ». (AN) | Cree seek court order to block Great Whale hydro power project. (GH) |  |
| 13-04-90 |  |  |  | Crees, Quebec in power struggle over massive James Bay project. (AP) |
| 11-08-90 |  | Les Cris plus déterminés que jamais à bloquer le projet de Grande-Baleine. (AN) |  |  |
| 27-08-91 | Les Cris pourraient réclamer un milliard pour la Baie James. (CL) |  |  |  |

[193]

Calendrier des articles traitant

l'injonction des Cris et als contre la division des autorisations

à la Cour supérieure du Québec

|  | Journaux | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Chronologie | Le Devoir | La Presse | The Gazette | The Globe and Mail |
| 22-09-90 |  |  | One hearing on James Bay II : de Cotret. Paradis gets ally in feud with cabinet colleague Bacon. (GH/EK) |  |
| 26-10-90 | Les Cris demandent à la Cour supérieure d’empêcher les études d’impact séparées. (L-GF) | Grande-Baleine : les Cris réclament une injonction permanente. (RL) |  |  |
| 29-10-90 | Québec n’exigera pas d’audiences publiques pour la route entre LG-2 et Grande-Baleine. (L-GF) |  |  |  |
| 30-10-90 |  | Les Cris réclament l’annulation des contrats d’exportation d’Hydro-Québec. (RL) |  | Cree fighting project to win money. Bacon says. (BM) |
| 10-09-91 | Les Inuit disent non au réseau routier vers Grande-Baleine. (L-GF) |  |  |  |
| 17-09-91 | La Cour supérieure entend la demande d’injonction des Cris contre des études scindées sur le projet Grande-Baleine. (L-GF) |  |  |  |
| 18-09-91 | L’accord source de tous les désaccords. Le projet de Grande-Baleine constitue un test décisif pour la Convention de la Baie-James el du Nord québécois. (CL) |  |  |  |
| 19-09-91 | Hydro coupe un fragment de Grande-Baleine au bénéfice d’une population de phoques. (L-GF) |  |  |  |
| [194] |  |  |  |  |
| 24-09-91 | Québec dit ne pas avoir à justifier l’impact environnemental du projet Grande-Baleine. (L-GF) |  |  |  |

[195]

Calendrier des articles traitant la

Décision de l’office national de L’Énergie (ONE)

|  | | Journaux | | | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Chronologie | | Le Devoir | | La Presse | | The Gazette | | The Globe and Mail | |
| 19-02-90 Début des audiences de l’Office national de l'Énergie. | |  | |  | |  | |  | |
| 20-02-90 | | Les Cris dressent un barrage contre les ventes d'électricité. (L-GF) | |  | |  | |  | |
| 06-03-90 | |  | |  | |  | | Conditions would scuttle $25-billion deal, NEB told. (AP) | |
| 17-03-90 | |  | | Les plans d'Hydro : faire du Québec une immense centrale. (AN) | |  | |  | |
| 16-09-90 | |  | | L'Office national de l'énergie rend sa décision demain sur les contrats d'exportation d'Hydro. (RLC) | |  | |  | |
| 27-09-90 Décision de l’ONE d'assortir les permis d'exportation de conditions en matière d’environnement qui soumettent en fait la société d’État à la juridiction fédérale. | |  | |  | |  | |  | |
| 28-09-90 | |  | | Ottawa place sa férule sur Hydro-Québec. (RLC) | |  | | NEB okays Hydro-Québec exports. Regulator attaches strings, admittins it is in dark about environmental impact. (BM) | |
| 26-10-90  Appel d'Hydro-Québec. Appel des Cris. | |  | |  | |  | | Quebec to fight NEB ruling on hydro dam. Province, utility to appeal Ottawa's requirement of environmental review. (BM) | |
| [196] | |  | |  | |  | |  | |
| 29-10-90 | Québec n'exigera pas d'audiences publiques pour la route LG-2 et Grande-Baleine. (L-GF) | |  | |  | |  | |
| 30-10-90 |  | | Les Cris réclament l'annulation des contrats d'exportation d'Hydro-Québec. (RLC) | |  | |  | |
| 26-03-91 |  | |  | | James Bay 2 opponents pleased by Hydro's export woes. (GH) | |  | |
| 10 au 12-06-91 Auditions de l'appel. |  | |  | |  | |  | |

[197]

Calendrier des articles traitant la demande des Cris  
du programme de partage de risques et de bénéfices  
et des contrats secrets à la Commission d'accès à l'information

|  | | Journaux | | | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Chronologie | | Le Devoir | | La Presse | | The Gazette | | The Globe and Mail | |
| 05-90 Les Cris demandent à la société d'État de leur remettre le Programme de risques partagés dont bénéficient les alumineries ainsi que les contrats signés sous l’empire de ce document. | |  | |  | |  | |  | |
| 20-10-90 Requête des Cris à la Commission d’accès à l'information. | |  | |  | |  | |  | |
| 22-10-90 Thirteen of Quebec's largest energy users go to count to keep secret the details of massive power deals the signed with Hydro - Quebec. | |  | |  | |  | |  | |
| 23-10-90 | | Hydro-Québec est prête à ajuster ses tarifs aux variations de revenus des alumineries. (L-GF) | |  | |  | | Energy users want deals kept secret. Hydro-Québec customers go to court to block access-to-information hearing. (BM) | |
| 24-10-90 | |  | |  | |  | | Cree natives lose bid for Hydro deal details. (BM) | |
| 15-11-90 | |  | |  | |  | | Indians skeptical of Hydro profit claim. (BM) | |
| 12-12-90 | |  | | Hydro-Québec refuse de dévoiler ses vrais chiffres. (RLC) | |  | |  | |
| [198] | |  | |  | |  | |  | |
| 09-01-91 Injonction émise par la Cour supérieure contre Radio-Canada et ses journalistes pour empêcher la divulgation du contenu d'un contrat entre Hydro-Québec et Norsk-Hydro. | |  | |  | |  | |  |
| 10-01-91 | |  | | La Cour empêche Radio-Canada de divulguer un contrat entre Québec et une aluminerie. (BB) | |  | |  |
| 11-01-91 | | Le Conseil de presse juge « lourdes d'implications » les injonctions sur les ententes secrètes d'Hydro. (L-GF) | | Contrats d'Hydro : Radio-Canada songe à contester une injonction. (BB) | |  | |  |
| 07-02-91 | |  | |  | | Publishing secret Hydro deals would be breach of trust : lawyers. (GH) | |  |
| 11-04-91 | |  | |  | | Details of Hydro contract published in Norway, Australia. But court injunction keeps Quebecers in the dark on power rate paid by smelter. (GH) | |  |
| 12-04-91 | |  | | Les Québécois paieront cher les contrats secrets entre Hydro-Québec et les alumineries. Selon un journal australien, 40 p. cent de l’électricité fournie par les nouveaux projets d'Hydro-Québec ira aux alumineries. (RLC) | |  | |  |
| 26-04-91 | |  | |  | | U.S. TV exposes Hydro pact. Border stations beam "secret" contract's details to Quebec. (GH) | |  |
| [199] | |  | |  | |  | |  |
| 27-04-91 | Entre le risque et le subside. Hydro - Québec joue au banquier dans ses 13 contrats secrets, sans exiger de rémunération. (CL) | |  | |  | |  | |
| 29-04-91 | Hydro-Québec et Norsk lèvent le voile sur leur contrat. (L-GF) | |  | |  | |  | |
| 30-04-91 |  | |  | | Norsk subsidized by cheap power. "Secret" deal could save $30 million in three years. (GH) | |  | |
| 08-05-91 |  | | Alumax n’est pas le renard qui vole les poulets. (RLC) | | Contracts could cost Hydro up to $220 million : analyst. Experts say power deals should be public. (GH) | |  | |
| 11-05-91 |  | |  | | Access case stalled. Firms, Hydre launch late appeal. (GH) | |  | |
| 14-05-91 |  | | Hydro défie la Commission d'accès à l'information. | |  | |  | |
| 15-05-91 | Une firme d’experts évalue à 2,3 milliards $ les pertes maxima des contrats secrets d'Hydro. (L-GF) | | Contrats secrets d’Hydro : des rabais pouvant s'élever à 2,3 milliards. (RLC) | |  | | Hydro-Québec deal picked apart. $257-million loss plus rate increases, seen by U.S. official. (BM) | |
| 16-05-91 |  | |  | | Norsk deal could cost Hydro $730 million : U.S. analyst. (GH) | |  | |
| 19-06-91 |  | | Les contrats d'Hydro resteront secrets au moins plusieurs mois encore. (RLC) | |  | |  | |

[200]

Calendrier des articles traitant le  
jugement de la Cour fédérale statuant que le gouvernement fédéral  
a l’obligation de faire valoir sa compétence dans le cadre de la CBJNQ

|  | Journaux | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Chronologie | Le Devoir | La Presse | The Gazette | The Globe and Mail |
| 17-07-91 | Les Cris tentent d'obliger le fédéral à intervenir davantage à Grande-Baleine. (CL) | Grande-Baleine : les Cris exigent d'Ottawa une étude indépendante. |  | Hydro dispute threatens federalism, court told. Ottawa will be "impotent" if it loses jurisdictional tussle with Quebec, Crees argue. (AP) |
| 18-07-91 | Le Canada et Hydro parlent d'une même voix face aux Cris. (CL) | Grande-Baleine : le juge Rouleau ébranle les arguments d'Ottawa. Le magistrat de la Cour fédérale souligne la méfiance des Cris à l'égard des études d'impact d’Hydro-Québec. (BB) |  | Ottawa chided by judge over Great Whale project. Refusai to mount environmental study "incompréhensible". (AP) |
| 19-07-91 | Québec accorde un délai à la Commission Kativik. (CL) | Les Cris ne cherchent qu'à torpiller Grande-Baleine, dit Hydro-Québec. L'avocat des autochtones avoue lui-même en cour que ses clients visent effectivement à bloquer le projet hydro-électrique. (BB) |  | Hydro-Québec calls fight "modern version of Custer". Créés’ lawyer tells court utility fears power-project scrutiny. (AP) |
| 11-09-91 | La Cour fédérale ordonne à Ottawa de s'associer à l'évaluation environnementale de Grande-Baleine. (CL) | Grande-Baleine : Québec doit avoir l'accord d'Ottawa. Importante victoire des Cris. (AN) | Great Whale needs OK from Ottawa, court rules. (GH) |  |
| 13-09-91 | Les Cris tendent une perche à Québec. Ils accepteraient une évaluation environnementale unique. (CL) | Grande-Baleine : les Cris proposent un examen public du projet d'une durée de... cinq ans ! (AN) | Review of Great Whale project must last 3 to 5 years. Cree say. (GH) |  |

[201]

Calendrier des articles traitant le projet Eastmain  
(Cour fédérale)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Journaux | | | |
| Chronologie | Le Devoir | La Presse | The Gazette | The Globe and Mail |
| 23-05-91 |  | Les Cris exigent une évaluation environnementale des projets de centrales sur les rivières Eastmain et Laforge. (AN) |  |  |
| 20-07-91 | Le juge méditera sa décision sur Grande-Baleine en sachant que, de toute façon, il y aura appel. (CL) |  |  | Court told power project exempt from review. Environmental study not required for Quebec plan under deal with Crees, utility says. (AP) |
| 02-10-91 Jugement de la Cour fédérale ordonnant à Ottawa de procéder à une évaluation environnementale pour le projet Eastmain. |  |  |  |  |
| 04-10-91 |  |  | Eastmain hydro project must hâve environment impact study, court rules. (GH) |  |

[202]

Calendrier des articles traitant le Contrat d’achat de la VJO

|  | Journaux | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Chronologie | Le Devoir | La Presse | The Gazette | The Globe and Mail |
| Contrat d'exportation d'électricité avec la Vermont Joint Owners et la requête devant la Cour suprême du Vermont pour faire annuler le contrat. |  |  |  |  |
| 22-02-91 |  | Le maire de Burlington appelle à rejeter l'achat d'électricité d'Hydro. (AN) |  |  |
| 07-03-91 |  | Les citoyens de Burlington acceptent un contrat avec Hydro-Québec. (AN) |  |  |
| 24-04-91 |  |  | We have plan to save power deal, utilities say. (GH) |  |
| 25-04-91 | Le Vermont donne sept mois de plus à Hydro. (CL) | Hydro-Québec et le Vermont reportent à nouveau l'échéance d'annulation de leur contrat. (GS/RL) | Hydro gets extra time to back out of Vermont deal. (GH) |  |
| 26-04-91 |  | Les accords secrets d'Hydro-Québec sont dévoilés à la télévision américaine. (RL) |  |  |
| 01-05-91 |  | Hydro et Vermont Joint Owners ont jusqu'au 30 novembre pour résilier leur contrat. (RL) | Board extends period when hydro deal may be terminated. (GH) |  |
| 26-09-91 |  | Le contrat d’Hydro avec le Vermont n'est pas dans le sac. (RL) |  |  |
| 09-10-91 |  | Burlington dit non à Hydro-Québec. (RL) |  |  |
| 10-10-91 |  |  |  | Cree leader hails result of referendum. (AP) |

[203]

Calendrier des articles traitant le  
contrat d'achat de la NYPA

|  | Journaux | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Chronologie | Le Devoir | La Presse | The Gazette | The Globe and Mail |
| Contrats d’exportation d’électricité avec la New York Power Authority et la requête devant la Cour suprême de l’État de New York pour une évaluation environnementale. |  |  |  |  |
| 31-05-90 |  |  | Sierra Club seeks to block Hydro contracts. (GH) |  |
| 28-08-90 |  |  |  | Power block sought. Suit launched to hait Hydro-Québec sales to New York. (BM) |
| 05-01-91 |  |  |  | Activists to protest against sale of Quebec power to New York. James Bay dams called "ecological, human rights atrocity". (AP) |
| 04-04-91 |  |  |  | Hydro-Québec wamed : Don’t hide behind N.Y. deal. U.S. power authority concerned it’s being used to stunt environmental review. (BM) |
| 06-08-91 | La NYPA somme le maire de N.Y. de ne pas nuire au contrat avec Hydro-Québec. (CL) |  | Hold off on Hydro-Québec con tract New York Mayor Dinkins urges. (GH) |  |
| 08-08-91 | Bourassa se réjouit de la réponse de la NYPA à Dinkins. (CL) |  | New York mayor asks State to delay $17-billion deal with Hydro. (GH/PA) |  |
| [204] |  |  |  |  |
| 30-08-91 | Cuomo fait analyser l’impact de l’annulation du contrat avec Hydro. (CL) |  |  |  |
| 31-08-91 | Hydro et les Cris applaudissent les études de Cuomo. (CL) |  |  |  |
| 28-09-91 |  |  |  | Hydro-Québec / A grand scheme to divert 12 rivers in Northern Quebec to produce electricity has generated a maelstrom of controversy. James Bay plan : A Whale for the killing ? (BM) |
| 12-03-92 | Les Cris enrôlent une députée libérale pour leur lobbying à New York. (CL) |  |  |  |
| 18-03-92 |  | Québec et la NYPA dénoncent in projet de loi de l’État de N.Y. (BB) |  |  |
| 28-03-92 | Hydro-Québec perd son contrat avec New York. (CL) | New York annule le contrat de 17 milliards. Cuomo invoque l’état de l’économie et l’environnement. Grande-Baleine n’est pas mort, jure Hydro-Québec. Les Cris et les Verts célèbrent une grande victoire. (RL) |  | Hydro-Québec loses power struggle. New York State cancels $17-billion contract with provincial utility. (BM/JM) |

[205]

Calendrier des articles traitant du  
Tribunal international de l’Eau

|  | Journaux | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Chronologie | Le Devoir | La Presse | The Gazette | The Globe and Mail |
| 07-01-92 |  |  |  | Hydro-Québec challenges panel. Utility says tribunal's hearing on James Bay projects will be media circus. (AP) |
| 05-02-92 | Au Courant réclame du Tribunal international de l'Eau qu'il siège au Québec et écoute la voix du peuple. (L-GF) |  |  |  |
| 12-02-92 | Hydro accuse les Cris de camoufler leur vrai objectif derrière les arguments écologiques. Devant le tribunal international de l'Eau. (L-GF) |  |  |  |
| 13-02-92 |  |  | Cree itching to take charge of James Bay project : Hydro. (GH) |  |
| 15-02-92 |  |  | Jury to assess James Bay and Three Gorges. (GH) |  |
| 19-02-92 | L'arbitre du Québec siège aussi comme conseiller d'un organisme associé aux Cris à Grande-Baleine. (L-GF) |  |  |  |
| 20-02-92 Décision au TIE. |  |  |  |  |
| 21-02-92 | Le Tribunal de l'eau ne condamne pas Grande-Baleine. (L-GF) |  | Hold off on Great Whale till review is done : panel. James Bay is an "ongoing intrusion" for Créé, international tribunal says. (GH) | James Bay project called "intrusion". Hydro-Québec, Crees both claim victory in panel ruling. (AP) |

[206]

Calendrier des articles traitant de la  
Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ)

|  | Journaux | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Chronologie | Le Devoir | La Presse | The Gazette | The Globe and Mail |
| 02-10-90 | Les Cris sous la menace de la « horde blanche ». Le principal impact de Grande Baleine c’est l’arrivée de milliers de chasseurs et de pêcheurs blancs. (L-GF) |  |  |  |
| 15-12-90 |  |  | "The whole area's going to be affected". (GH) |  |
| 05-01-91 |  | La menace qui vient du sud. Ils ne s'entendent pas sur les moyens à utiliser pour y arriver, mais Cris et Inuit partagent un même objectif : forcer Hydro-Québec à abandonner son projet d'aménagement de 1e Grande rivière de la Baleine, à la baie d’Hudson. La Presse est allée les rencontrer chez eux, au Nouveau Québec. (BB)  Les Inuit de la baie d'Hudson se sentent manipulés par tout le monde. (BB)  Pour les Cris, le projet Grande-Baleine remet en question la convention de la baie James. (BB) |  |  |
| 06-01-91 |  | Les autochtones, Hydro et le gouvernement livreront combat sur le front environnemental. (BB) |  |  |
| [207] |  |  |  |  |
| 07-01-91 |  | L'économie des Cris est en voie d’asphyxie. (BB)  Les Inuit à la recherche d'une nouvelle identité. Coincés entre l'appel de la Terre et la télé payante. (BB)  Plusieurs Cris n'ont pas renoncé à leur mode de vie traditionnel. |  |  |
| 08-01-91 |  | En attendant les bulldozers... (BB) NBR, l'autre menace. (BB) |  |  |
| 11-03-91 |  |  | Séparation would kill James Bay treaty : Cree. (GH) |  |
| 30-08-91 |  | Des échanges entre adversaires et partisans de Grande-Baleine. (AN) |  |  |
| 31-08-91 |  |  |  | The Cree of Quebec. When the bough breaks. (AP) |
| 23-09-91 |  | L'entrevue du lundi : Matthew Coon Corne. Le chef des Cris brandit l'opinion publique plutôt que les armes. (CL) |  |  |
| 04-12-91 |  |  | James Bay deal didn’t make Cree Inuit wealthy : study. (GH) |  |

Fin du texte

1. \* Source : Hydro-Québec,Sommaire des actions judiciaires entreprises par les Cris et impliquant Hydro-Québec,25 mars 1992. [↑](#footnote-ref-1)
2. \* Une action déclaratoire et en mandamus contre le gouvernement fédéral est cependant déposée, dès le 10 mai 1989, en Cour fédérale par Matthew Coon Corne. [↑](#footnote-ref-2)
3. \* Le discours indirect ne sera pas placé entre guillemets dans ce rapport. [↑](#footnote-ref-3)
4. \* Hydro-Québec*, Sommaire des actions judiciaires entreprises par les Cris et impliquant Hydro-Québec,* Miméo, 25 mars 1992, p. 2. [↑](#footnote-ref-4)
5. \* Les articles de langue anglaise ne sont pas couverts dans cette section. [↑](#footnote-ref-5)
6. \* À cet égard, il serait pertinent de comparer la biomasse des deux régions. [↑](#footnote-ref-6)
7. Une somme supplémentaire de 2 200 000 S a été versée à la Mission catholique de Fort George en dédommagement. [↑](#footnote-ref-7)
8. Une somme supplémentaire de 2 200 000 $ a été versée à la Mission catholique de Fort George en dédommagement. [↑](#footnote-ref-8)